



Les Seigneurs de La Rochette

ET

L'AVOUEURIE DE FLÉRON,

pendant le dix-septième siècle,

par J. L. MEULLENERS, curé à Heer.



AVANT-PROPOS.

Les trois seigneurs, qui, au dix-septième siècle, se sont succédé dans la seigneurie de La Rochette et, (à l'exception du deuxième,) dans la charge d'avoué de Fléron, sont Jean de Ruyschenberg (1), ancien commandant d'armée dans le duché de Juliers, et défenseur de la ville de ce nom contre les armées coalisées des Provinces-Unies et de la France, Edmond de Cortenbach (2), seigneur de Helmond, et Albert-Joseph comte d'Arberg et de Valengin, seigneur d'Elsloo. Ces noms indiquent assez, que le sujet de cet écrit n'est pas étranger à notre province.

Les archives, dont je me suis servi, proviennent de la famille d'Arberg. Ce sont des contrats de mariage, des testaments et des transactions entre les membres de ces trois familles; de plus, quelques dossiers de procédure, en faveur d'Edmond de Cortenbach et du comte d'Arberg. Malheureusement, ces derniers sont loin d'être complets.

1) L'orthographe de ce nom n'est pas fixée. Les Allemands écrivent *Reuschenberg*. Jean de Ruyschenberg signait ordinairement: Jean de, ou von, Ruissenberg, ou Ruysenberg; une rare fois: de, ou von, Ruyschenberg.

(2) Son bisaïeul, Jean de Cortenbach, seigneur de Helmond, possédait la moitié du château et des biens de Cortenbach, sous Voerendaal, et la cense de Papenhoven, sous Obbicht, en 1490. *V. Public, du duché de Limb.*, t. XXII, p. 182.

A l'exception du codicille de Jean de Ruysschenberg et de Sibille-Marie de Plettenberg, qui est original, et à part l'une ou l'autre déclaration judiciaire, toutes les pièces sont des copies, ou des traductions, la plupart authentiquées, les unes en français, les autres en hollandais, ou en allemand.

Aux sources rares je dois ajouter trois brochures, écrites en faveur d'Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond, dont deux en français et une en hollandais. Voici à quelle occasion.

La douairière Sibille-Marie de Plettenberg avait cédé, sous les conditions les plus avantageuses, à son arrière-neveu, Edmond de Cortenbach, le droit d'usufruit, qu'elle avait sur les biens de La Rochette. Par l'interprétation que celui-ci fit du contrat, la douairière se trouva gravement lésée. Il s'ensuivit un procès à sensation, qui trouva même son écho dans „la Gazette d'Hollande et de Paris (1).”

En faveur de la douairière de Plettenberg avait paru, en 1669, une brochure, intitulée: *Information Véritable, touchant les difficultés survenues pour le Château et Biens de la Rochette*, etc.

Je n'ai pas eu le bonheur d'en trouver un exemplaire, mais il est facile de se faire une idée de cet écrit, par les larges emprunts qu'en fait „Le Syndicat,” dans le but de le réfuter, et quant aux emprunts, „Le Syndicat” les caractérise de la manière suivante:

„Mon intention n'est pas d'examiner, par le menu, le discours, que ce bel esprit (de l'Information Véritable) a formé, pour servir d'entrée à son ouvrage, ni de m'enquérir ce que *facundus hermianensis* a dit, et moins encore des scrupules que la *Gazette d'Hollande et de Paris* ont forgés à son désavantage, mais seulement de découvrir simplement et nûment les fondements, et ensuite toute la structure, et aussi les manquements et défauts, que cet esprit mal intentionné veut faire passer pour choses accomplies auprès de ceux qui sont les plus méconnoissants (2).”

D'après Le Syndicat, le corps de l'Information Véritable était formé de cinquante articles, „que ce bel esprit a mis en avant,

(1) *Le Syndicat*, p. 4.

(2) *Le Syndicat*, p. 4. s.

pour prouver le bon droit que Madame Sibille-Marie de Plettenberg peut avoir, pour prendre le bien d'autrui, sans forme de justice (1)".

Par articles le Syndicat entend probablement une série de déductions, qui découlaient du discours préliminaire de l'Information Véritable.

Ces déductions, reproduites en forme de thèses par le Syndicat, seront souvent citées dans cette étude, ordinairement sous le nom d'objections.

La brochure, devant servir de réponse à l'Information Véritable, porte, en effet, le titre: *Le Syndicat, ou Reproche d'Erreur du Libelle intitulé: Information Véritable, Touchant les Difficultés survenues pour le Château et Biens de la Rochette etc. Avec une Déduction sincère des droits de la Maison de Helmondt sur iceux.* Par T. ROEFS, I. V. L. (2) MDCXLIX.

Cette brochure, en petit format, sans nom d'imprimeur, compte soixante pages. J'en possède un exemplaire.

A son tour elle provoqua une réponse, intitulée: *Examen et Réfutation du Syndicat.*

N'en possédant pas d'exemplaire, je puis beaucoup moins en juger que de l'Information Véritable, vu que la réplique, parue bientôt après, en faveur d'Edmond de Cortenbach, est cette fois-ci la sobriété même, en fait d'emprunts et de citations.

La réplique a pour titre: *Remarques de contradictions sur l'Examen et la Réfutation du Syndicat, fait contre la prétendue Information Véritable.*

Sans date et sans nom d'auteur, ni d'imprimeur, cet écrit, dont je possède un exemplaire, est du même format que *Le Syndicat* et compte 21 pages. Il en sera fait plus longuement mention au cours de ce récit.

La troisième brochure, (celle-ci une déduction en hollandais,) m'a été d'une grande utilité, surtout pour tout ce qui concerne les démarches des États-Généraux près la Cour de Bruxelles et près du prince-évêque de Liège. Elle paraît avoir eu pour auteur

(1) *Op. Cit.*, p. 5.

(2) Théodore Roefs épousa en 1671, à Venray, Henriette Coninx, fille de Jean et de Cunéra Ebben, v. W. J. F. JUTEN: *Limburg*, Prov. Genootschap, IV, 4^e Aflev. (1896). p. 289.

un avocat près le Conseil de Brabant à La Haye, et est intitulée : *Deductie concernerende de Differenten van la Rochette*.

C'est une déduction juridique de 8 pages, in 8°, sans date et sans nom d'auteur, ni d'imprimeur, et contenant un exposé du point en litige depuis 1659 jusqu'en 1670.

Cette brochure, également écrite en faveur d'Edmond de Cortenbach, est l'œuvre sérieuse d'un jurisconsulte, et non le travail ignoble d'un pamphlétaire, comme *Le Syndicat* et les *Remarques*.

Les autres sources imprimées seront citées, à mesure qu'il en sera fait usage.

HEER, Novembre 1897.

§ 1. *Contrats de mariage entre les familles Ruysschenberg, Cortenbach et Plettenberg.*

Les époux Guillaume de Ruysschenberg et Marie-Marguerite de Gulpen, seigneur et dame de La Rochette, eurent plusieurs enfants (1). Nous nommerons uniquement ceux que nous avons rencontrés dans nos paperasses: JEAN, qui nous occupera le plus dans cette étude, EDMOND, qui devint commandeur de l'Ordre Teutonique à Siersdorf, HENRI, chanoine de Munster et de Liège, en 1604 archidiacre de la Campine, mort prévôt de Saint-Barthelemy à Liège, le 15 octobre 1626; PHILIPPINE, qui suit, ANNE, abbesse à Ruremonde, et ELISABETH.

Philippine, née le 2 août 1563, épousa, par convenances de mariage du 2 janvier 1582, Adolphe de Cortenbach, vicomte de Tervueren et de Duysborch, seigneur de Helmond et d'Oekene, gouverneur de la ville de Bois-le-Duc. Celui-ci était veuf d'Anne de Mérode, qu'il avait épousée en 1574, laquelle, à son tour, avait été successivement veuve de Louis de Halewijn et de Jacques de Claerhout.

L'époux apportait en mariage les seigneuries précitées, et l'épouse une dot de 9000 florins de Brabant, à 20 sous le florin, ainsi qu'une rente annuelle de cent florins, de la même monnaie, que, par testament, lui avait léguée feu son oncle, Florent d'Argenteau. En vertu de ces convenances elle avait renoncé à l'héritage de ses parents.

Le contrat fut signé et scellé par les deux fiancés, par les parents de Philippine et par les témoins suivants: Adrien de Warfusée; Lamoral de Claerhout, seigneur de Mallingen etc., baron de Gheijse; Godard d'Ahr, commandeur de l'Ordre Teuto-

(1) Ils furent dix-sept. V. *Cherrier* J. B. DE HARENNE: *Bulletin de l'Institut Archéologique Liegeois*, tome XXII. — 1^{re} Livraison, p. 130, s. (Liège. Imprimerie de La Meuse, Boulevard de La Sauvenière, 10. — 1891).

nique à Gemert; Henri de Ruysschenberg de Setterich (1), grand-commandeur des Vieux-Joncs; Wynand de Ruysschenberg, chanoine à Mayence; Jean de Ruysschenberg, seigneur de Setterich, amman de Wilhelmstein et d'Eschweiler; Gaspard Huyn d'Amstenrade (2).

Selon la brochure „Le Syndicat” le contrat en question aurait été passé le 5 janvier 1582 et en vertu de ce contrat la seigneurie de La Rochette, „avec appendances et dépendances,” aurait été engagée comme caution pour assurer aux nouveaux conjoints le paiement de la dot.

Guillaume de Ruysschenberg, seigneur de La Rochette, mourut le 28 décembre 1586. (3)

Le second mariage qui eut lieu dans la famille Ruysschenberg-de Gulpen, fut celui de Jean de Ruysschenberg.

Il était né le 7 décembre 1554 et, d'après Le Fort, il avait épousé en premières noces Marguerite de Loë, morte sans descendance, fille de Bertrand de Loë, seigneur de Palsterkamp, et de Marguerite de Horst. (4).

Le 10 février 1602 fut passé, au château de ter-Horst, le contrat de mariage entre Jean de Ruysschenberg d'Overbach, conseiller de son altesse le duc de Juliers et gouverneur de la ville de ce nom, et „noble et vertueuse Damoiselle Sibille-Marie de Plettenbergh, fille légitime de feu noble et honoré Henry de Plettenbergh, en son temps Sr Drossard de Schwartzenberg, et de madame Anne de Heyden, Dame et Drossardine illecq, conjoints.”

La ville de Plettenberg et le château de Schwartzenberg se trouvaient dans le comté de La Marck, au Sauërland. Quant au château de ter-Horst, serait-ce Horst, près Venlo?

La fiancée était luthérienne; peu de temps après le mariage, elle se convertit au catholicisme.

Nous nous bornerons à emprunter au contrat de mariage les seules stipulations qui dans la suite sortirent leur effet, ou donnèrent lieu à des procès:

(1) Il fonda douze bourses d'étude pour le *Collegium Laurentianum* de Cologne et mourut en cette ville, en 1603. V. JOS. HABETS: *Studiebeurzen*, p. 163.

(2) V. la notice de M. AUG. SASSEN: *De Heeren van Helmond*.

(3) *Chevalier de HARENNE: Op. cit.* p. 130.

(4) *Ibid.*, p. 131.

la mère du fiancé gardera l'usufruit de tous les biens de La Rochette et pourra librement disposer de ses économies;

si la sœur cadette, Elisabeth, se marie, conformément à son état, la mère lui donnera une dot, égale à celle qu'à reçue Philippine, dame de Helmond; moyennant cela, Elisabeth renonce également à l'héritage de ses parents;

les deux frères, Edmond et Henri, y renoncent, à leur tour, même aux successions collatérales, „moyennant une honorable reconnaissance, qui leur avait été promise;” par contre, le fiancé leur accorde libre séjour dans sa maison d'Overbach, „selon leur nécessité et bon plaisir;”

le fiancé sera „l'unique héritier et possesseur, *pleno jure*, de tous et chaque biens paternels et maternels, nommément de la seigneurie de la Rochette, avec etc., de la Vouverie de Fléron, avec sa juridiction, du village et de la seigneurie d'Olne, avec ses revenus annuels, de la maréchalerie héréditaire du duché de Limbourg, avecq ses péages, ainsi que des rentes d'autres juridictions, des fiefs à Chaynay, comme aussy des deux maisons nobles d'Overbach et de Holtorff, avec tous leurs droits” etc.;

si le futur époux meurt sans enfants, l'épouse survivante aura l'usufruit de tous ces biens; quant aux acquêts, la moitié lui appartiendra en propriété et de l'autre moitié elle aura l'usufruit;

chaque époux gardera la propriété de son argenterie et de ses bijoux;

le lendemain du mariage le futur époux donnera comme douaire (morgengabe) „un joyau convenable” et une rente héréditaire de trente-deux muids de seigle, affectée sur la cense, dite de Ginsterdorff;

Christophe-Thierry de Plettenberg, drossard de Schwartzenberg, frère de la fiancée, restera l'héritier unique des biens de ses parents, situés dans l'électorat de Cologne et dans le duché de Berg, et donnera à sa sœur une dot de 13000 patacons. Si le mariage reste sans enfants, le survivant aura l'usufruit de cette somme et il en aura la moitié en propriété.

§ 2. *La carrière civile et militaire de Jean de Ruyschenberg.*—
Le siège de Juliers.

Au paragraphe précédent Jean de Ruyschenberg est qualifié de conseiller de Juliers et de gouverneur de la ville de ce nom. Auparavant il avait été commandant de la cavalerie du duché. Comme tel, il avait porté, dans le cortège à Dusseldorf, le bouclier et les insignes du duché de Clèves, le 10 mars 1592, lors des funérailles du duc Guillaume (1).

A la mort du duc Jean-Guillaume, décédé le 25 mars 1609, Jean de Ruyschenberg était amman et gouverneur de la ville de Juliers.

Le duc mourut sans enfants, et avec lui s'éteignit la lignée mâle des ducs de Juliers, de Clèves et de Berg, ainsi que des comtes de Ravesteyn.

Il y avait plusieurs prétendants pour la succession, mais Jean-Sigismond, électeur de Brandebourg, et Wolfgang-Guillaume, comte Palatin du Rhin, se faisaient valoir le plus.

L'empereur Rodolphe II voulait, en sa qualité de chef suprême du Saint-Empire, intervenir comme arbitre, et à cet effet il nomma l'archiduc Léopold gouverneur provisoire des trois duchés et du comté de Ravesteyn.

Cela ne fit pas le compte des deux prétendants que nous venons de nommer. Ils se proposaient de s'emparer de ces pays par les armes. Ils conclurent à cet effet une alliance avec la République des Provinces-Unies et avec la France, dans le but surtout d'intimider l'Empereur et le roi d'Espagne.

Le seul qui offrit de la résistance, était Jean de Ruyschenberg; il avait pris le parti de l'archiduc Léopold. Celui-ci l'avait confirmé dans ses fonctions d'ammen et de gouverneur de la ville de Juliers, et l'Empereur l'avait nommé colonel et commandant en chef (*bestelter Kriegssoberster*). Ruyschenberg mit le château de Breidenbempt en état de défense et prit lui-même le commandement de la capitale du duché.

Déjà au mois de mai 1610 le prince Chrétien d'Anholt, accom-

(1) BROSIUS et MAPPIUS: *Annales Juliac, Montium, Cliviacque ducum*, t. III, p. 108.

pagné d'Ernest marquis de Brandebourg et du comte Palatin Wolfgang-Guillaume, apparut dans les environs de la ville de Juliers, avec quelques milliers de soldats, pour préparer le siège de cette forteresse.

Le comte Maurice de Nassau, plus connu sous le nom de prince Maurice (d'Orange), quitta bientôt les Provinces-Unies et arriva le 25 juillet à Neuss, avec 138 compagnies d'infanterie, 3000 hommes de cavalerie et 48 pièces d'artillerie. Le 28 de ce mois il se joignit au prince d'Anholt et commença incontinent le siège de la ville de Juliers.

Il attaqua d'abord les travaux avancés de la place et les prit d'assaut, successivement le 10 et 14 août. Ce dernier jour ses troupes furent deux fois refoulées, après une réussite momentanée, et la lunette ne leur resta définitivement qu'après une attaque redoublée d'artillerie.

Le 15 août Jean de Ruysschenberg essaya de mander à son subalterne, le commandant de Breidenbempt, qu'il avait assez de vivres et de munition, mais que la place de Juliers n'était pas tenable, sans un prompt secours. Le messenger fut arrêté par les Hollandais, et la lettre interceptée.

Le 18 août une armée française, sous la conduite du maréchal de France, Claude de La Châtre, vint se joindre à l'armée des assiégeants.

Depuis la prise des travaux avancés de la ville, le prince Maurice avait dirigé tous ses efforts contre la citadelle.

Jean de Ruysschenberg, le défenseur de la place, avait avec lui sa femme et son enfant unique, Edmond, âgé de cinq ans. Le 22 août il envoya de la citadelle son enfant au prince Maurice, avec prière de le mettre en lieu sûr. Le prince s'en chargea avec empressement et le fit conduire, sous une brillante escorte, à Aix-la-Chapelle. Jean de Ruysschenberg ne tarda pas de remercier vivement le prince Maurice, par une seconde lettre, tout en s'excusant de l'opiniâtreté qu'il mettait à défendre la forteresse, lié qu'il était par son serment envers feu son maître et envers l'Empereur (1).

(1) *Ibid.* p. 120, s.

Pour encourager la garnison et la tenir dans le devoir, le défenseur de Juliers, à court d'argent pour la solde, alla jusqu'à tailler son argenterie en pièces, pour la distribuer à ses officiers et soldats. Sa femme distribua de même ses bijoux (1). Aussi ne tarira-t-il jamais d'éloges sur le dévouement et le courage de sa femme, dans ces jours difficiles.

Quand les assiégeants connaissaient l'intention de Jean de Ruys-schenberg, ils redoublaient leurs attaques nuit et jour. Malgré la bravoure que déployaient les assiégés, à la fin du mois d'août la citadelle était tellement battue en brèche, que le prince Maurice sommait Ruys-schenberg de se rendre. Celui-ci demanda trois jours pour délibérer, mais entretemps le bombardement ne discontinuait pas. A la fin, la brèche était telle, que les assiégeants allaient tenter d'enlever la citadelle de force. A cette vue, pas tant les soldats, mais surtout les habitants priaient le commandant de ne pas faire d'efforts inutiles et d'épargner à la ville les horreurs d'un assaut. Il se rendit à l'évidence et entra en pourparlers avec le prince Maurice.

La capitulation eut lieu le 1 septembre, après un siège d'à peu près sept semaines.

Les conditions principales pour la garnison étaient celles-ci :

le vainqueur fournit les chevaux et les chariots nécessaires pour le transport des malades, des blessés et des bagages de la garnison ;

Ruys-schenberg rend les prisonniers de guerre et les chevaux capturés ;

il fera capituler la garnison du château de Breidenbempt, aux mêmes conditions que celle de Juliers ;

la garnison sortira de la place, avec tous les honneurs de la guerre ;

le commandant ne devra jamais être incommodé à cause de cette guerre ; il gardera tous ses biens et privilèges, à condition qu'endéans les trois mois il jure fidélité aux chefs d'armée, contre lesquels il avait défendu la place ;

le commandant, les officiers et les soldats ne pourront rester, les quarante jours qui suivent, sur le territoire des prétendants, ni sur celui des Provinces-Unies.

(1) *Pièces justificatives*. n°. 6.

Le 2 septembre Ruysschenberg sortit de la citadelle, suivi de 1500 soldats, et se rendit au lieu, où les chefs étaient réunis. Il descendit de cheval et les remercia de leur bienveillance à son égard. Ensuite il donna la main au maréchal de La Châtre, mais quand il voulait faire de même aux autres chefs militaires, le marquis de Brandebourg, représentant l'électeur de ce nom, lui signifiait d'un geste de la main, qu'il n'avait qu'à s'en aller (1). Le commandant s'était probablement cru obligé à cette civilité, puisqu'il représentait l'Empereur.

L'année suivante Jean de Ruysschenberg s'établit définitivement au château de La Rochette.

§ 3. *L'avouerie* (2).

Originellement le territoire de l'avouerie de Fléron appartenait à une abbaye de cette contrée, c.-à-d., à l'abbaye de Chèvremont.

Par diplôme du 3 mai 779, daté de Herstal, Charlemagne, à la demande de l'abbé Ermenhard, confirma les donations, faites à Chèvremont par son aïeul, Pépin de Herstal, et par d'autres, et il prit l'abbaye ainsi que tous les habitants de ces possessions sous sa protection (3).

Il est plus que probable que le grand empereur accorda, en même temps, ou plutôt, confirma l'immunité du pouvoir civil pour tout le territoire de l'abbaye (4).

Dans son diplôme du 11 septembre 844, l'empereur Lotaire I mentionne explicitement cette immunité. Il exempte le territoire de l'abbaye des frais à faire, à l'occasion de passages de troupes, ou de fonctionnaires publics, et il lui fait don des contributions que le fisc y peut prélever (5).

Enfin l'empereur Otton I, par diplôme daté de Pavie, 1 août 972, réunit l'abbaye de Chèvremont au chapitre royal de Notre-

(1) BROSIUS et MAPPUS, *loc. cit.* p. 122, s.

(2) A son grand regret, l'auteur de cet écrit n'a pas été à même de pouvoir consulter l'ouvrage: Histoire des Avoueries de la Belgique, par de Saint-Génès.

(3) LACOMBLET: *Urkundenbuch*, B. I, p. 1.

(4) V. KARL-FRIEDRICH EICHHORN: *Deutsche Staats- und Rechtsgeschichte*, I Theil (Dritte Ausg.) p. 398--410,

(5) LACOMBLET, *Ibid.*, p. 26.

Dame à Aix-la-Chapelle. Le chapitre nommera l'abbé de Chèvremont et percevra les revenus, déduction faite des frais d'entretien et d'administration (1).

Quelques années après, l'abbaye fut détruite, mais le territoire, qui y était annexe, continuait d'appartenir au chapitre de Notre-Dame, sous le nom de *la terre d'Aix*, ou d'avouerie de Fléron.

D'après la législation de l'époque, le même jour que Chèvremont reçut son immunité du pouvoir civil, l'abbé nommait dans son territoire les échevins, avec mayer ou écoutète. Les mayeurs ou écoutètes remplaçaient les centeniers du comte. Au début la compétence de ces petits tribunaux était assez restreinte. Ils connaissaient du correctionnel et des petites causes civiles, comme, p. ex., du recouvrement de sommes de peu d'importance, de loyer etc.

Quand il s'agissait d'une question foncière ou criminelle, il fallait qu'un juge supérieur vînt présider le banc des échevins. Il présidait aussi les trois placités généraux, annuels.

Ce juge supérieur, c'était l'avoué (*advocatus*). Il avait une place prépondérante dans l'administration de la justice, et à lui appartenait la convocation et le commandement de la milice, en temps de guerre.

L'avoué était aussi le défenseur armé de la corporation ecclésiastique. Dans l'une et l'autre qualité il représentait l'empereur. Mais, au fond il n'était que fonctionnaire amovible.

De tout temps les avoués étaient tentés d'outrepasser leur compétence et d'empiéter sur les droits des corporations ecclésiastiques.

En 874, Regenbiern, abbesse de Gerresheim, ratifie la fondation de cette abbaye, faite par feu son père, Géricus, et conjure en même temps l'archevêque de Cologne, de ne jamais permettre, qu'un avoué, ou une abbesse, amoindrisse les biens de l'abbaye, ou modifie les droits des serfs (2).

En 877, l'abbé de Werden reçoit du roi romain Louis III le droit de choisir l'avoué (3).

(1) *Ibid.*, p. 68.

(2) „Ut si quis *advocatus*, seu coenobii hujus prelata superveniens, eam (rationis seriem) infringere, vel jura mancipiorum mutare voluerit” etc. *Lacomblet*, op. cit., I, p. 34.

(3) *Ibid.*, p. 37, „coram *advocato* quem abbas constituerit” etc.

Au siècle suivant, les empereurs Otton I, Otton II et Otton III accordent, coup sur coup, le même privilège à diverses corporations religieuses (1).

Rien d'étonnant donc, que dans sa lettre de fondation de l'abbaye de Thorn, près Ruremonde, de l'an 992, la comtesse Hilsonde stipule, que le choix de l'avoué doit appartenir à la communauté (2).

Au onzième siècle les empereurs ajoutent au privilège de pouvoir élire l'avoué celui de pouvoir le destituer (3).

Le 10 octobre 1036, l'empereur Conrad II autorise l'abbé de Werden de céder certaines grandes propriétés au comte Herimann, afin de libérer d'autres propriétés de l'abbaye des vexations de cet avoué (4).

A cette époque la féodalité héréditaire était en train de tout envahir, et les avoués, devenus ordinairement des feudataires et des dynastes dans leur propre domaine, poursuivaient, avec acharnement, leurs vues ambitieuses contre les corporations religieuses, dans la même mesure que le pouvoir central de l'empire s'affaiblissait.

Un autre danger pour les corporations religieuses, contre lequel, à la demande des supérieurs, les empereurs édictent des défenses, c'est l'abus, que commettent les avoués, de substituer des sous-avoués. Cette charge-ci s'achetait ordinairement, au moyen d'un capital, (à titre d'hypothèque) et s'appelait engagère. L'usure, que les prêteurs en tiraient, se prélevait au détriment des corporations. C'est ainsi que vers l'an 1100 un sous-avoué s'appropriä, à ce titre, presque tous les revenus de trois villages, appartenant au chapitre cathédral de Cologne. Sur les plaintes du chapitre l'avoué, Adolphe de Berg, intervint et remédia au mal (5).

Pendant ces luttes continuelles les corporation religieuses tâchaient, autant que possible, de se soustraire aux vexations des avoués et de faire nettement déterminer les droits et les devoirs, de part et d'autre.

(1) *Ibid.*, p. 54—79, *passim*.

(2) „Non sūt ullus *advocatus*, nisi quem fratres et sorores de Thorne coenobii elegerint.”
V. JOS. HABETS: *De archieren van het Kapittel der Hoogadel. Rijksabdij Thorn* (Algemeen Landsdrukkerij, 1889) D. I, p. 6.

(3) LACOMBLET, I, p. 83.

(4) *Ibid.*, p. 106.

(5) *Ibid.*, p. 167.

Vers le milieu du onzième siècle la compétence des avoués était en général limitée, comme suit: ils convoquaient et présidaient les trois placités généraux. A titre de rémunération (*servitium*) ils recevaient le tiers des émoluments et des amendes, échus en ce jour, ainsi que le tiers de ces mêmes revenus de tous les procès, qui à cette occasion devenaient pendants; ils recevaient en outre des quantités déterminées de céréales et de victuailles, pour chaque placité, rarement une somme fixe d'argent; ils logeaient, avec leur suite, aux frais de la corporation; après la clôture du placité, ils banquetaient, avec leurs amis et les échevins, aux frais du même budget. Si pendant l'année un cas criminel s'était présenté ou une contestation d'héritage, l'avoué était mandé pour présider le banc échevinal. Alors il n'avait droit qu'au tiers des amendes ou des émoluments et au logis.

Au douzième siècle l'autorité compétente soustrayait, dans bien des territoires, toutes les actions civiles et personnelles à l'avoué, comme à Meerssen, ne lui laissant que la présidence des placités et celle des bancs d'échevins, en cas d'affaire criminelle, vu que l'effusion de sang est interdite aux ecclésiastiques (1).

Cependant les avoués rendaient toutes ces mesures illusoires. Sous prétexte de rendre justice, eux-mêmes, ou leurs sous-avoués, ils campaient, la plus grande partie de l'année, dans les différents villages de l'immunité ecclésiastique, ordonnant des exactions pour l'entretien de leur nombreuse suite et pour les frais de justice, et forçant les établissements religieux à des festins dispendieux.

Les avertissements des empereurs étant restés infructueux, l'archevêque de Cologne, (Saint) Engelbert I, comte de Berg, attaqua enfin résolument le mal. Il dénonça les abus au saint-siège, afin de pouvoir combattre le bon combat, sous les auspices du chef suprême de l'église.

Dans une lettre du 1 mars 1221, le pape Honore III écrivit, en substance, ce qui suit, à l'archevêque de Cologne et aux suffragants de cette province ecclésiastique.

Par respect de l'Avoué céleste, (écrit-il), que chaque corporation ecclésiastique a pour Patron, l'avoué devrait s'efforcer à la combler

(1) JOS. HABETS: *Limb. Wijsdommen*, ('s Gravenhage, Martinus Nijhoff. 1891.) p. 178—181; et *Publ.* etc. du duché de Limb., t. I, p. 148, s. s.

de bienfaits et à la défendre de toutes ses forces; au moins, si les avoués interprétaient leur nom, comme ils le devraient. Mais parmi eux il y en a, qui se servent de leur charge, comme d'un paravent, pour la liberté du mal. Dans le territoire, où ils ont le droit d'avoué (*advocationis jus*), non seulement ils se livrent profusément à des bacchanales, mais encore ils dépouillent les corporations ecclésiastiques, en de véritables brigands.

Finalement le pape exhorte l'archevêque et les suffragants de ramener les avoués à ne percevoir que leur dû, et, au besoin, de les menacer du glaive salulaire de Pierre, c à d., de l'excommunication (1).

Par lettre, datée du même jour, le pape autorisa tous les chefs des corporations religieuses, en cette province ecclésiastique, de prendre la charge d'avoué en engagère, chaque fois que l'occasion s'en présenterait.

Quelques jours après, il fit défense de donner en fief toute charge d'avoué, devenue vacante (2).

Dans cette lutte pour la liberté de l'église, l'archevêque Engelbert I tomba martyr, lâchement assassiné par Frédéric, comte d'Isenbourg, avoué des abbayes d'Essen et de Werden (3).

Depuis, la plupart des corporations ecclésiastiques parvinrent à se soustraire presque entièrement à l'ingérence de l'avoué, souvent par un accord assez onéreux.

Dans notre province, l'abbaye de Thorn put se maintenir, grâce à la principauté de Liège, qui l'enclavait en grande partie. Aussi, quand en 1314 le sous-avoué, Gérard, seigneur de Horne, recommença l'ancien jeu des avoués, il suffit de l'excommunication, pour avoir bientôt raison de lui (4).

L'ancienne abbaye de Susteren fut moins heureuse. Les avoués la dépouillèrent de tous ses droits seigneuriaux (5). Il en fut de même pour la fondation de Pepin de Herstal, à Mont-Ste-Odile,

(1) LACOMBLET, t. II, p. 51.

(2) *Ibid.*, note 1, et *Vorbericht*, II, p. XI.

(3) *Ibid.* *Vorbericht*, p. XI, BINTERIM und MOOREN: *Die Erzdioec. Koeln*, neu bearb. von Dr ALB. MOOREN, Zweiter Band, p. 644. v.

(4) JOS. HABETS: *De arch. der Rijkssabdi Thorn*, I, p. XLIX—LIII.

(5) JOS. HABETS: *Limb. Wijsdommen*, p. 304, s. s. et *Publ. etc. du duché de Limb.* t. VI, p. 535, publie un record des échevins de Susteren, daté 14 Septembre 1260, sur les droits que

près Ruremonde, qui fut métamorphosée en ammanie de Montfort.

La splendide fondation de la reine Gerberge à Meerssen n'eut pas meilleur sort. Les avoués, de fonctionnaires qu'ils étaient, se firent les seigneurs héréditaires du territoire de la Prévôté de Meerssen, connu depuis sous le nom de Pays de Fauquemont (1).

Dans les pages suivantes nous verrons, par quel expédient les seigneurs de La Rochette voulurent s'emparer de l'avouerie de Fléron.

Mais avant de passer outre, donnons un petit aperçu du territoire ainsi que des droits et des émoluments de l'avoué, tels qu'ils existaient au dix-septième siècle.

Tout ce territoire était terre d'empire. En matière civile on appelait de la justice de Fléron à la cour des échevins d'Aix-la-Chapelle, nommée le Siège Royal d'Aix, et de là à la chambre impériale de Spire.

Depuis la réunion de l'abbaye de Chèvremont avec la collégiale de N.-D. à Aix-la-Chapelle, le territoire fut appelé la terre d'Aix et, plus tard, la vouerie d'Aix (2).

D'après une sauvegarde, délivrée en 1597, l'avouerie comprenait, outre le rocher de Chèvremont, qui servait alors de lieu de supplice, José, près de Herve, avec ses 50 maisons, Vaulx-dessous-Olne et Nessonvaulx, chacun avec 25, Ayneux, 24, Vaulx-sous-Chèvremont, 25, Romsée, 19, Les Marets et Ressonsart, chacun 12, Retinne, 7, Hotteux, 6, Fochalle, Trois-Chênes et Chaumont, chacun 4, Badrihayé, 2, Perfond-Cheval ou Perfond-Vaux, 1, et une partie de Chénée (3). D'après une sentence, rendue le 21 mai

les seigneurs de Fauquemont (les avoués de l'abbaye,) et les seigneurs de Dieteren ont à Susteren. L'abbesse, ni le chapitre, n'y sont pas même mentionnés. Il en est de même dans la formule de serment pour les bourgmestres et jurés. V. *Publ. etc. du duché de Limb.* t. VI, p. 451.

(1) V. la lettre de fondation chez JOS. HABETS : *Publ. etc. du duché de Limb.*, t. XXV, p. 97, s. A comparer les droits souverains et seigneuriaux que possédait la prévôté, d'après les diplômes des rois romains Conrad III et Frédéric Barberousse, (JOS. HABETS : *Limb. Wijsdommen*, p. 173—188), avec les droits insignifiants qu'elle possédait, d'après les coutumes judiciaires, de date beaucoup plus récente, éditées par E. SLANGHEN : *Publ. etc. du duché de Limb.*, t. XVI, p. 208, s. s. et reproduites dans *Limb. Wijsdommen*, p. 171, s. s.

(2) J. J. RAIKEM : *Discours prononcé*, 15 oct. 1860, p. 41, s. s. LOUVREX, tom. IV, p. 165. JOS. DEMARTEAU : Notre-Dame de Chèvremont, p. 27.

(3) JOS. DEMARTEAU, *op. cit.*, p. 52.

1621 par la Cour de Brabant à Bruxelles, il faut y ajouter : Wégimont, L'Heure et l'église de Fléron, avec la maison où se tenaient les plaids, et une maison intermédiaire, adjacente à l'église (1). Un relevé, fait en 1699, porte le nombre des ménages à 1200.

Le chapitre de Notre-Dame à Aix-la-Chapelle avait les droits seigneuriaux et souverains sur ce territoire et à ce titre il avait le droit de patronage des églises et le droit sur la plus grande partie des dîmes; il nommait le mayeur et les échevins de Fléron et recevait deux tiers des amendes; il nommait aussi l'avoué. Celui-ci devait représenter le pouvoir exécutif et défendre les intérêts du chapitre; en outre, il devait protéger les habitants du territoire.

D'après le relevé de 1699 les 1200 ménages devaient à l'avoué, par an, „chacun deux corvées et une poule, lesquels ne sçauroient être à moins que de demy écu par an.” Il avait ensuite le tiers des amendes, évalué à 100 florins par an.

„Il jouissait en outre, sur tout le territoire soumis à sa juridiction, du droit de chasse et de pêche; du droit de convoquer les plaids ou parlements généraux des habitants, comme les réunions du tribunal (des échevins, c.-à-d. en matière criminelle,) et d'y siéger à la place d'honneur, tenant en main la verge de justice” (2).

§ 4. *Les seigneurs de La Rochette, avoués de Fléron.*

Le château et le territoire de La Rochette formaient originairement un *prædium*, un territoire, ressortissant au centenier et au comte de l'Empereur. Un des possesseurs, fidèle à son caractère germanique, s'était fait le client d'un puissant seigneur voisin, le sire de Daelhem. Sous l'action du régime féodal cette clientèle devint un vasselage ou un lien féodal héréditaire. Un fief pareil était appelé un fief externe, *feudum extra curtem* (3), vu que le ressort judiciaire du territoire restait le même, les obligations,

(1) J. J. RAIKEM, *op. cit.*, p. 44.

(2) JOS. DEMARTEAU, *op. cit.*, p. 56.

(3) D. CHR. GOTTL. BIENERUS: *Commentarii de Origine et progressu legum juriisque Germanorum*, Pars. II, Vol. II. p. 216. s.s. (Lipsiae, apud Georg. Emmanuël Beer, MDCCCLXXXV).

que le propriétaire assumait envers le puissant voisin, n'étant que personnelles. Aussi voyons-nous, qu'après l'envahissement total de l'Empire par le régime féodal, et la disparition successive des comtes et centeniers, le château et presque tout le territoire, qui en dépendait, ressortissaient, quant à la justice ordinaire, à des cours de nature impériale, c.-à-d., en partie à celle de Fléron, en partie à celle de Jupille (1).

Il en était de même pour l'aide. Le domaine de La Rochette contribuait dans celle de l'Empire et ne fut comprise dans celle de Daelhem que pour cette partie des biens, qui se trouvait sous le ressort judiciaire ordinaire de ce comté (2).

Biens des seigneurs, qui avaient acquis de l'Empereur des droits souverains, p. ex., la haute, moyenne et basse justice, continuaient, soit par calcul, soit par contrainte, de se faire les feudataires de l'un et de l'autre puissant seigneur voisin.

C'est ainsi, par ex., que dans la seigneurie de Limbricht, qui était terre d'empire, trois seigneurs, chacun pour lui-même et pour ses successeurs, s'étaient successivement faits les vassaux des ducs de Juliers, des comtes de Looz et des sires de Fauquemont. Chaque nouveau seigneur devait, en conséquence, faire le relief de la seigneurie par devant les trois cours féodales respectives de ces trois suzerains. Malgré ce triple vasselage du seigneur, la seigneurie restait terre d'empire, gardait son ancien recours en justice ordinaire, et ne payait dans l'aide qu'avec l'Empire.

Ce vasselage ne formait donc qu'un lien personnel entre le seigneur et le puissant voisin, mais ne réagissait pas sur la nature de la seigneurie. Par ce lien, le seigneur devint le feudataire et le protégé du puissant voisin, et s'engagea à mettre son château, en entier, ou en partie, à la disposition de ce suzerain d'occasion, sans préjudice toutefois du Souverain suprême, l'Empereur.

Cependant, peu à peu, le seigneur qui avait assumé cette obligation personnelle, portait ses affaires en matière féodale, non devant la cour féodale de son souverain, mais devant celle du suzerain, son puissant voisin. Dans la suite, ce procédé devint

(1) J. J. RAIKEN, *ibid.* p. 41—46.

(2) *Ibid.*

coutume et obtint force de loi. Inutile de dire, que très souvent la justice ordinaire courait risque d'aboutir au même terme, par voie d'appel.

Comme on a vu ci-dessus, à part une petite partie de terrain qui était terre de Daelhem, le château et le territoire de La Rochette étaient terre d'empire. Les seigneurs avaient donc l'Empereur pour souverain. Mais eux aussi, comme nous venons de dire, étaient devenus, dans le courant des siècles, les feudataires d'un puissant voisin et s'étaient obligés à faire le relief de leur seigneurie par devant sa cour féodale, celle de Daelhem.

Dans le territoire de Fléron aussi, la charge d'avoué était devenue héréditaire. Le chapitre de N.-D. d'Aix l'avait inféodée au domaine de La Rochette. Or, depuis le commencement du 15^{me} siècle les seigneurs de la Rochette poursuivaient la politique constante de soustraire, non-seulement la seigneurie de La Rochette, mais aussi le territoire de l'avouerie de Fléron, à l'Empire, pour en faire un territoire du duc de Brabant, comme comte de Daelhem. Et non-seulement ils niaient la souveraineté suprême de l'Empereur sur l'un et l'autre territoire, mais ils contestaient même au chapitre de N.-D. à Aix les droits seigneuriaux et souverains sur tout le domaine de l'avouerie, pour les attribuer au même duc de Brabant, comme comte de Daelhem, c.-à-d. au suzerain d'occasion du seigneur (et non de la seigneurie) de La Rochette; de sorte que, par une inversion des rôles, l'avouerie de Fléron n'aurait plus été qu'un fief *externe* (1) de la cour féodale du chapitre de N.-D. à Aix, n'ayant d'autre attache avec le chapitre que le payement des frais de relief.

Ici, comme partout, une telle politique se heurtait d'abord à l'ayant droit, et ensuite à la population, qui avait intérêt à ne contribuer que dans l'aide d'un seul souverain. De plus, avant l'invasion néfaste de l'ancien droit romain dans les cours de justice ordinaire, cette population savait son code civil ainsi que son code pénal par cœur, et elle répugnait à devenir justiciable d'une cour, qui rendait ses sentences d'après des coutumes qui ne lui

(1) Nous préférons le mot: *externe* à celui d'*étranger*, puisque celui-là rend mieux le terme hollandais: *buitenteen*, et l'expression juridique: *feudum extra curtem*.

étaient pas familières. Aussi s'opposait-elle toujours aux usurpations de souveraineté, de la part d'un simple suzerain du seigneur, telles que l'imposition d'une aide, l'ingérence dans la nomination d'échevins, le recours en justice ordinaire, de peur de devoir payer dans deux, ou même plusieurs aides différentes, et de devoir paraître devant des juges, qui lui parleraient un langage judiciaire inaccoutumé.

A ce qui précède la brochure „Le Syndicat” etc. fournit matière à une objection (1):

„Bauduin Faschot (2) et Libert Rouroux (3) et consorts, par traison, surprenaient le château de *Rochette*, sur prétexte d'avoir quelque action, et sous l'appui des Comtes de la Marcke, qui en ce temps faisaient le guerre aux Liégeois, et treuvèrent à propos de mettre guarnison au dit château, et se déclarer les seigneurs, par le transport de l'action scabreuse des usurpateurs susdits; et s'en servirent si bien, qu'ayant mis une ambuscade entre *Rochette* et Liège (4), ils attirèrent l'Evesque en personne hors de sa Ville, qui, pour sa témérité, fut accablé et tué sur place (5).

„La maison de Witthem, se voyant ainsi dépossédée de son château, spoliée de tous ses biens, sans forme de justice, et chassé ses domestiques, eut recours à la justice, non pas à Liège n'y dans l'Empire, mais devant la cour Féodale de Daelhem. La Maison de la Marcke, par exception déclinatoire, fit ses plaintes à l'Empereur (alors aussi Ducq de Brabant), et tous ses efforts pour persuader à sa Majesté de l'annexer à l'Empire immédiatement, comme chose indifférente alors: l'Empereur faisant examiner cette affaire par son Conseil, l'exception déclinatoire fut rejetée, et les parties renvoyées à la Cour Féodale. Et depuis, le comte de la Marcke fut condamné à la restitution de la *Rochette*, avec appendances et dépendances, par sentence prononcée 1531, le 17 d'octobre. Après cette sentence on intenta encore des procès, de part et d'autre, touchant les fructs et émoluments, perçeus

(1) p. 34, s.

(2) Baudouin Faschotte de Magnée, *V. Chevalier de HARENNE. op. cit.*, p. 103, s.

(3) Libert de Voroux, *v. ibid.*, p. 104.

(4) à la fontaine de Wez.

(5) Le prince-évêque, Louis de Bourbon, tué le 30 août 1482, probablement par Guillaume de La Marck, surnommé le Sanglier des Ardennes; *v. ibid.* p. 98, s.

depuis l'invasion et spoliation; et de la part de ceux de la Marcke, touchant les appendances et dépendances de la vouerie de Fléron et autres, scitués à Liège, Limbourg, Luxembourg et ailleurs, avec intervention de l'office fiscal, de la part de Witthem, et de la part de ceux de la Marcke, du chapitre de notre Dame d'Aix, (desquels ceux de Liège prétendent d'être les représentants à cette heure, quoy qu'à tort, puisque la vente de Fléron est cassée (1) et annulée. Mais dans l'un et l'autre succombèrent ceux de la Marcke, et furent jugés non recevables et mal fondés, et condamnés à restitution et à tous dépens."

L'auteur de ces lignes oublie trois choses: 1^o que l'appel à la cour féodale d'un suzerain quelconque était entré dans les coutumes judiciaires, 2^o que la charge d'avoué de Fléron était inféodée à la seigneurie de La Rochette, 3^o que l'empereur, qui était en même temps duc de Brabant, ne contestait pas au chapitre de N.-D. à Aix les droits seigneuriaux et souverains, ni l'appel aux Cours impériales, en matière purement civile, 4^o que le lien de féodalité ne déterminait pas la nature du territoire, mais que cette nature était déterminée a) par la contribution dans l'aide, b) par le recours en justice ordinaire, c.-à-d. in causis civilibus, allodialibus, *non* feudalibus, comme s'exprimait l'adage admis. Or, il s'agit ici d'une question de droit féodal.

L'érection du Cercle de Bourgogne, en 1548, aurait dû mettre fin à ces irrégularités. Comme tant d'autres seigneuries impériales, que le souverain Conseil de Brabant continuerait de citer injustement devant sa barre, l'avouerie de Fléron et la seigneurie de La Rochette ne furent pas comprises dans l'énumération des domaines, qui dorénavant formeraient ce Cercle. Elles restaient par conséquent terre d'empire et furent ainsi d'emblée incorporées au Cercle de Westphalie. Seulement cette portion de La Rochette, qui était terre de Daelhem, continuait de ressortir à ce comté et par conséquent au Cercle de Bourgogne. De même le seigneur de la Rochette était obligé de faire, aussi à l'avenir, le relief de sa seigneurie, qui était un fief externe, par devant le duc de Brabant, comme comte de Daelhem. Le lien personnel de feudataire

(1) La vente avait été cassée par une cour incompétente; *u.* le 5 suivant.

à suzerain avait été rompu, il est vrai, par le recès d'Augsbourg, du 26 juin 1548, mais le relief resta grever la seigneurie, comme une charge emphytéotique. Ce qui fut aboli par ce recès, c'était, avant tout, la faculté, que le feudataire avait eue jusqu'à cette date, de faire juger les causes féodales d'un fief externe, par la cour féodale du suzerain, car la dénonciation de la juridiction entre toutes les autres parties de l'Empire et le Cercle de Bourgogne avait été réciproque.

Comme envers tant d'autres seigneuries impériales, le Conseil de Brabant ne tint non plus compte du nouvel ordre de choses par rapport à la seigneurie en question.

Les seigneurs en firent autant, tout en se servant d'une supercherie nouvelle.

Le 12 décembre 1564, Guillaume de Ruyschenberg avait fait le relief de la charge d'avoué par devant la cour féodale du chapitre de N.-D. à Aix.

Bientôt après il avança, qu'à Aix il n'avait fait le relief que d'un titre pur et simple, celui d'avoué, mais que la charge de haut-avoué lui avait été conférée par le relief qu'il avait fait de la seigneurie de La Rochette, par devant la cour féodale du roi d'Espagne, duc de Brabant et comte de Daelhem. Il s'opposa, en conséquence, à une nomination d'échevin, faite par le chapitre de N.-D. Le Conseil de Brabant déclara, il est vrai, la réclamation et la distinction non fondées, par sentence du 24 décembre 1586, mais il y inséra des réserves qui devinrent dans la suite la source des maux qui fondirent sur l'avouerie de Fléron (1). Que ne se tenait-il au recès d'Augsbourg, du 26 juin 1548?

Avant de passer outre, il est nécessaire de préciser l'état de la question.

Il y a deux seigneuries, dont le territoire est terre d'empire, celle de La Rochette et celle de Fléron. La première est fief externe de Daelhem, c.-à-d. chaque nouveau seigneur de La Rochette doit payer à la cour féodale de Daelhem les frais pour les formalités du relief et, depuis le recès d'Augsbourg du 26 juin 1548, tout est dit. La seigneurie de Fléron, avec toutes ses dépendances,

(1) RAIKEM, *op. cit.*, p. 44. *Chevalier de HARENNE*, *op. cit.*, p. 129.

a pour seigneur le chapitre de N.-D. à Aix. Le seigneur de La Rochette est le subalterne du chapitre dans l'avouerie: c'est de celui-ci qu'il reçoit l'investiture comme avoué du territoire qu'on nomme l'avouerie de Fléron, et sur lequel le chapitre exerce les droits seigneuriaux et souverains.

Contre tout droit, le seigneur de La Rochette conclut de l'ancien lien entre le feudataire et le suzerain à la souveraineté du roi d'Espagne, comme duc de Brabant et comte de Daelhem. Le conseil de Brabant y donne son assentiment.

Le seigneur de La Rochette déclare que le territoire de l'avouerie de Fléron n'est qu'une dépendance de La Rochette. Le Conseil de Brabant est de son avis et revendique la juridiction et partant la souveraineté sur ce territoire.

Reste le seigneur de l'avouerie. Il reçoit de l'empereur, le souverain du territoire, la confirmation des droits seigneuriaux et souverains; et jamais seigneur dans ce territoire, ni le chapitre de N.-D., ni les acquéreurs successifs des droits seigneuriaux, n'ont demandé la confirmation de ces droits aux ducs de Brabant, comtes de Daelhem.

Qu'est-ce donc à dire, que le Conseil de Brabant force de temps en temps le seigneur de La Rochette de se faire investir de la charge d'avoué, soit par le chapitre de N.-D., soit par les Bucquoy, si en même temps ce Conseil réclame la juridiction sur ce territoire? Il y avait donc une guerre sourde entre le seigneur du territoire de l'avouerie et le Conseil de Brabant. Les seigneurs de La Rochette ont exploité cette situation, pour s'arroger les droits souverains du roi d'Espagne, comme duc de Brabant et comte de Daelhem.

Avant de terminer ce paragraphe, il est utile d'y ajouter que, d'après des estimations faites en 1662 et en 1701, la seigneurie de La Rochette comprenait 1° le château de ce nom, 2° 1700 à 1800 bonniers de terrain, dont environ 1500 étaient des bois, et 300 des champs et des prairies, rapportant, en tout, 1300 à 1400 florins de Brab. par an, 3° un moulin à poudre, et 4° nombre de censes. D'après les évaluations, faites successivement par Edmond de Cortenbach, la douairière de Plettenberg et Joseph-Albert comte d'Arberg et de Valengin, la seigneurie de la Rochette, avec ses biens immeubles, avec ses censes, capitaux, carrières et mines, rapportait annuellement treize à quatorze mille florins, en dehors des rentes de Montjoie, d'Aix et de Cologne.

§ 5. *Jean de Ruysschenberg, seigneur de La Rochette
et avoué de Fléron.*

Jean de Ruysschenberg releva la seigneurie de la Rochette, devant la cour féodale de Daelhem, le 28 février 1587.

Le 2 juillet suivant, il fit à Limbourg le relief du maréchalat héréditaire du duché de ce nom, avec le pont de Chénée, par procuration donnée à son frère Henri, alors chanoine de Liège et de Munster.

Guillaume de Nesselrode avait de même relevé, pour Jean de Ruysschenberg, l'avouerie de Fléron, par devant le chapitre d'Aix, le 25 août 1600.

Retenu par les affaires de Juliers, „il signa, le 1 juillet 1603, à Dusseldorf, des pleins pouvoirs pour son frère Henri, à l'effet d'exercer en son nom la charge d'avoué de Fléron" (1).

Après avoir payé les frais de relief à la cour féodale de Daelhem, Jean de Ruysschenberg en aurait dû avoir fini, pour toute la vie, avec ce comté, hormis le paiement dans l'aide pour ces propriétés de la Rochette, qui étaient situées dans la juridiction ordinaire de Daelhem. Telle avait été la portée du recès d'Augsbourg, lors de l'érection du Cercle de Bourgogne. Mais ça aurait été compter sans le machiavélisme du Conseil de Brabant à Bruxelles et sans l'ambition démesurée de l'avoué de Fléron. Pour parvenir à son but, l'un avait besoin des appétits malsains de l'autre.

Du fond du pays de Juliers il dictait, dès la mort de son père, les mesures les plus odieuses pour les droits du chapitre de N.-D. à Aix et des habitants de l'avouerie.

De retour à La Rochette, en 1611, il redoubla d'efforts pour soustraire le territoire de l'avouerie à l'empire et les droits seigneuriaux et souverains au chapitre précité, dans le but de soumettre le territoire au Brabant (comté de Daelhem), et les droits seigneuriaux et souverains à sa propre domination (2).

Le chapitre de N.-D. à Aix, ayant pendant les quarante dernières

(1) V. *Chevalier de HARENNE, op. cit.*, p. 131 et p. 136.

(2) V. les détails chez Jos. DEMARTEAU: *Notre-Dame de Chêrremont*, p. 60—63, et chez *Chevalier de HARENNE, op. cit.*, p. 136—151.

années dépensé vainement 10,000 ducats pour la revendication de ses droits seigneuriaux sur la terre de l'avouerie, les vendit, avec l'approbation du Saint-Siège, le 14 juillet 1618, pour la somme de 7,500 patacons, à Charles de Longueval, comte de Bucquoy, commandant en chef de l'artillerie dans les Pays-Bas espagnols. Le chapitre se réserva toutefois le patronage sur les églises ainsi que les dîmes, et obligea en outre l'acquéreur de prendre sur lui les procès contre Jean de Ruyschenberg, tant au sujet du territoire de l'avouerie que sur la relaxation d'Edmond de la Chapelle et de Denis Monsen, détenus dans la prison de La Rochette (1).

Le comte de Bucquoy, qui avait déjà ajouté le titre de baron de Vaux à ses autres titres nobiliaires, était bien l'homme pour faire respecter ses droits seigneuriaux et souverains, pour maintenir la souveraineté suprême de l'Empereur sur le territoire de l'avouerie, pour mettre un terme aux empiètements du Conseil souverain de Brabant, et pour tenir tête au vieux sabreur de La Rochette. Malheureusement il n'eut pas le temps de s'occuper de sa nouvelle seigneurie impériale. Appelé au secours de l'Empereur, il se couvrit de gloire en Bohême, à la tête de l'armée impériale, mais passant de là en Hongrie, il périt dans un combat près de Neuhaeusel, le 10 juillet 1621, laissant un fils, enfant encore mineur, appelé Albert.

Jean de Ruyschenberg essaya de faire casser la vente, faite par le chapitre de N.-D. d'Aix, et fidèle aux traditions de la Rochette, il confia la cause, qui ne le regardait pas, à une cour incompétente. Le Conseil de Brabant, également fidèle à ses usurpations traditionnelles, rejeta la demande, non par motif d'incompétence, mais pour affirmer une fois de plus son prétendu droit de juridiction sur le territoire de l'avouerie. Dans sa sentence du 21 mai 1621 il rejeta, il est vrai, la distinction spécieuse entre simple avoué et haut-avoué et nia ce dernier titre, mais en même temps il déclara implicitement, que le territoire de l'avouerie n'était pas terre d'empire, qu'au contraire il était soumis à la juridiction et partant à la souveraineté du duc de Brabant, comme comte de Daelhem, et que désormais on ne pourrait plus appeler qu'à son

(1) LOUVREZ, t. IV, p. 168, s.s.

conseil des sentences, rendues par les échevins de l'avouerie (1).

Le 23 mars 1623, par son délégué Winand Caetz, Jean de Ruysschenberg fit le relief de la charge d'avoué par devant le mambour du jeune Bucquoy (2).

Le seigneur de La Rochette profita de la situation, créée par la sentence du Conseil de Brabant. En effet, elle lui laissa la porte grande ouverture pour s'arroger, comme auparavant, les droits seigneuriaux dans l'avouerie, sous prétexte de défendre les droits de souveraineté du duc de Brabant sur ce territoire (3).

Pour maintenir ses droits seigneuriaux dans l'avouerie, le comte de Bucquoy aurait dû citer l'avoué, son subalterne, devant le Siège Royal d'Aix et de là devant la Chambre Impériale de Spire; mais celui-ci n'y aurait pas comparu, sous le prétexte, (faux, il est vrai,) qu'il était sujet d'un pays d'Outre-Meuse, et qu'à ce titre il jouissait du privilège de la Bulle d'or, *de non evocando*; or, le Conseil de Brabant n'aurait pas manqué d'approuver cette conduite.

D'ailleurs le comte de Bucquoy ne pouvait citer l'avoué devant le Conseil de Brabant, sans commettre un acte de trahison envers l'Empire.

Si l'on ajoute à cela, que l'Empereur et le gouvernement de Bruxelles, obligés de se tendre la main pour résister aux ennemis communs, ne pouvaient se quereller au sujet d'un coin de terrain: alors il s'explique, que le jeune Bucquoy songea bientôt à tirer son épingle du jeu. Il vendit, le 23 avril 1626, les revenus et la seigneurie de la terre de Fléron, appelée vulgairement *la terre de N.-D. d'Aix*, au prince et aux États du pays de Liège et comté de Looz, moyennant la somme de 26000 florins de Brabant.

Ruysschenberg contesta, jusque dans son testament, la validité de cette vente, s'en tint, comme avoué, au comte de Bucquoy et au Conseil de Brabant à Bruxelles, comme à Sa Cour Souveraine, et il ne reconnut jamais les droits du prince-évêque.

Il résista au prince-évêque de Liège, comme il avait fait aux comtes de Bucquoy et au chapitre d'Aix, en arrêtant le cours

(1) JOANNES A CHOKIER: *Vindiciae Libertatis ecclesiast.* Paris II, p. 194.

(2) LOUVREX, IV, 177, s.

(3) V. les détails des procédés odieux chez Jos. DEMARTEAU: *N.-D. d'Cherremont*, p. 67—70, et chez le Chevalier de HARENNE, *op. cit.* p. 151—161.

de la justice, en se saisissant des échevins ou de leurs agents, en renouvelant enfin ses odieuses exactions. Il obtint même, le 14 avril 1627, une sentence du Conseil de Brabant à Bruxelles, ordonnant aux héritiers du comte de Bucquoy d'annuler la vente qu'ils avaient faite de l'avouerie (1).

C'était en vain, que le prince-évêque et les Etats de Liège obtinrent, le 28 janvier 1628, de l'Empereur Ferdinand II un rescrit, qui les réintégra dans tous les droits seigneuriaux sur l'avouerie (2).

Vis-à-vis de l'Empire et du Conseil de Brabant le nouveau seigneur de la terre de Fléron se trouvait dans la même position qu'auparavant les comtes de Bucquoy. Entretemps les guerres continuaient. La principauté de Liège était ruinée par le séjour et le passage continuel des armées des belligérants, de plus, affaiblie par de continuelles discordes civiles; quant à s'opposer de force à l'avoué, cela aurait amené de graves complications avec le gouvernement de Bruxelles, qui ne renonçait pas à ses prétentions de souveraineté.

C'est ainsi que Ruysschenberg continuait de s'arroger les droits seigneuriaux dans l'avouerie, toujours sous prétexte de défendre les droits souverains du duc de Brabant sur le territoire. Jusqu'à sa mort il fit tous ses efforts pour faire casser cette dernière vente, et cette fois-ci successivement par devant deux Conseils souverains de Brabant, qui dorénavant iraient rivaliser entre eux, sous le rapport de l'incompétence.

Quand la ville de Bois-le-Duc avait capitulé, le 14 septembre 1629, les États-Généraux énoncèrent le principe que, maîtres de la ville, ils étaient par cela-même les maîtres de l'étendue Mairie du même nom, qui en dépendait; et ils soumirent l'une et l'autre au Souverain Conseil de Brabant à la Haye, érigé par opposition à celui de Bruxelles.

Ils émirent le même principe, quand, le 8 septembre 1632, ils s'étaient emparés de la ville de Limbourg, la capitale des quatre pays d'Outre-Meuse. Le 38 octobre 1635, la ville de Limbourg fut reprise par les troupes espagnoles. Les Hollandais durent en même temps évacuer le comté de Daelhem; mais en dépit du fameux principe, après la perte de la capitale des quatre pays d'Outre-

(1) *Chevalier de HARENNE, op. cit.*, p. 164.

(2) J. J. RAIKEM: *op. cit.* p. 45.

Meuse, le Conseil de Brabant à La Haye gardait de force tous les droits et toutes les prétentions sur les pays de Fauquemont et de Rolduc, que le Souverain Conseil de Bruxelles y avait fait valoir autrefois.

D'après son codicille, et surtout d'après „Le Syndicat”, le seigneur de La Rochette eut hâte de se conformer au nouvel état de choses. Voici ce qu'en raconte l'auteur de cette brochure:

„Lorsque les Hauts et Puissants Seigneurs Estats Généraux, par leurs armes, avaient subjugué la ville de Limbourg, Daelem et autres, le Seigneur Jean de Ruyssenberg, lors Sr de la *Rochette*, faisoit à la Haye au Conseil de Brabant, poursuite de tous ses procès, qu'il avoit pendans indécis à Bruxelles, soit réels, ou personnels, et notamment en matière de rescission ou cassation du contract de vente de la seigneurie foncière de Fléron, faite par le comte de Bucquoy, au profit des Estats de Liège, voire aussi pour des contracts particuliers en matière de Houilleries et Minéraux, procédant par arrêt sur corps et biens des Liégeois; comme tout cela se vérifié par les actes de cassation et résolutions des Estats Généraux, donnés aux années 1632, 1633 et 1634 respectives, qui sont assez connus et reconnus même du Sérénissime Prince Electeur, Evêque de Liège, par ses lettres du 16 Febvrier et Mars respectives de l'année 1669, écrites aux Estats Généraux.

„Depuis, Limbourg et Daelem étant repris par les armes du Roy Catholique, le même Seigneur de la *Rochette* poursuivit de rechef les procès à Bruxelles, où que son adjoint, le Procureur Général, aiant obtenu prise de corps sur tous ceux qui avaient mis la main aux armes en la vouerie de Fléron, dépendance de la Rochette, il fut procédé sur leurs corps et biens, et jugés appréhensibles. Mais comme ceci ne fournissait à suffisance, pour avoir le redrès contre les attentats commis, on fit saisir, par forme de représailles, tous les biens des Liégeois en Brabant, laquelle (représaille) fut exécutée jusques à 20,000 livres par an. Pendant ces désordres le Sr de Rochette susdit trépassa (1).”

Quand Jean de Ruysschenberg fit à l'âge de 84 ans son codicille du 19 octobre 1637, les malencontreux procès sur l'avouerie de Fléron lui avaient déjà coûté 80,000 florins (2).

(1) p. 31, s.

(2) Pièces justif. n^o. 1.

§ 6. *Dispositions testamentaires et mort de Jean de Ruyschenberg.*

En épousant les torts de ses ancêtres, Jean de Ruyschenberg s'était fait le propagateur d'anciennes injustices. Par ses mesures violentes et tyranniques il avait causé la ruine de bien des habitants de l'avouerie; par ricochet, ces mesures lui avaient aussi empoisonné les années de son séjour à La Rochette. Cependant, ce qui fit déborder la coupe de déboires, c'était le supplice moral, réservé à ses vieux jours, pour les écarts de sa vie privée d'antan.

L'enfant unique, qu'il eut de son mariage avec Sibille-Marie de Plettenberg, Edmond, mourut à l'âge de seize à dix-sept ans. Né en 1605, il décéda le 31 mai 1623. Il avait eu sa part des agitations, qui formaient la trame de la vie de ses parents. Il avait dû les quitter, enfant de cinq ans, pendant le siège de la ville de Juliers. A l'âge de douze ans, séjournant auprès d'un chanoine de Saint-Jean-l'Evangéliste, à Liège, il courut risque d'être enlevé comme otage, vu que son père détenait injustement en prison, à La Rochette, des manants de l'avouerie (1). Il fut enterré dans la chapelle des Pères Franciscains à Liège, (actuellement l'église de St. Antoine,) au côté gauche du jubé.

D'après la teneur de l'inscription, la pierre tombale, qui couvre les cendres du jeune Edmond, devait plutôt servir de monument sépulcral au père: *Unico filio apbonendus* etc., c.-à-d. „Devant être enseveli à côté de son fils unique, le très noble Jean de Ruyschenbergh, etc. etc., s'est, de son vivant, érigé ce monument.” Cela explique, pourquoi les quartiers de Sibille-Marie de Plettenberg ne s'y trouvent pas. Les quartiers figurant sur ce monument sont ceux de Jean de Ruyschenberg. Ils doivent être lus comme suit: Ruyschenberg-Greyn Nesselraedt-Spies. = Gulpen-Wittem-Erckenteel-Trazegnies (2).”

Sur cette pierre tombale Jean de Ruyschenberg s'intitule, entre autres: *Sacrae Caesareae Majestatis nec non Electoralis Saxonicae Domus quondam Praefectus militaris.*

Outre ce fils, il avait une fille naturelle, appelée Constance de Ruyschenberg. Soigneusement éduquée au pays de Juliers, elle

(1) Chevalier de HARENNE: *op. cit.*, p. 147.

(2) *Ibid.*, p. 177, et p. 176, où se trouve la reproduction de la pierre tombale.

avait épousé Josse van Kerckhoven (1), et à cette occasion elle avait reçu de son père un trousseau et un ameublement, comme rarement une demoiselle noble, de naissance légitime, n'en obtenait; de plus, il lui avait donné une dot de deux mille écus. Au surplus, le beau-père avait obtenu pour le gendre la place de conseiller près la Cour souveraine de Gueldre à Ruremonde. A cet effet le châtelain de La Rochette avait fait valoir, près de l'Infante Isabelle et près des ministres à Bruxelles, les soi-disant services qu'il leur avait rendus dans les affaires de l'avouerie de Fléron.

Malheureusement, le notaire, qui avait rédigé les convenances de mariage, y avait fait dire à Jean de Ruyschenberg: „ma fille naturelle et légitime”, au lieu de „ma fille naturelle et illégitime.”

Pour l'intelligence de ce qui suit, le lecteur fera bien de jeter de temps en temps un coup d'œil sur la table généalogique, insérée à la fin de cette étude.

Débarrassé d'un grave souci, par le mariage qui précède, Jean de Ruyschenberg croyait, qu'il lui fallait maintenant songer à ce qu'on appelait alors la conservation de la famille, c.-à-d. la conservation de l'éclat extérieur de la Maison.

Adolphe de Cortenbach mourut en 1594, après avoir eu sept enfants de son mariage avec la sœur de Jean de Ruyschenberg; les noms de deux de ces enfants reviendront souvent dans le reste de cette histoire, ce sont: Alexandre et Adolphine.

Alexandre naquit le 27 septembre 1588. Après la mort de son frère Charles, décédé le 24 décembre 1602, il obtint la seigneurie de Helmond. Il eut pour tuteurs le comte d'Yzegen et Jean de Ruyschenberg. Le premier des tuteurs tomba en démence, et le second fut, à la longue, tellement absorbé par les affaires de Juliers, qu'il ne pouvait plus s'occuper des intérêts de son pupille et

(1) M. J. L. GERADTS, dans sa dissertation: *Bijdrage tot de Geschied. van den Sour. Raad in het Overkw. van Geldert. te Ruremondt* (1580—1794), p. 119, dit que „Josse van den Kerckhove naquit d'une célèbre famille noble, qu'il était le petit-fils de Gaspard van den Kerckhove et d'Anne van Pulie, qu'il était le fils de Josse van den Kerckhove et d'Elise Martens, et qu'il fut baptisé à Notre-Dame d'Anvers, le 29 janvier 1594”. A l'appui de son assertion il cite: l'Histoire générale des Pays-Bas. Brux.: 1743, I, p. 239, ouvrage qui nous est inconnu; ensuite il cite certain Mémoire historique et généalogique, qui, malheureusement, ne mérite aucune foi.

neveu. Celui-ci adressa alors une requête aux archiducs à Bruxelles, qui, par lettres du 24 mars 1609, le déclarèrent majeur.

Au mois de mai 1620 Alexandre de Cortenbach épousa Marie de Vehlen, fille d'Alexandre de Vehlen, seigneur de Raesfeldt, maréchal du pays de Munster, et d'Agnès de Leerodt.

Il eut avec elle deux fils, Alexandre et Edmond. Ce ne sera que le second de ces fils, qui nous occupera dans la suite.

Marie de Vehlen mourut à Aix-la-Chapelle, le 13 mai 1624, et fut ensevelie en l'église de Helmond, dans le caveau de famille (1).

Au mois de février 1628 Alexandre de Cortenbach se maria, en secondes noces, avec Anne-Marie de Ruysschenberg, de Setterich, dame de Holzheim, veuve de Guillaume de Wittenhorst, et fille d'Edmond de Ruysschenberg, seigneur de Setterich et d'Anne de Schwartzenberg.

A cette époque, Adolphine de Cortenbach, sœur d'Alexandre, était veuve de Jean-Guillaume de Hatzfeldt, seigneur de Weiszweiler, Wildenbourg et Schoenstein, qui lui avait laissé deux enfants: Guillaume-Henri et Jean (2).

C'est entre Alexandre et Adolphine de Cortenbach que Jean de Ruysschenberg allait faire le partage de ses biens.

Le vieux châtelain de La Rochette avait négocié le mariage de son arrière-cousine Anne-Marie de Ruysschenberg avec son neveu Alexandre de Cortenbach. Quand il vit son désir réalisé, il se rendit au château de Setterich, pour être présent au contrat de mariage, qui y fut passé le 15 février 1628. Il y fit insérer, sous promesse de prochaine ratification par disposition testamentaire, qu'après sa mort et celle de son épouse, les deux mariés, ou les fils issus de ce mariage, pourraient choisir, soit les biens, situés en Brabant (3), et dans la ville et la principauté de Liège, avec engagères, hypothèques, fermes et censes, avec appen-

(1) V. la notice de M. AUG. SASSEN, sur les seigneurs de Helmond.

(2) Les Hatzfeldt devinrent, dans la suite, seigneurs de Meerloo-Tienraij; V. M. J. JANSSEN : *Publ. etc. du duché de Limb.*, t. XXXII, p. 234.

(3) C.-à-d., le domaine de La Rochette et la charge d'avoué de Fléron, inféodée à ce domaine. Jean de Buysschenberg s'obstine à en faire des parties intégrantes du comté de Daelhem et partant du Brabant. Evidemment le maréchalat du Limbourg et le pont de Chénée étaient compris dans ce lot, mais ils étaient financièrement trop insignifiants, pour justifier la dénomination: «les biens, situés en Brabant.»

dances et dépendances, et avec les hypothèques, placées dans le Luxembourg, soit les biens de Juliers, avec 8000 rixdalers, hors des biens de Brabant. Il y fit encore insérer, qu'après sa mort et celle de sa femme, les deux époux auraient, leur vie durant, l'usufruit du lot adopté, et qu'au cas où il ne naîtrait de leur mariage que des filles, ils pourraient déterminer la somme à payer à ces filles par les enfants du premier mariage d'Alexandre de Cortenbach, et qu'en outre ces filles du second lit pourraient rester en possession du lot adopté, tant que cette somme ne serait pas remboursée.

Déjà huit jours après, le 23 février 1628, il fit son testament holographe, à La Rochette (1).

Il y déclare, que, l'enfant unique de son mariage avec Sibille-Marie de Plettenberg, Edmond, étant mort, il fait, du consentement de sa femme, les dispositions suivantes :

1^o il veut être enseveli dans la chapelle des Pères Franciscains à Liège, sans pompe aucune ;

2^o il lègue un écu à la cathédrale de St. Lambert à Liège, et 100 patacons aux Pères Franciscains, pour un anniversaire.

3^o il lègue à sa femme Sibille-Marie de Plettenberg de Schwartzenberg l'usufruit de tous ses biens meubles et immeubles, „vu qu'elle l'a fidèlement assisté dans l'agression de ses ennemis et dans ses déboires, du temps qu'il remplit ses fonctions d'ammann de Juliers", à condition qu'elle fera dresser, dès qu'il sera allé de vie à trépas, un inventaire de tous les biens meubles et immeubles délaissés, à l'exception de quelques bijoux, ou de quelque vaisselle en argent ou en or, qui ont appartenu au testateur, et qu'elle aura en propriété ; elle donnera copie authentique de l'inventaire *a)* à Jean d'Eynatten, chanoine à Liège, ou, en cas de décès de celui-ci, à son frère, le colonel Winand d'Eynatten (2), seigneur de Wide-

(1) Dans l'acte original, concernant l'ouverture du testament, après la mort du châtelain de La Rochette, se trouve que Jean de Ruysschenberg, afin de pouvoir tester, avait obtenu, jusque deux fois, un octroi du Conseil souverain de Brabant, la première fois le 27 juin 1557, et la seconde fois le 30 juin 1597. C'est par conséquent une erreur, quand la traduction hollandaise du testament parle d'un octroi, obtenu le 30 juin 1590.

(2) En 1631 il y avait dans l'armée de Tilly le lieutenant-colonel Adolphe d'Eynatten, qui commandait le régiment d'infanterie du comte d'Isenburg, et un colonel d'Eynatten, commandant d'un régiment de cavalerie. V. TILLY *ou la guerre de trente ans, par le comte de VILLERMONT*, t. II, p. 102.

nauw, b) à Alexandre de Cortenbach, seigneur de Helmond, c) au tuteur des enfants de feu Jean-Guillaume de Hatzfeldt et d'Adolphine de Cortenbach, seigneur et dame de Weiszweiler;

la femme du testateur donnera à chacun des deux frères Eynatten une coupe en or;

4^o la dot entière de sa femme, soit 13000 patacons, devra être payée à celle-ci, à moitié des biens de La Rochette, et à moitié des biens d'Overbach;

5^o le jour anniversaire de la mort du testateur sa femme paiera à chaque soeur religieuse du mari une nouvelle pension annuelle de 30 patacons, et à sa soeur Elisabeth de Ruyschenberg, qui vit dans le monde, une nouvelle pension annuelle de 100 patacons;

6^o sa femme accordera à ses belles-soeurs libre accès en sa demeure;

7^o sa femme sera tenue de poursuivre, pour son propre compte, avec le plus grand zèle, et sans entrer en un accommodement, les procès sur La Rochette, entre le testateur et les Bucquoy, les Curtius (père et fils, l'un après l'autre, mayeur de Fléron,) et autres, sous peine de se voir déchuë de l'usufruit de cette seigneurie et des dépendances;

8^o il répète tout ce qu'il a fait insérer dans le contrat de mariage, fait à Setterich, le 15 février dernier, touchant le partage de ses biens, et le confirme par disposition testamentaire; seulement il y ajoute, que, l'option du lot étant faite, les héritiers de feu Jean-Guillaume de Hatzfeldt auront toujours droit au capital, où il soit placé, provenant de la vente éventuelle de la maison Holtztorf, ou Holtrop, et des biens qui y appartiennent;

9^o il lègue à sa fille naturelle, Constance de Ruyschenberg, mariée au conseiller Josse van Kerckhoven, 1000 patacons, à payer, pour l'une moitié, des biens de Brabant, et pour l'autre moitié, des biens de Juliers;

10^o il lègue à son neveu Adrien de Cortenbach (1), chevalier de l'ordre teutonique et colonel, une rente annuelle de 100 florins d'or, affectée sur la grande foresterie (vorstmeesterye) de Montjoie;

(1) Adrien de Cortenbach, fils d'Adolphe, seigneur de Helmond et de Philippine de Ruyschenberg, naquit, d'après la Notice de M. Aug. Sassen, à Bruxelles, le 5 novembre 1592. En 1626 il se trouvait un colonel de Cortenbach dans l'armée de Tilly. V. comte de VILLERMONT, *op. cit.*, t. I. p. 297.

le capital en était de 2000 florins d'or; après la mort d'Adrien de Cortenbach, Jean de Hatzfeldt, second fils de Weiszweiler et filleul du testateur, aura cette rente héréditairement;

11^e toutes les stipulations du contrat de mariage, fait à ter-Horst, le 10 février 1602, contraires aux dispositions présentes, sont annulées, et notamment n^o 2, touchant le Ginsterhof, n^o 3, ayant trait à la dot et au douaire et n^o 5, traitant du cas, où la fiancée deviendrait veuve sans enfants.

Le testateur déclare finalement: „Puisque tout ce qui précède a été fait du gré, du consentement et au su de ma chère femme, nous, mari et époux, promettons, que nous nous y conformerons en tous points, sans fraude, ni malice. Signatum Rochette le 23 février 1628.”

(Etaît signé:) Johan van Ruyschenberch, Sibilla-Maria van Plettenberch.

L'été suivant Jean de Ruyschenberg se rendit à son château d'Overbach, sous Barmen. Le 10 juillet y eut lieu l'endossement du testament, par devant Nicolas Klocker, curé de Barmen, Christophe Heister et André Groenhegge, échevins, et Henri Breuwer, témoin. Comme témoins signèrent encore: A. Codonaeus et le licencié Gaspard Sengel, échevins de la Haute Cour de Juliers. Jean de Ruyschenberg signait en dernier lieu. Il avait déclaré, comme le texte de l'endossement l'atteste, que le pli, présenté par lui, contenait le testament de lui et de sa femme et portait la signature de tous deux.

Trois années ne s'étaient écoulées, que Jean de Ruyschenberg donna à son testament le caractère d'une donation entre vifs. Le 2 décembre 1631 Alexandre et Adolphine de Cortenbach, veuve de Jean-Guillaume de Hatzfeldt, se trouvaient chez lui à La Rochette. Ce même jour l'oncle, le neveu et la nièce donnèrent une procuration, munie de leurs noms et cachets, au licencié Paul Schreiber, pour faire le transport de la nue propriété indivise des biens de Juliers, et notamment du château d'Overbach et des fermes de Dackweiler, d'Aldenhoven et d'Andorf, avec tous droits et dépendances, aux deux catégories d'héritiers, spécifiées ci-dessus, et cela aux conditions suivantes: 1^o le testateur et sa femme en auront l'usufruit; 2^o les héritiers de cette dernière n'auront à les céder qu'après le remboursement de la dot; 3^o les stipulations testamentaires, faites au profit d'Alexandre de Cortenbach et de

sa seconde femme, et celles concernant l'option des deux lots, resteront en vigueur; 4^e les deux catégories d'héritiers poursuivront, à frais communs, les procès qui pourraient surgir au sujet de ces propriétés,

Le même jour ils donnèrent encore, sous les mêmes conditions, une procuration pour le transport de la nue propriété indivise des (soi-disant) biens de Brabant, comme les deux héritiers l'attestent dans un acte d'acceptation des biens de Juliers.

Par acte du 3 février 1632 Alexandre et Adolphine de Cortenbach autorisèrent le licencié Gérard Sturm de prendre, en leur nom, possession des biens de Juliers.

Le 7 du même mois Gérard Sturm s'acquitta de sa tâche, entre autres, devant la justice d'Aldenhoven.

Adolphine de Cortenbach, veuve de Jean-Guillaume de Hatzfeldt, s'engagea en secondes noces avec Jean-Adam de Flantz, seigneur d'Aldenrath, gouverneur et amman de Kaiserswerth, colonel au service de l'Empereur. Leur contrat de mariage est daté du 27 janvier 1636 (1).

Jean de Ruyschenberg prit toutes ces mesures pour assurer son héritage à son neveu et à sa nièce et pour le garantir contre les convoitises de Josse van Kerckhoven.

La ville de Ruremonde tomba au pouvoir des Hollandais le 6 juin 1632, et fut reprise par la Cardinal-Infant le 3 août 1637. Dans cet intervalle Josse van Kerckhoven garda sa fonction près la Cour espagnole de Gueldre, cette Cour tenant entretemps ses séances au château de la ville de ce nom. Dans la relation du séjour, que du 17 au 20 octobre 1633 le prince Frédéric-Henri d'Orange fit avec les délégués des Etats-Généraux et sa suite à Ruremonde, il est dit, que l'ambassadeur de France fut logé, à cette occasion, chez le conseiller Kerckhoven (2). Quoique fonctionnaire des

(1) De ce mariage naquit une fille, MARIE-SIBILLE, mariée à Gauthier-François comte de Hoensbroeck, seigneur de Geulle, par contrat de mariage, passé à Overbach, le 16 décembre 1654, ou 1655. Alors le colonel de Flantz était mort; mais Adolphine de Cortenbach était encore en vie. V. *Publ.*, etc. *du duché de Limb.* t. XXI, 320 et 325.

(2) *Publ.*, etc. *du duché de Limb.*, t. XII, p. 337: "den heer ambassadeur van Vrancryck by den raetzheer Kerckhoven, de peerden in Straesborchs stal."

Au mois de juillet 1635 le conseiller Kerckhoven y résidait toujours et eut pour logé le duc de Vaudemont, lors du séjour d'un corps d'armée français à Ruremonde: *Ibid.*, p. 344. D'ailleurs les partis belligérants se montraient, de part et d'autre, fort accommodants dans la concession de passeports. V. *Ibid.*, p. 300. s. s.

Pays-Bas espagnols, van Kerckhoven resta donc à Ruremonde. Il profita de cette position équivoque, pour cumuler la pratique d'avocat avec la fonction de Conseiller.

C'était presque de force qu'il s'était fourré dans les procès multiples du seigneur de La Rochette. De la teneur du codicille il est permis de conclure, qu'après huit à neuf mois d'investigation, il avait acquis la certitude de ce qui s'était concerté entre Jean de Ruyschenberg et Alexandre et Adolphine de Cortenbach. Dans sa colère il intenta alors procès sur procès : d'abord pour avoir des honoraires exorbitants pour ses vacations, puis pour une augmentation de la dot de sa femme, ensuite pour obtenir une pension alimentaire pour ses enfants; et quand il se vit débouté de toutes ces demandes, il recourut au scandale, sinon au chantage, vis-à-vis d'Anne de Ruyschenberg, la vingt-deuxième abbesse de l'abbaye du Munster à Ruremonde, la sœur de Jean de Ruyschenberg.

Le moment était fatalement choisi. La ville de Ruremonde se trouvait sous la domination protestante, de sorte que l'influence de l'évêque, Jacques à Castro, était paralysée, tandis que l'Infante Isabelle, qui, encore le 17 juin 1627, avait joui de l'hospitalité de l'abbesse (1), et qui aurait pu mettre l'auteur du scandale à la raison, était décédée, depuis le 3 novembre 1633.

Le vieux seigneur de La Rochette était, on ne peut plus, indigné. Aussi la seconde moitié de son codicille du 19 octobre 1637 n'est-elle qu'un réquisitoire contre les époux van Kerckhoven. Il va sans dire, que dans ses cuisants chagrins il révoquât le legs de 1000 patacons, que dans son testament du 23 février 1628 il avait fait à Constance de Ruyschenberg.

Il fait encore plus pitié de voir, comme la passion l'aveugle jusqu'aux derniers jours de sa vie, quand, au début du codicille, il parle indirectement des efforts qu'il a faits pour soustraire à

(1) En ce mois l'Infante se rendit à Venlo, pour inaugurer le canal, (presque achevé), d'après elle appelé *fossa Eugéniana*, (elle s'appelait Isabella Clara Eugenia,) entre le Rhin et la Meuse. V. L. H. GALLOT: *Publ. etc. du Duché d' Limb.*, t. III, p. 395, s. s. et t. XII, p. 264, s. La date 1628, dans la note, p. 265, est fautive; il faut lire 1627.

L'invasion des Hollandais fut la ruine du canal. V. *Op. cit.*, t. III, p. 397—399.

Napoléon I reprit les travaux, par décret du 10 mai 1806, et voulut prolonger le canal jusqu'à Anvers. Mais avec sa chute, les travaux cessèrent. V. *Ibid.*, p. 400, s. s.

l'Empire le territoire de l'avouerie, et pour nier les droits seigneuriaux, que sur ce territoire avait, à cette époque, la principauté de Liège. A ses yeux, il est lui-même la victime de tous ces procès et de toutes ces violences, vu qu'il n'a fait que lutter pour les droits du roi d'Espagne, duc de Brabant et comte de Daelhem.

Le même jour il fit endosser le codicille, à La Rochette, par devant la justice d'Olne (1).

Evidemment il aurait dû s'adresser à la justice de Fléron, puisque la seigneurie de La Rochette et l'avouerie de Fléron appartenait toutes deux à l'empire; mais c'est précisément ce que les seigneurs de La Rochette avaient toujours nié, avec l'appui du Conseil de Brabant à Bruxelles: de là les irrégularités, les troubles, les exactions et les procès.

Jean de Ruyschenberg mourut à La Rochette au commencement de l'année suivante, c.-à-d. le 18 janvier 1638, vers la 84^{me} année de son âge.

Sa sœur Anne, abbesse de l'abbaye du Munster à Ruremonde, l'avait précédé dans la tombe.

Pour l'ouverture du testament la douairière aurait dû mander la justice impériale de Fléron, et non la justice incompétente d'Olne. Mais tant ira la cruche à l'eau, qu'après le traité de partage les Hollandais failliront la briser.

En attendant, voyons ce que la justice incompétente d'Olne viendra instrumenter à La Rochette, sur le territoire de l'Empire.

Le 20 septembre 1638, „en présence de Monsieur Jan baron d'Eynaten à Nuberch, chanoine de l'église catédrale de Saint Lambert en Liège, prévost de l'églieze royalle de nostre Dame d'Aix et Kerpen, S^r de Nuschen et Lonsen etc. et de monsieur Jan Adolff d'Imstenraede, S^r de Mheer, et de Ferdinand de Vlieden, jurisconsulte et advocaet, et Arnold de Gemenich, notaire impérialle, et Jehan-Bastin Hardy et Niset Mathy, ambedeux éschevins de la Haulte Courte d'Olne, et d'Adam Hanott, greffier d'illecq et nottaire de Brabant, estant à la maison de la Rochette Madame Sibille de Platenbergh à Swassemerch, Dame de la Rochette, Oelne etc., relicte de feux noble S^r Jan de Ruisem-

(1) *Pièces justificatives*, n^o. 1.

berch, en son temps S^r de ladite Rochette, Olne, etc., avecq elle Monsieur, monsieur Alexandre, Baron de Cortembax, visconte de Terfeur et Dusboich, S^r de Helmonde, estans comparus de sa parte et de ses enffans, et comme tutteur et oncle des enffans de feux monsieur de Wiswiler et de madame sa sœur, et Monsieur Flans, S^r d'Aldenraede, Colonel pour le service de sa Majesté impérialle, Gouverneur et Amand de Kesersweert, partie faisant tant pour luy que pour Madame Adolff de Cortembax, sa compaignie, estans icy convoqués et cités icceulx trois dénommés en qualité dicte” etc.

Après avoir décrit les deux octrois, le notaire Hannott dit (dans l'acte original,) que la douairière, ainsi qu'Alexandre de Cortenbach et Jean-Adam de Flantz „ont requis les dénommés, d'ung commun conseil, d'assister à l'ouverture du testament et dernière volonté dudit feu S^r, qui est fermé et cachetté, afin de voir ce qu'il touche et compète à ung chascun; dont estans en une sallette, a esté tiré ledit testament et octroye hors d'ung contoire, lequel estoit endossé et escrit, tout au long, en langue allemande, fermé avecq une corde de noire soye, et ung autre fil de soye rouge, verde et blanche, portant daete de dixiesme de Jullet, mille six cents vingte huit, ayant ledit S^r signé laditte superscription et endossement, et cachetté avecq deux cachets, l'ung en lacq et l'autre sur pappier avecq melle. Et là mesme à esté ledit testament ouvert, du mesme consentement, sauvé et gardé le bon droix d'ung chascun; ayant trouvé que ledit testament estoit escript, tout au long, en semblable langue allemande, avecq deux additions en marge, dont l'une estoit d'une petite ligne, et estoit l'autre de huicte petite ligne, et que icelluy estoit signé de la propre main dudit S^r, et cachetté de son cachet ordinaire, comme ladite Dame l'avoit signé le vingt troisieme de febvrier, mil six cent vingt huit. Et là mesme tous les susdits ont recognu, que ledit testament et dernière volonté estoit subsignée, tant par dedans que au doz d'icelle, de la main propre dudit feux S^r de la Rochette, et par dedans, de la main de la dite Dame, pour les avoir veu plussieurs et divers fois escrire, et estoit ledit testament et dernière volonté pareillement au doz subsignée par plussieurs tesmoins; requerant d'avoir de ce coppie pour etc.”

§ 7. *Les dispositions testamentaires de Jean de Ruysschenberg contestées.
Accord entre la douairière Sibille-Marie de Plettenberg
et Jean-Adam de Flantz.*

Par acte, daté Maison de Holzheim, 19 Janvier 1638, Alexandre de Cortenbach et Anne-Marie de Ruysschenberg donnèrent procuration à Jean Holden, pour réitérer, par devant les justices du pays de Juliers, la prise en possession de la nue propriété indivise des biens, maintenant délaissés dans ce duché par feu Jean de Ruysschenberg.

Par acte, daté Weiszweiler 20 janvier 1632, Jean Holden sou-déléguà à cet effet Léonard Jordens, pour les fermes de Dackweiler, Callrath et Andorf. Il est à présumer, que les deux catégories d'héritiers prirent les mêmes mesures pour les soi-disant biens de Brabant ou de La Rochette.

Josse van Kerckoven ne tarda pas de revendiquer tout l'héritage, prétendant que sa femme avait été jadis légitimée, et se fondant en cela sur les termes du contrat de mariage: „ma fille naturelle et légitime.” A ce sujet la brochure, intitulée „Le Syndicat” s'exprime dans les termes suivants: „un grand procès veniloit contre Kerckhoven, conseiller, depuis chancelier de Geldres, qui avait espousé la fille naturelle du seigneur de la Rochette, et sur ce prétexte il prétendoit la succession totale, par ce qu'on avoit mis, par abus, aux convenances de son mariage les mots „ma fille légitime et naturelle,”

„Lequel procès étant décidé à l'avantage de la Maison de Helmond” etc., c.-à-d. à l'avantage des deux catégories d'héritiers.

Josse van Kerckhoven (ou van den Kerckhove) perdit donc son procès. A Jacques Stalins, chancelier près la Cour de Gueldre à Ruremonde, et décédé en 1654, il succéda en cette qualité, et mourut en 1657 (1).

Feu Jean de Ruysschenberg avait été bon financier. Dans la guerre de succession de Juliers il avait subi de grandes pertes matérielles; dans ses procès sur l'avouerie de Fléron il avait dépensé, sans aucun résultat, 80,000 florins, et malgré ces dépenses

(1) *Les Délices des Pays-Bas* (sept. édit.) tome II, p. 129.

énormes, il avait encore trouvé moyen de faire des économies.

Par contre, sa femme, que tout le monde nommait à l'envi pieuse et charitable, ne comprenait rien aux finances. C'est ainsi qu'elle avait signé le testament du 23 février 1628, sans en comprendre la portée. Elle ne fut pas peu étonnée, quand elle apprit, qu'elle devait poursuivre, à ses frais et sans faire d'accommodement, les procès pendants de l'avouerie, sous peine de se voir déchuë de l'usufruit des biens de La Rochette, et qu'elle n'avait pas la propriété de la moitié des acquêts, pas même la moitié des deux mille patacons, que feu sa mère, sur les exigences de son mari, avait donnés pour augmentation de la dot. Aussi protesta-t-elle, le 12 septembre 1640, par devant notaire et témoins, contre la validité du testament, en déclarant qu'elle se tiendrait au contrat de mariage, du 20 février 1602 (1).

Il paraît, que le testament avait été incidemment taxé d'invalidité dans le procès-Kerckhoven, au moins pour les stipulations, contraires au contrat de mariage précité, car jamais les héritiers n'ont fait valoir contre la douairière de La Rochette la stipulation, lui enjoignant de poursuivre les procès touchant l'avouerie, quoiqu'elle ne les continuât pas.

Comme on a vu, Kerckhoven perdit son procès. Ce procès avait roulé sur la nue propriété de l'héritage délaissé. La douairière n'y était donc pas intéressée. Elle en garderait toujours l'usufruit, quel que fût le dénouement du procès. Cependant, malgré sa condamnation, Kerckhoven reçut une satisfaction, et c'était la douairière qui en fit les frais. On en trouvera un petit détail dans la transaction qu'elle fera avec Jean-Adam de Flantz (2).

N'aura-t-on pas chanté, à cette époque déjà, à la douairière, ce que, vingt années plus tard, déclamait, un peu pompeusement, le „Syndicat”.

„Les obligations, que cette Dame avoit à son seigneur et mari, sont si extraordinaires, que le monde, sans étonnement, ne pourra voir, qu'elle aye résilié (3), pour ainsi dire, de son advantage. Car,

(1) *Pièces justificatives*, n° 2.

(2) *Pièces justificatives*, n° 3.

(3) C.-à-d. non pas du testament, mais etc.

après l'avoir retirée de la terre d'Egypte, terre d'aigreur (1) et d'horreur, pour la mener en celle de promission et d'abondance, après l'avoir mise en état de grâce, par sa conversion, et l'avoir retirée, comme une brebis égarée, de sa perdition, la rendant catholique, par la grâce de Dieu; après avoir eu ce soin de son âme, en a pris aussi de son corps tout aussi bien, luy laissant par testament l'usufruit de tout son bien" etc. (2).

Il est en même temps à présumer, qu'une administration aussi étendue et compliquée que celle de cet usufruit ne fut pas du goût de la douairière de La Rochette. Aussi se laissa-t-elle amener à une tentative d'arrangement, avant l'année 1650, en tout cas, avant la mort d'Alexandre de Cortenbach. Mais il est probable que les héritiers lui soumirent un contrat léonin.

„Lorsque la dite Dame Douairière avait témoigné de l'inclination pour faire cession de son usufruit, au profit des héritiers de son mari, on a fait une assemblée à Aix pour cet effect, par l'entremise de parens et amis, de part et d'autre. Et comme à l'assemblée d'iceux et la conférence tenue, on était venu au point de mettre par escrit la modelle et project d'accord le lendemain: la dite Dame, étant le soir par les siens divertie de ce conseil, vient, déguisée en bourgeoise d'Aix, à pied, heurter à la porte du logis trouver feu le Baron de Helmond, de grand matin, luy déclarant d'être changée de résolution de nuit, et qu'il n'étoit besoin de mettre par escript aucun concept d'accord, à la grande confusion et étonnement de tous ceux qui eurent connaissance de ce changement subit, sans sçavoir la cause" (3).

Edmond de Cortenbach, (d'après la Notice de M. Aug. Sassen,) fit à La Haye le relief de Helmond le 8 juillet 1650. Son père, Alexandre de Cortenbach, était donc mort avant cette date. Or, c'était celui-ci, qui prit part à la conférence d'Aix-la-Chapelle.

Alexandre de Cortenbach eut de son premier mariage deux fils. L'aîné, Alexandre, marié avec Marguerite de Wittenhorst, de Horst, mourut sans hoirs, et précéda son père dans la tombe. Edmond restait ainsi le seul héritier du côté de Helmond.

(1) Allusion au *Sauërland*, pays d'origine de Sibille-Marie de Plettenberg.

(2) p. 49 et p. 50.

(3) *Le Syndicat*, p. 50.

Le 4 novembre 1650 la douairière fit un accord avec Jean-Adam de Flantz sur la cession du droit d'usufruit, qu'elle avait sur les biens de Juliers (1). Si l'on tient compte du fait, que la douairière avait un droit incontestable sur *tous* ces revenus, que d'après l'estimation de Jean de Ruysschenberg ces biens valaient seulement huit mille rixdalers de moins que les biens de La Rochette, si l'on voit qu'au surplus dans cette cession est comprise la moitié de la dot, et si après tout cela on fait attention à ce qu'elle reçoit en retour : on s'expliquera facilement la fuite d'Aix.

A propos de cet accord le „Syndicat” débite les sophismes suivants :

„Après le trépas du seigr de Helmond (c-à-d., d'Alexandre de Cortenbach, qui avait assisté à la conférence d'Aix), la Dame Douairière fut induite par son conseil (2) de s'accorder, séparément avec les cohéritiers des biens de son Seg^r mari et de les céder au baron de Flans, au préjudice et au désavantage de la Maison de Hatzfeldt, déclaréz héritiers par testament (3), et ce, d'une pratique fort rare, faisant souscrire le même contract et le confirmer par le baron de Hatzfeldt, qui n'avoit veu le testament (3) par lequel il était substitué héritier (4), à condition toute fois, qu'aussitôt qu'il auroit signé, qu'alors on luy donneroit ouverture du testament, et pas autrement. Le bon homme, se voyant traité de la sorte par le conseil de sa bonne tante (5) et sa mère aussi, le sousigna, avec cette précaution, de mettre après son nom : S. M. P., voulant par ces chirographes inférer : *sine meo praejudicio* (6), ce qui cause une grande dispute aussi. Outre ce trait de finesse, la Dame Douairière fut si bien conseillée de mettre les rentes d'Aix, de Cologne et de Montjoie (7) du côté du

(1) *Pièces justificatives*, n° 3.

(2) Si elle avait été assistée d'un conseil, comme auparavant à Aix, au lieu de signer, elle se serait sauvée une seconde fois par la fuite.

(3) Que la douairière reconnût, ou non, le testament : comme usufruitière elle ne pouvait rien changer aux droits qu'avaient les héritiers Hatzfeldt sur la propriété de l'héritage.

(4) Dans le testament rien n'est spécialement réservé pour les héritiers Hatzfeldt, si ce n'est le capital, où il soit placé, provenant de la vente de la Maison de Holtrop ou Holtorf. Or, c'est, entre autres, ce capital, que le seigneur de Helmond s'appropriera dans la suite.

(5) La bonne tante n'était pas alors assistée d'un conseil.

(6) Cette réserve pouvait tout au plus toucher la cession de la dot.

(7) Ces rentes étaient comprises dans l'usufruit ; l'usufruitière pouvait en disposer, à son gré. Après sa mort, les héritiers pouvaient faire le partage des capitaux, comme ils l'entendraient.

partage de La Rochette, et non obstant aussi que le choix demeurait encore à la Maison de Helmond, de prendre ces biens de Juliers pour leur part, avec 8000 rixdalers, hors du partage de La Rochette (1), en conformité de la donation *inter vivos* et aussi du testament du Segr Jean de Ruyschenberg (2).”

§ 8. *Accord entre la douairière Sibille-Marie de Plettenberg et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond.*

La douairière de La Rochette, dégagée des obsessions, de la part des héritiers de Jean de Ruyschenberg dans le pays de Juliers, fut d'autant plus incommodée, par après, du côté de Helmond. Ecoutons l'adversaire de la douairière :

„Il est constant, qu'après cette conférence infructueuse, tenue à Aix, on a depuis encore mis des assignations, de temps en temps, pour s'assembler ; mais tant par les continuelles guerres, et d'autres incommodités domestiques survenues, d'un côté et d'autre, aussi que cette affaire dépendait de plusieurs chefs, et depuis, la mort subite du Seigneur de Helmond (Alexandre de Cortenbach) changea toute la face, laissant son unique héritier mâle, le Seigneur moderne (Edmond de Cortenbach,) fort peu informé de tout le passé et de ses prétentions. Ainsi l'affaire demeura quelque temps en suspens, jusqu'à ce que la Dame Douairière, sans aucune communication préalable (3), avait traité avec Madame Adolph baronne de Courtenbac et le baron de Flans, colonel, son mari, au préjudice (4) des enfants du premier lit de la Maison de Hatzfeldt, cohéritiers du Seigneur Jean de Ruyschenberg, seigneur de Rochette, et substitués par son testament (5), et au préjudice aussi du choix que le dict testament donnait des biens du Pais de Juliers, ou ceux de La Rochette,

(1) C'était une affaire de partage de la propriété entre les héritiers, mais qui n'avait rien de commun avec l'usufruit.

(2) p. 50 et p. 51.

(3) Elle était maîtresse absolue de l'usufruit.

(4) L'usufruitière ne pouvait faire à tort à personne, quant à *la propriété* des biens, délaissés par son mari.

(5) A ce testament, valide ou non, il n'y avait rien à changer, après la mort du testateur, pour ce qui regarde la propriété de ses biens.

au Seigneur de Helmondt (1), qui, dès lors, ne pouvant plus dissimuler ses intérêts, fit à la Dame Douairière sur ces procédés ses doléances, laquelle, de rechef, par un tesmoignage de bonne volonté d'accommodement, le mit en repos. Mais ses conseillers domestiques, pour leurs intérêts particuliers, sceurent traîner cette affaire jusques à l'an 1659, que l'on a eu conférence à Aix, avec assumption des Segneurs le Baron de Mheer (2) et le Chanoine Langenacker (3), qui avait eu la maniance de ses affaires de tout temps et avoit dirigé la conférence première (4); et par cette entremise l'affaire est conclue et ajustée de tout points; et ne restoit que de s'accorder de la somme, que Madame la Douairière devoit tirer pour la cession; laquelle étoit aussy accordée, à 1000 rixdalers près, lorsque le Sr de Helmondt, voyant que ladite Dame persistoit en sa demande, présentoit d'employer le différent à quelques œuvres pieuses, mais sans effect. Depuis, le Baron de Helmondt, considérant le peu d'importance de ce différent, et les procès inévitables (5), si l'accord ne sortoit son effect, vient treuver la Dame Douairière à La Rochette, lui accordant sa demande, en conformité du traicté d'Aix. Mais, comme de la part de Madame l'on forgeait des prétentions nouvelles, l'affaire à la fin fut réduite et mise pour escrit, le 10 Novembre 1659, par la main du Père Léon, son Domestique (6) et Recollecte, qui ne sçavait escrire le flamand, mais fit l'explication très exacte, de point en point, à la Dame Douairière, du continu des articles stipuléz; ceux-ci contiennent, en substance, la cession des biens de La Rochette, avec appendances et dépendances, comme la souvent dite Dame l'avoit tenu jusques à présent, parmi (c.-à-d. contre) une somme d'argent (7) et quelques réserves annuelles (8), et la renonciation respective et réciproque de toutes prétentions ultérieures (9)."

(1) Le choix entre la propriété de ces deux lots restait toujours libre.

(2) Jean-Adolphe d'Imstenrade, seigneur de Mheer.

(3) Guillaume de Langenacker, chanoine et, plus tard, doyen du chapitre de N.-D. à Aix-la-Chapelle.

(4) La conférence, tenue à Aix, du vivant d'Alexandre de Cortenbach, et dont il est question au § précédent.

(5) Lesquels?

(6) Le chapelain de la chapelle domestique.

(7) 11,000 patacons.

(8) Habitation etc. et une rente annuelle de 300 patacons. V. Pièces justifiées. n° 4.

(9) *Le Syndicat*, p. 10, s. s.

Comme il est dit dans la préface, „Le Syndicat” se propose de réfuter un écrit, publié en faveur de la douairière Sibille-Marie de Plettenberg. Les lignes, qui viennent d'être citées, sont la réponse à l'objection, que *l'Information véritable* avait formulé ainsi: „L'an 1659 le Seigneur de Helmond, tant par soy que par des personnes interposées, usa de toutes sortes d'artifices et de souplesses possibles, pour induire Madame la Douairière, sa bonne Tante, à luy céder l'usufruit du Château et des biens de La Rochette (1).”

Une autre objection est ainsi formulée: „Cet accord du 10 Novembre 1659 étoit un abrégé substantiel, que le Seigneur de Helmond a fait étendre par après, sollicitant et pressant la Dame Douairière à cette extension, qui fut faite le 4 Décembre, an susdit, avec une grande répugnance de la Dame Douairière (2).”

Le Syndicat y répond: „Après que le premier contract fut passé et signé, le dict Seigneur n'at eu autre soin que de satisfaire promptement tout ce qu'il contenoit à sa charge, et ce, avec tant d'empressement, qu'encores en ce mois de Novembre il a fait compter la somme promise au marchand désigné à Liège. Après quoy l'advertance a été donnée à la Dame Douairière, et demandé quittance, de sa main, de la somme receue; en quoy elle faisoit la rétive, par des exceptions frivoles: tantost de ce que l'on avoit oublié de mettre quelques points, stipuléz à Aix, tantost de ce qu'il étoit escrit en français, qu'elle n'entendoit point, et puis, qu'on l'avoit surprise à satisfaire si promptement, qu'elle n'avoit eu le loisir d'évacuer la partie de la Maison. A la fin il fut résolu, qu'on feroit rechercher ceux, qui avoient à Aix ébauché le contract, pour y mettre la dernière main, et ce, en tel langage, que la dite Dame et ceux de son conseil trouveroient le plus expédient, ce qu'ils exécutèrent (3).”

Pour la cession de l'usufruit la douairière recevrait 11,000 patacons, en capital; puis, une habitation libre dans le château de La Rochette, la moitié du légumier, etc. etc. et une rente annuelle de 300 patacons.

(1) *Le Syndicat*, p. 12.

(2) Citation empruntée par Le Syndicat à l'information véritable. Cette dernière brochure fut écrite en faveur de la douairière de Plettenberg.

(3) p. 12, s. L'accord du 10 novembre 1659 se trouve dans la *Pièce justificative*, n°. 4.

Voilà l'échange qu'elle fit contre un revenu annuel de treize à quatorze mille florins!

L'accord du 4 décembre 1659, également fait au château de La Rochette, ne devait être qu'une amplification de celui du 10 novembre précédent. Ce dernier n'avait été fait „qu'en bonne foy”. Celui du 4 décembre avait un caractère judiciaire, pouvant servir devant toutes les cours de justice, et, au besoin, être ratifié par une condamnation volontaire par devant le Conseil Souverain de Brabant. Il confirmait, en outre, les stipulations du 10 novembre précédent.

Avant de faire l'analyse de ce document, il sera utile de rappeler encore une fois, combien il aurait été facile de priver la douairière de tous les revenus de La Rochette, vu qu'elle ne poursuivait pas les procès sur l'avouerie, tandis que, selon une stipulation du testament, du 23 février 1628, elle y était tenue, sous peine de perdre l'usufruit des soi-disant biens de Brabant. Or, les héritiers ne firent jamais valoir cette stipulation; une preuve évidente, qu'à leurs yeux aussi, le testament était invalide, au moins quant aux dispositions, qui étaient contraires au contrat de mariage du 10 février 1602.

Voici l'analyse de l'accord du 4 décembre 1659 (1).

Pour prévenir toutes les difficultés, qui pourraient surgir entre la douairière de Plettenberg, ou ses héritiers, et Edmond de Cortenbach, au sujet des droits et prétentions qu'elle croit avoir, et auxquelles il devait être satisfait, avant qu'elle même, ou ses héritiers eussent à quitter le château et les biens de La Rochette, l'accord suivant est fait. D'abord on spécifie les droits et prétentions des héritiers de la douairière. Edmond de Cortenbach leur aurait dû payer, 1^o la moitié de la dot, soit 6.500 patacons, 2^o la moitié de 2000 patacons, augmentation de la dot, 3^o la moitié des biens, acquis pendant le mariage avec Jean de Ruyschenberg, 4^o la moitié de 1708 florins de Brabant, monnaie de Liège, employés à rédimer le bois des dames, 5^o la moitié de 9000 florins du Rhin, employés par elle et son mari, pour payer la dot de Philippine de Ruysschenberg, l'épouse d'Adolphe de

(1) *Pièces justific.* n^o. 5.

Cortenbach, 6° la moitié des dépenses faites aux réparations de la maison de La Rochette, ou autres bâties, 7° le prix de l'argenterie et des bijoux, distribués à la garnison de Juliers, en 1610.

La douairière de Plettenberg cède à Edmond de Cortenbach les prétensions, ci-dessus énumérées, ainsi que l'usufruit de la Seigneurie de La Rochette, avec dépendances; elle s'oblige, en outre, de lui donner les registres et autres documents, concernant ces biens, et de lui rendre les meubles, qu'elle a trouvés en ce château, en 1611.

Par contre, Edmond de Cortenbach paiera à la douairière une rente viagère de 300 patacons, et une fois la somme de 11000 patacons.

De ces 11000 patacons il sera défalqué 1° 2.333 $\frac{1}{4}$ patacons, ancien capital, placé sur Hauzée, et remboursé par le prince de Barbançon et par la comtesse d'Huys, 2° l'engagère sur la seigneurie d'Olne, faisant 750 patacons, remboursée par le roi d'Espagne, 3° un capital de 800 patacons, hypothèque sur le village d'Olne. Les 7.116 $\frac{3}{4}$ patacons restants avaient été déjà versés en mains de Gaspard Deveaux, marchand à Liège, l'homme d'affaires de la Douairière.

Les revenus et rentes, à échoir, après cette date, appartiendront à Edmond de Cortenbach.

Celui-ci déclare „qu'il ne fera valoir aucune prétention, à charge de la dite dame douairière, sur la maison d'icelle à Aix-la-Chapelle.”

Il paiera l'aide, qui a pris cours en octobre dernier, des biens de La Rochette, situés dans le pays de Daelhem.

Les deux contractants se donnent mutuellement décharge de toute prétention antérieure, au sujet des biens en question.

Finalement la douairière, assistée de Guillaume de Langenacker, doyen du chapitre de N.-D. à Aix, et de Jean-Adolphe d'Imsténade, seigneur de Mheer, cède à Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond, son droit d'usufruit sur les biens de La Rochette, avec tout droit aux rentes et biens, acquis sur le mont-de-piété à Bruxelles, Liège, *ou ailleurs et autre part.*

Bientôt après, Edmond de Cortenbach s'établit au château de La Rochette, demeure qu'il alla partager avec la douairière.

§ 9. *Procès entre la douairière de Plettenberg et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond.*

L'impression, que l'auteur du „Syndicat” s'était proposé de produire sur le public, était 1° que les seigneurs de Helmond avaient droit aux revenus de La Rochette, depuis la mort de Jean de Ruyschenberg, et qu'ils avaient été lésés dans leurs droits les plus incontestables par l'accord, fait entre la douairière de Plettenberg et Jean-Adam de Flantz; 2° que, si la douairière avait de grandes qualités de l'esprit et du cœur, l'arrière-neveu n'était, à son tour, que bonté, douceur, tendresse et modestie envers la tante; 3° que les difficultés, qui toutes étaient survenues de la part de la tante, n'étaient dues, en définitive, qu'aux intrigues de mauvais conseillers.

Cependant, si „Le Syndicat” avait été provoqué par l'„Information Véritable”, il provoqua, à son tour, l'„Examen et la réfutation du Syndicat”. De cette dernière brochure, qui paraît avoir été assez volumineuse, l'auteur de cet écrit ne possède pas d'exemplaire. Il ne la connaît que par la réponse, que du côté du seigneur de Helmond on y fit par un écrit de 21 pages, intitulé: „Remarques de Contradictions sur l'examen et la réfutation du Syndicat”.

A juger des citations assez longues qu'en donne le Syndicat, l'Information Véritable rejeta, en définitive, les torts d'Edmond de Cortenbach sur ses mauvais conseillers; mais l'„Examen et la réfutation du Syndicat” le prit à faire personnellement. Quant aux Remarques qu'il fit opposer à l'Examen, il aurait fallu mille fois mieux pour sa réputation, qu'elles n'eussent pas vu le jour. Nous y verrons en tout cas, de quelle nature étaient les relations entre la tante et l'arrière-neveu, dès le lendemain du 4 décembre 1659.

P. 13—15. Les „Remarques” écrivent de la manière suivante avec l'Examen”: „*Madame la Douairière (observe l'Examen,) pour témoignage de sa générosité naturelle, lui (à Edmond de Cortenbach) avait fait présent d'un bassin en argent doré, et aussi de deux chandeliers en argent, qui étaient les plus beaux de toute sa vaisselle*”.

„Madame la Douairière, (répliquent les Remarques,) a été toute sa vie fort libérale à donner ce que ne luy appartient pas; je

vous dis encore, que ne dites-vous icy, que les présents du Seigneur Baron de Helmondt avaient précédé ceux-là? Et ce du sien, mais la douairière a fait présent de choses qui ne luy appartenoient en aucune manière, même selon son contrat de mariage prétendu qu'elle reclame, qui ne luy laisse que l'usufruit de tous les biens, tant meubles qu'immeubles. Mais elle a pris cette autorité du testament de son Seigneur et mari, lequel, pour le reste, elle ne veut tenir et observer, sinon icy, à son avantage et profit.

„Les douze Art. de votre foy abusive ou des abus sont plutôt dignes de risée que de response. Le premier Art. *Depuis que Madame* (l'épouse d'Emond de Cortenbach) *a été en ménage à La Rochette, on n'a jamais convié Madame* (la douairière) *etc.* Je vous réponds, qu'avant que le Seigneur de Helmondt ayt été en ménage à la Rochette, la Douairière avoit déjà querellé les siens, et fait beaucoup d'extravagances pour l'irriter, de sorte qu'il jugeoit plus à propos de s'éloigner que de l'approcher.

„En 2. (article), qu'on n'a point salué *la Dame, en entrant et sortant*, c'est une fausseté bien notoire; car toujours le Seigneur Baron a envoyé quelqu'un des siens pour la complimenter, jusqu'à ce que les répliques furent si extravagantes et chocquantes, que les envoyés firent difficulté de redire les réponses, de peur d'irriter les parties, et aussi se sont excusés de faire le message; de quoy, et Monsieur Gerwen, et le chanoine de Thier, et Gallé donneront témoignage.

„La même raison, qui a fait cesser ceci, peut servir de réponse au 3. (article) *qu'on n'a pris la peine de venir parler à Madame* (la douairière).

„Et au 4. (article) se dit, qu'il n'étoit besoing de faire *présent de pigeonnoux*, puisque Madame prit la liberté de les faire prendre par force

„Au 5. (article) qu'on luy auroit refusé du grain; ce n'est pas merveille, car elle en avoit eu auparavant, sans payer à ceux qui étoient responsables.

„Le 6. (article) est très-faux, touchant les *palissades*; et aussi le 7 et le 8. (articles) portent leurs réponses, puisque vous avouez, que le valet avoit dérobé le bois; et le 9. et 10. (articles) touchant *la brassine et le carosse sont tout faux*, et le 11 est de même nature que le 8.

„Le 12. (article), *qu'on ne fit l'honneur de la conduire*, c'étoit, lorsqu'elle descendoit pour dire mille injures au Seig. Baron de Helmond; et pour éviter sa colère, il se retira dans son appartement.”

Le *Syndicat*, p. 30, nous dira, quelle interprétation Edmond de Cortenbach donna à la clause: les capitaux se trouvant à Liège etc. „et ailleurs ou autre part”, fourrée dans le contrat du 4 décembre 1659:

„Après que l'accord entre le Baron de Helmond (Edmond de Cortenbach) et la Dame Douarière avait sorti son plein effect, et que les parties se réglèrent selon le contenu d'icelui, fut demandé, de la part du Segneur susdict, paiement de rentes, dépendantes de La Rochette, et comme il se trouva qu'à Cologne, Monjoie et Aix la Dame Douarière avait levé un canon (l'intérêt) postérieur à la transaction, ou Accord, le Segneur de Helmond fit défense de ne faire désormais paiement que sur sa quittance, avec protest, en cas de contrevention. Ce qui fut aussi adverti à la Dame Douarière, lui demandant, de plus, les titres, ou du moins les lettres de constitution, pour voir, si ce n'étoient pas des dépendances de La Rochette, comme les registres faisoient fois; mais au lieu de condescendre à cette demande si juste, la Dame fut conseillée de faire ses plaintes d'attentat à Bruxelles, alléguant que de la part du Segneur de Helmond ses propres rentes fussent mises en arrêt, hors du territoire de Brabant”.

L'*Examen*, (d'après les *Remarques*, p. 15,) dit à ce sujet: „Le Sieur Hessel et autres furent envoyéz pour surprendre les débiteurs d'Aix et de Cologne, à l'insceu de Madame; de quoy recevant les advertissements par ses amis, elle manda chez soy le susdit Hessel et luy reprocha cet injuste et cauteleux procédé, et pour ce, du depuis, il n'osa plus mettre le pied dans l'appartement de Madame”.

Les *Remarques* répliquent: „Il ne faut pas d'autre preuve pour vérifier mon dire que ce-cy: „le Sieur Hessel et autres”, ayant l'expérience des extravagances et impertinences de la Douarière, ne volurent plus approcher son appartement. Le bonhomme le met en d'autres termes, mais toutefois c'est tout ce qu'il veut dire, ne trouvant rien à redire au texte du *Syndicat*, p. 30”.

En effet, la première fois que, depuis le 4 septembre 1659, les

rentes de capitaux, placés sur des biens-fonds à Aix-la-Chapelle et à Cologne, ainsi que la rente sur la foresterie de Montjoie échurent, la douairière les perçut, comme n'étant pas comprises dans l'accord du 10 novembre, et par conséquent non plus dans celui du 4 décembre suivant, qui n'en avait dû être qu'une amplification.

Par rapport à la rente de Montjoie, Jean de Ruysenberg ne l'avait pas considérée, comme appartenant aux biens de La Rochette, car dans son testament il l'avait léguée héréditairement à un de ses neveux.

Les capitaux d'Aix et de Cologne faisaient ensemble 14000 patacons, dont 4000 avaient été acquis et placés pendant le mariage de la douairière. Les autres 10,000 formaient les deux capitaux, dont la douairière devait avoir les rentes, en vertu de l'accord, fait avec le colonel de Flantz. Aussi Edmond de Cortenbach voulait-il que la douairière rompît cet accord. Les trois filles, qui étaient nées du second mariage d'Alexandre de Cortenbach, intriguaient, soit par elles-mêmes, soit plus tard par leurs maris respectifs, dans le même sens, mais la douairière s'y refusa, ainsi qu'à la transmission de ses titres de rentes.

Quant à la maison de la rue de Borcette, à Aix-la-Chapelle, elle avait été entièrement rebâtie du temps du mariage de la douairière (1).

Mais Edmond de Cortenbach, trouvant la recette de ces rentes inscrite dans les registres de La Rochette, et y trouvant annotés les frais de réparation de la maison d'Aix, se prévalut de la fameuse clause: „ailleurs ou autre part,” pour s'emparer de cette maison, de la rente de Montjoie et des rentes d'Aix et de Cologne.

Sur les saisies qui, à la demande d'Edmond de Cortenbach, furent faites par les autorités respectives de ces trois villes, le *Syndicat*, p. 16, s'exprime comme suit:

„On ne met pas en arrêt son propre bien, mais l'on a demandé

(1) Il paraît que cette maison n'avait pas été entamée par le terrible incendie du 2 mai 1656. Au sujet de ce désastre se trouve dans les *Remarques*, p. 17, le détail curieux, que le pilori, placé entre l'Hôtel-de-Ville et l'église de Notre Dame, resta intact, tandis que ces deux bâtiments ne furent pas épargnés de l'incendie.

Le pilori se trouvait au Sud des cloîtres de la Collégiale, sur la place, aujourd'hui encore appelée *der Kaatsch*, la place du Carcan.

le paiement selon le contenu des registres, comme d'autres biens dépendans de La Rochette; je dis des registres de La Rochette, avec appendances et dépendances, que la Dame Douairière même avait mis entre les mains du Seigneur de Helmondt, en conformité du contract. La preuve certaine que ses rentes sont des appartenances de La Rochette, sont les registres, qui portent en termes exprès et articles séparéz: les rentes sur la ville d'Aix, Cologne et Monjoie, et les paiemens de temps en temps ensuivis.

„Et quant est de la Maison à Aix, le nom le découvre; car si l'on demande au moindre enfant de la ville d'Aix après la Maison de la Rochette, il vous y mènerat.”

Un procès devint inévitable; conformément aux traditions de La Rochette on l'entama devant une cour incompétente. L'avocat de la douairière fut un des jurisconsultes Wynants, de Houthem-St.-Gerlac (1).

Au commencement de l'année 1661 la douairière s'adressa au Conseil de Brabant à Bruxelles, pour faire casser les arrêts, mis sur ces rentes, „vu que les biens de La Rochette sont situés au país de Dalem-le-Conte, outremeuse, la paignante étant résidente au même lieu, et ainsi jouissante des privilèges de la bulle d'or” (2). Elle ne se doutait pas, qu'en agissant de la sorte elle aplanirait la voie aux revendications des Etats-Généraux de La Haye.

Edmond de Cortenbach se hâta alors de profiter d'une seconde clause, qui avait été fourrée dans l'amplification du 4 décembre 1659, c.-à-d. la ratification du contrat par condamnation volontaire. Il obtint cette sentence par devant le Conseil de Brabant à Bruxelles, le 21 juin 1661.

„Depuis lors il a suscité divers procès à la Cour de Brabant à Bruxelles à sa bonne tante, jusques à luy envoyer des huissiers du Roy, à divers temps et à diverses reprises, et luy faire saisir, emmener et vendre publiquement ses vaches, au grand étonnement des gens de bien.

„D'ailleurs on commença à quereller la Dame Douairière pour

(1) *Remarques*, p. 9.

Au sujet des jurisconsultes Wynants, V. JOS. HABETS: *Houthem-Sint-Gerlach. Public. etc. du duché de Limb.*, t. VI. p. 63, s. s.

(2) *Deductie concernerende* etc.

une chétive languette de terre, nommée la Briquetterie, pour son chauffage, pour le paiement de ses pensions fort médiocres, et pour des choses dont elle avoit fait une expression verbale, en traitant d'accord.

„La Dame Douairière donc se voyant ainsi harcelée, et apercevant que l'on ne buttoit qu'à sa ruine entière, trouva bon d'user de reconvention contre son advers, en intentant pardevant le même juge une action, tendant à la cassation de l'accord ou contract sus-allégué, pour en être relevée, tant à raison d'une lésion très énorme que du dol intervenu.

„On s'efforça de la part du Seigneur de Helmondt d'éluder cette action, tâchant d'obliger la Dame Douairière à une caution que l'advers croyait impossible: veu que, soutenant que tout étoit cédé à son profit par la clause: et ailleurs ou autre part, il ne pouvoit rien rester à la Dame Douairière pour suffisamment cautionner.

„Cette invention n'eut pas le succès que le Seigneur de Helmondt s'en figuroit. A la fin il fut réglé par la Cour de prouver ses mises en fait, et il fut aussi ordonné à la Dame Douairière de prouver la lésion qu'elle alléguoit.

„Les preuves furent faites de la part de la Dame Douairière plus qu'à suffisance, le Seigneur de Helmondt demeurant en défaut de son côté (1)”.
.

Le procès en était là, quand, le 26 décembre 1661, le Traité de Partage des pays d'Outre-Meuse fut conclu entre le roi d'Espagne et les Etats-Généraux des Provinces-Unies.

§ 10. *Le procès entre la douairière Sibille-Marie de Plettenberg et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond, poursuivi, dans le même temps, par devant deux cours rivales et également incompétentes.*

Aux §§ 3 et 4 on a vu, qu'il avait été la politique constante des Seigneurs de La Rochette de soustraire le territoire de l'avoue-

(1) Ces extraits ont été transcripts du *Syndicat*, p. 18, s. s. Le Syndicat les avait empruntés à l'*Information Véritable*. Ce que le Syndicat oppose à ces extraits est trop insignifiant pour être reproduit.

rie de Fléron à l'Empire et que dans cette politique ils avaient toujours trouvé un appui auprès du Conseil Souverain de Brabant à Bruxelles. Le recours en justice ordinaire remonte toujours vers le Souverain ou vers la Cour Souveraine. Le recours de l'avouerie et celui de La Rochette aurait dû, par conséquent, aboutir à la Chambre impériale de Spire, par la voie d'Aix-la-Chapelle. Or, les avoués de Fléron le détournèrent, par force, de cette voie et le dirigèrent vers Bruxelles. Pour donner un semblant de justice à cette usurpation, le Conseil de Brabant en cette ville, abusant du simple lien de féodalité, avait déclaré la seigneurie de La Rochette territoire de Daelhem, et comme la dignité d'avoué était inféodée à cette seigneurie, ce même Conseil, par un abus encore plus monstrueux, avait fait du territoire de l'avouerie une annexe de La Rochette, n'ayant rien de commun avec l'Empire. C'était donc du lien personnel de féodalité du seigneur de La Rochette avec la cour féodale de Daelhem que le Conseil Souverain de Brabant à Bruxelles avait conclu à la souveraineté du duc de Brabant sur le territoire de La Rochette et subsidiairement sur celui de l'avouerie de Fléron. Par conséquent la juridiction que le Conseil de Brabant à Bruxelles avait exercée de fait, depuis un siècle, au nom du roi d'Espagne, comme duc de Brabant, fut transmise, telle quelle, au Conseil Souverain de Brabant à La Haye, à la suite du Traité de Partage, fait à La Haye le 26 décembre 1661, entre Philippe IV, roi d'Espagne et les Etats-Généraux de la République des Provinces-Unies.

En vertu du texte, littéralement traduit, de ce traité: „Le Seigneur Roi précité aura, tiendra et possédera, dans le pays de Daelhem, pour toujours et héréditairement, en propriété pleine et entière, en supériorité et en souveraineté, les bancs, seigneuries et villages de Fouron-le-Comte, Mheer, Noorbeek, Warsage, Moulant, Fouron-St. Martin, Aubel, Cheratte, Neufchâteau, Mortier, Hous et Richel, avec tous les hameaux, ressorts, juridictions, droits, fiefs, vasselages, aides, domaines et autres droits régaliens ou revenus, y appartenant, de quelque nature et quelque dénomination qu'ils soient, avec toutes les appendances et dépendances (1)”.

(1) LIEUWE VAN AITZEMA: *Saken van Staat en Oorlog*, Vierde Deel, (uitgave van 1669) p. 797.

Dans ce qui précède il est fait mention de fiefs, mais il s'agit là d'arrière-fiefs, par rapport au duc de Brabant et soumis directement, ou par voie d'appel, à la justice ordinaire du comté de Daelhem.

Dans ce qui va suivre, il est d'abord question de fiefs comme dans la citation précédente, mais à la fin de la stipulation, concernant le partage du pays de Daelhem, les deux parties contractantes s'expriment en termes généraux sur les fiefs *externes*, non sur des fiefs, devenus tels par le traité de partage, mais existant comme tels d'ancienne date, et qui n'étaient liés à la cour féodale de Daelhem que par le simple lien du relief. Un tel fief pouvait être limitrophe; mais limitrophe ou non, dès qu'il était devenu du ressort de la justice *ordinaire* du pays, où le relief devait avoir lieu, il n'était plus fief externe.

Pour le pays de Daelhem ainsi que pour le pays de Rolduc, les fiefs externes ne sont pas spécifiés, puisqu'ils tombaient tous, en bloc, en partage à la capitale et au château respectifs; mais pour ce qui regarde Fauquemont, ils furent énumérés, un à un, puisqu'ils furent partagés entre les deux parties contractantes.

Pour la partie que les Etats-Généraux acquirent du pays de Daelhem, l'acte de partage s'exprime comme suit:

„Les Seigneurs les Etats-Généraux auront, dans le pays de Daelhem, pour toujours et héréditairement, pour eux-mêmes et pour leurs successeurs, en pleine propriété, supériorité et souveraineté, le château et la ville de Daelhem, ainsi que les bancs, seigneuries et villages de Trembleur, d'Olne, de Bombaye, de Feneur, de Cadier et d'Oost, avec tous les hameaux, ressorts, juridictions, fiefs, vasselages, aides, domaines et autres droits régaliens ou revenus, y appartenant, de quelque nature et de quelque dénomination qu'ils soient, avec toutes les appendances et dépendances; et en ceci sont compris spécialement les fiefs externes, situés hors des limites du pays, et consistant en seigneuries, villages, censes et autres biens, appartenant au château précité (1)”.

Le Traité de Partage fut ratifié à La Haye, par les Etats-Généraux, le 15 avril 1662, et à Madrid, par Philippe IV, roi d'Espagne, le 18 octobre suivant (2).

(1) AITZEMA, *loc. cit.*

(2) AITZEMA: *Ibid.*, p. 799.

„En vertu du partage, fait dans les pays d'Outre-Meuse, les Hauts et Puissants Seigneurs les Etats-Généraux ont fait avertir par placard, le 5 mars 1663, tous les religieux papistes, ou prêtres papistes et curés, sans exception aucune, quel que soit leur nom, leur ordre, ou leur condition, restés et domiciliés jusqu'ici sous le ressort actuel de cet Etat, dans les pays de Fauquemont, de Daelhem et de Rolduc, Outre-Meuse, qu'avant l'expiration du 1 mai suivant, ils auront à quitter leurs demeures, cures et terres, ainsi que les pays précités, sous peine d'être corrigés d'après les placards de ces Pays, en cas de contrevention" (1).

Par résolution du 13 avril 1663 les Etats-Généraux chargèrent trois de leurs collègues, Raesveldt, Goeree et Amerongen, de se rendre à Aix-la-Chapelle, afin d'examiner, de ce point de départ, jusqu'à quel point les placards étaient observés dans la partie cédée des trois pays d'Outre-Meuse, et de quelle manière l'administration et la justice y devaient être réorganisées.

Il est à noter, que la partie hollandaise des trois pays d'Outre-Meuse appartenait aux Pays de la Généralité, et que les Etats-Généraux en étaient collectivement le souverain, ayant succédé dans les droits que le roi d'Espagne y avait possédés, comme duc de Brabant.

Le traité de partage fut précédé d'articles préliminaires. Article X est de la teneur suivante:

„Les affaires (judiciaires) encore indécises, soit qu'elles aient trait à des personnes particulières, soit qu'elles concernent le pays en général, devront être poursuivies, transférées, ou instruites à nouveau, par devant le juge respectif, qui, d'après l'issue de ce partage des pays, deviendra le juge compétent" (2).

Non vis-à-vis de l'Empire, mais vis-à-vis du Conseil de Brabant à Bruxelles, Edmond de Cortenbach avait donc agi de la manière la plus correcte, quand il instruisait son procès contre la douairière de Plettenberg, par devant le Conseil de Brabant à La Haye, après y avoir fait le relief de La Rochette, le 27 décembre 1663.

Cependant Edmond de Cortenbach n'était pas à la hauteur de la question, de plus il ne comptait pas d'ami influent dans l'en-

(1) AITZEMA: *Ibid.*, p. 1094.

(2) AITZEMA: *Ibid.*, p. 795.

ceinte des Etats-Généraux. Sans cela, dans ce temps propice, les Hollandais n'auraient pas manqué d'occuper de force La Rochette et l'avouerie, et une occupation pareille aurait signifié la suppression du culte catholique, par le bannissement des prêtres, la confiscation des églises au profit du culte calviniste, l'intrusion de fonctionnaires étrangers protestants à tous les degrés de l'administration et de la justice, et l'occupation militaire par des soldats étrangers; enfin, la palinodie de tous les griefs dont, au commencement des troubles, les chefs protestants avaient fait un crime au gouvernement espagnol.

Quand, quelques années après, le gouvernement de La Haye était mieux instruit de l'état de choses, la situation critique de la politique en général lui imposait la plus grande prudence et les plus grands ménagements à l'égard des pays limitrophes. La terrible guerre entre la République et la France se laissait déjà entrevoir.

Reste à relater la lutte entre ces deux cours de justice, également incompetentes, excepté que celle de La Haye pouvait être de bonne foi, ce qu'on ne peut pas dire de celle de Bruxelles.

„Le seigneur de Helmond intenta un nouveau procès (à La Haye) par exception déclinatoire, alléguant que La Rochette étoit un fief de Dalhem, et par conséquent qu'elle étoit du partage des Hauts Puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces Unies; concluant partant, que les parties, de part et d'autre, devoient être renvoyées pardevant leurs juges compétents, ensuite d'un des articles (art. X) dudit partage.

„Ce nouveau procès d'exception fut vidé, *in contradictorio*, au Conseil de Brabant à Bruxelles, le Seigneur de Helmondt étant rejeté et condamné aux frais.

„Les motifs furent, qu'encore bien que La Rochette fût un fief de Dalhem, il ne s'ensuivoit pas pourtant qu'il fût de la juridiction des Hauts Puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unis" (1).

Mais n'était-ce pas sous le même prétexte du simple lien féodal,

(1) Extraits de l'*Information véritable*, reproduits par le *Syndicat*, p. 20, s. s. Il en est de même des citations suivantes, soit en faveur du Conseil de Brabant à Bruxelles, soit en faveur de la douairière.

que le Conseil de Brabant à Bruxelles s'était arrogé la juridiction sur le même territoire de l'Empire, celui de La Rochette, et, par-dessus le marché, sur celui de l'avouerie de Fléron, également territoire de l'Empire, contrairement au recès d'Augsbourg, lors de l'érection du Cercle de Bourgogne, du 26 juin 1548? Pourquoi donc en faire un tort, quand des mêmes prémices un gouvernement nouveau vient aux mêmes conclusions?

Après cet échec à Bruxelles, „le Seigneur de Helmond obtint, du Conseil de Brabant à La Haye, mandement, par lequel il fut interdit à La Dame Douairière de plaider en Bruxelles, tenant en attendant les biens (1) d'icelle Dame en arrêt (27 juin 1666).

„Le Conseil de Brabant en Bruxelles, en ayant eu connaissance, renvoya cette affaire à l'office du fiscal, qui obtint mandement du Roy (6 septembre 1666), par lequel il fut défendu à la Dame Douairière et au seigneur de Helmondt d'obéir au mandement de Holllande, et les biens (2) dudit Seigneur furent aussi mis en arrêt”.

§ 11. *Les Etats-Généraux de la République des Provinces-Unies se mêlent du procès Cortenbach-Plettenberg et veulent établir leur souveraineté dans la seigneurie de La Rochette. Opposition du prince-évêque de Liège.*

Après la séquestration des biens d'Edmond de Cortenbach, situés dans les Pays-Bas espagnols, „les Hauts Puissants Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies écrivirent sur ce sujet au Conseil de Brabant en Bruxelles, afin de renvoyer cette cause en Hollande.

„Ledit Conseil de Bruxelles répondit, en déduisant les raisons pour lesquelles la cause ne pouvoit être renvoyée”.

Les Etats-Généraux députèrent alors leur collègue Raesveldt (3), pour prendre ses informations sur cette affaire près la chancellerie à Bruxelles, et pour en faire ensuite son rapport à l'assemblée.

(1) Les biens que la douairière possédait sous le ressort des Etats-Généraux.

(2) Les biens que possédait Edmond de Cortenbach dans les Pays-Bas espagnols.

(3) Le 26 février 1666, Raesveldt, Common et Amerongen, de retour de Maestricht, firent à l'assemblée des Etats-Généraux un rapport circonstancié sur les finances et sur les appointements des fonctionnaires dans la partie hollandaise des trois pays d'Outre-Meuse. V. AITZEMA, *Vijfde Deel*, p. 960—963.

Edmond de Cortenbach, croyant, que pendant cette enquête, le procès était interrompu à La Haye, demanda au Conseil de Brabant en cette ville l'autorisation de poursuivre, en attendant, le procès à Bruxelles, sans préjudice toutefois d'aucune des deux cours. Comme la réponse tardait à venir, il en conclut à l'autorisation tacite. A Bruxelles il se fit relever de forclusion et insista à faire ses preuves.

„A cet effet il fit donner ajournement à la Dame Douairière, pour comparaître à Aix, où Messieurs les Commissaires, députés du Conseil de Bruxelles, se rendirent avec l'avocat et le procureur du Seigneur de Helmondt”. Mais ils y attendirent en vain, pendant sept à huit jours, le seigneur de Helmond n'y arrivant pas.

Entretiens celui-ci avait reçu la réponse de La Haye, datée du 28 avril 1667, lui interdisant tout recours ailleurs, jusqu'à la sentence finale.

Le 25 janvier 1668 l'affaire fut débattue par devant le Conseil de Brabant à La Haye. Le procureur van Veen et l'avocat van Tongeren défendirent d'office la douairière (à l'insu de celle-ci) et contestèrent la compétence du Conseil, contrairement à l'avocat fiscal.

Ce Conseil rendit sa sentence le 27 février suivant. Le mandement antérieur fut maintenu; tout ce que la douairière y avait fait de contraire, fut déclaré attentat, qu'elle avait à réparer; elle fut sommée de cesser la procédure à Bruxelles et condamnée aux dépens.

Le procureur-général à La Haye la cita encore une fois à comparaître à La Haye le 31 octobre 1668, et comme elle n'y déféra pas, il la déclara appréhensible.

„Le Seigneur de Helmond, se prévalant de ce décret, arriva à La Rochette. Et un certain Wolfberg, huissier des environs de Helmondt, le suivit pour faire les exécutions, avec les déportements, si insolents et si despectueux, qu'il osa menacer la très-noble Dame Douairière, et lui dire effrontément, qu'il se logerait en son appartement, et qu'il avait ordre de la traîner à Maastricht”.

Le Syndicat (1) répond, à ce sujet, de la manière suivante, à l'Information Véritable:

(1) p. 28, s.

„C'est sur cette sentence (1), et non pas, d'aucune de la part du Seigneur de Helmondt, que les huissiers ont entrepris l'exécution et commis les déportements insolents, dont vous faites les reproches, en lieu où qu'ils ne sont de mise; s'ils ont passé leur devoir, ils sont responsables et sujets à correction; si non, vous n'avez sujet de vous plaindre, mais bien de les remercier de ce qu'ils ne les ont exécutés en rigueur, puisqu'ils avaient (à ce que vous dictes,) ordre de la traîner à Maastricht.

„Que ne mettez-vous ici, au lieu d'invectives insupportables, de tant d'artifices malicieux pour abuser le peuple, de tant d'exagérations hyperboliques pour jeter la poussière aux yeux du monde, la vérité, qui sieroit mieux dans votre bouche: disant que, lorsque l'huissier fust arrivé à La Rochette, le Sr de Helmondt, par un des siens, fit advertir sa bonne tante, afin qu'elle ne seroit surprise et troublée, lui donnant advertance en même temps, que ses gens en Bruxelles étoient cause de ces désordres, par la forte poursuite qu'on y faisoit, nonobstant la défense. Et de plus, que toutes ces poursuites ne buttoient à autre fin, qu'à mettre à grands fraix tantôt l'une et tantôt l'autre partie, comme les preuves étoient déjà évidentes et s'augmenteroient de jour en jour; que ne dites-vous icy, — (ceci est une apostrophe à l'Information Véritable—) que la bonté et tendresse vers sa bonne tante étoit si grande, qu'ayant l'occasion en main pour se venger, il n'usa que de douceur et de modestie. Car, de par l'office fiscal, la pouvant dès lors faire emmener à Maastricht, et par là éviter tous les excès, foules, forces et violences, depuis perpétrés, par le pernicieux conseil de sa tante, il a mis tous les obstacles possibles, et induit les huissiers à ne venir à ces extrémités. Sur quoy même la Dame Douarière a fait répondre, qu'elle n'avoit donné aucun ordre pour faire la poursuite de ce procès à Bruxelles, et qu'elle étoit étonnée d'entendre le contraire, donnant assez à connaître au Sr de Helmondt par cette réplique, que toutes ces menées sont pratiquées par quelqu'un des siens, qui trouve du profit dans la discorde et qui ne fait que semer la sizanie parmi le blé, et qui par ces disputes prétend faire ses affaires et dépouiller la bonne Dame, dès son vivant, de ce, dont, après son trépas, il croit devenir frustré.”

(1) du 27 février 1668, suivi du décret du 31 octobre de la même année.

L'*Examen* et Réfutation du Syndicat ne tarda pas de railler cette bonté envers la grand' tante, pendant l'exécution par huissier.

Les *Remarques* opposent à cette raillerie la boutade suivante: „puisque, nonobstant toutes ces extravagances, on a eu la bonté d'éviter, autant qu'on a pu, tous les désordres, si est-ce que ceci, à bon droit, se peut nommer *bonté, tendresse, douceur, modestie*, et accompagné d'une patience plus qu'ordinaire; lesquelles vertus, non plus que la civilité et courtoisie, ne se trouveront pas dans le pays d'Aigreur, vulgairement dit *Soërland*, (région) natale de la Douairière; car, sans doute, ce serait peine perdue de les y chercher entre des Erutaux (?), et dans un vray pays de Boucqs et de Buffles, qui ne produit que glands et aveines, pour nourrir des bestes et quelque Sauvagine et non des hommes.”

L'Information Véritable continue: „les exécutions ont été par après continuées par Coulot, huissier de Dalhem, sur une rente de cinquante patacons, que la Dame Douairière a sur le ban d'Aulne (Olne), dont il (Cortenbach) a tiré les canons (les intérêts), et mis le capital en vente.”

De son côté le Conseil de Brabant à Bruxelles en fit des siennes. Par sentence du 24 décembre 1668, il condamna Edmond de Cortenbach, par contumace, et cassa l'accord du 4 décembre 1659.

Voilà donc deux Conseils de Brabant, l'un à La Haye, et l'autre à Bruxelles, qui rendent des verdicts dans une question, qui est du ressort de l'Empire!

Ici il y a lieu à un rapprochement.

La seigneurie de Leuth, (Limb. belge), était une seigneurie impériale et un fief externe de la cour féodale (hollandaise) de Fauquemont. Par mandat du Cercle de Westphalie le duc de Nieubourg occupa militairement le château de Leuth, le 9 août 1662, afin d'exécuter une sentence de la Chambre impériale de Spire.

Déjà le 27 septembre suivant la garnison hollandaise de Maestricht, par ordre des Etats-Généraux, délogea les troupes du duc, tandis que d'autres compagnies hollandaises s'emparèrent du comté de Ravesteyn, qui appartenait également au duc de Nieubourg et était également territoire de l'Empire. Pour justifier l'une et l'autre usurpation les Hollandais invoquèrent le simple lien de féodalité. Pour le comté de Ravesteyn, ce lien était spécialement mince,

vu que ce comté était un fief externe du duché de Brabant; de plus, le relief devait se faire à Bruxelles-même. Or, de ce duché les Hollandais ne possédaient pas la capitale (1). Soit dit en passant, le duc était, au surplus, membre de la Ligue rhénane.

Pourquoi donc les Hollandais, renseignés enfin sur la juridiction que le Conseil de Brabant à Bruxelles avait exercée sur La Rochette et sur l'avouerie, avançaient-ils avec tant de lenteur dans ces domaines? — Les temps étaient changés. Le respect de la France était devenu le commencement de la prudence.

Et pourquoi la principauté de Liège s'opposait-elle cette fois-ci de force aux envahissements des deux territoires de l'Empire?

C'était pour ne pas voir enserrer la capitale-même par une grande puissance protestante. D'ailleurs, les préparatifs formidables de la France d'alors, de même que l'objectif de ces mesures extraordinaires n'étaient un secret pour personne. Ceux de Liège pouvaient donc rendre la pareille aux Etats-Généraux, sans avoir à craindre une déclaration de guerre.

Au commencement de l'année 1669 les Etats-Généraux se proposèrent de poser un acte décisif de souveraineté dans cette partie du domaine de La Rochette, qui était terre d'empire, par l'établissement d'un tonlieu sur la Vesdre (2). Dès qu'à Liège on en eut appris la rumeur, on fit occuper le château de La Rochette par 150 soldats liégeois (3).

L'envoyé du prince-évêque à La Haye, interpellé à ce sujet, répondit, qu'après informations prises, son souverain, qui était alors absent de Liège, désavouait l'occupation du château.

La douairière profita du désarroi, pour faire à La Rochette la saisie des biens meubles, qu'Edmond de Cortenbach y possédait et pour évincer celui-ci du château.

Voici de quelle manière Le Syndicat (4) rapporte cette saisie.

„D'un précipice on a mené la bonne Dame dans un autre pré-

(1) J. L. MEULLENERS: *Public. etc. du duché de Limb.*, t. XXIV, p. 140, s.s. Leuth resta seigneurie impériale, (V. *Ibid.*), et en 1672 le comté de Ravesteyn fut rendu au duc de Neubourg, par Louis XIV. V. *Brosius et Mappius*: op. cit., t. III, p. 181.

(2) *Deductie* concernerende de differenten van La Rochette.

(3) L. SYLVIVS: *Historiën onses Tyds*, I D., 1^{re} stuk, p. 20.

(4) p. 53.

cipice, plus grand encore, sur prétexte d'une sentence (1) donnée en contumace, par un juge incompétent, sans insinuation, sans sommation, on fait l'exécution, et ce par violence, sans forme de droict, ny même aucune ombre seulement de la justice ordinaire de ces Païs. Il semble que son conseil, pour ne rien oublier de tout ce qui pouvait rendre son attentat plus injuste et plus scandaleux, après avoir omis ces formalités, il ait voulu rendre son action plus difforme par l'envahissement et spoliation du château de la Rochette, par des sergents Liégeois; des Liégeois, ennemis jurés et usurpateurs perpétuels des prérogatives et juridictions de la Rochette, qui ne veillent à autre chose qu'à la destruction totale.

„Il semble que l'ingratitude s'augmente à mesure des bienfaits, et ayant paru très grands du Seigneur de Rochette, en la donation viagère de ses biens, avec cette charge seulement de poursuivre les procès et principalement contre les Liégeois, principaux auteurs de tous ces désordres: cette Dame veut paraître extrême dans les extrêmes, se rendant à ces mêmes parties, aux ennemis, que son Segneur et mari, avec autant de zèle que de justice, lui avoit recommandé, voire même obligé de poursuivre, sans aucune composition ou intermission, à peine de la perte de son usufruit: pour se rendre par là ingrate jusques au dernier point.

„Pour ne rien omettre d'extraordinaire à une entreprise plus qu'ordinaire, on a été advisé de ne spolier tant seulement le S^r de Helmondts de ce qu'en aucune façon (ne) pouvait être compris sous la prétendue sentence contumacielle, mais au dessus de ce, universellement de tout son bien, argent et argenterie, meubles et vasselles, grains, chevaux et autres bestiaux, afin de tout ce qui leur sembloit bon et capable d'assouvir leur avarice, et pour comble de tout, de ses documents et lettrages, par lesquels il pourroit maintenir son droict un jour, si peuteestre il s'en trouve encore, après des actions semblables, au monde, pour réparer des injustices et excès si exorbitants, que par la même force.

(1) La douairière avait opéré cette saisie, en vertu de la sentence, rendue le 24 décembre 1668, par le Conseil de Brabant à Bruxelles, au sujet de la Rochette, ignorant qu'aux termes du traité de partage de 1661 elle se mit ainsi sous les coups de la justice des Etats-Généraux et de leur Conseil de Brabant à La Haye.

„Le Baron de Helmond, ayant employé infructueusement les siens, pour, par les moïens les plus doux, parvenir à la restitution au moins de ses hardes et meubles, qui étoient hors de dispute et sujets à corruption, aussy par aucune raison ny apparance de droict ne luy pouvoient être refusés, croyoit que par sa présence pouvoit faire plus d'effect et que, pour le moins, on luy donnerait quelque raison de refus, (étant) appuié d'ailleurs sur la résolution des Etats-Généraux de Hollande du 12 d'Avril, et la lettre, par leurs Hautes-Puissances escrite à la Dame Douarière sur ce sujet, comme aussi sur la déclaration amphibologique du Conseil de Liège.

„Mais pour toute rayson on n'entendoit que blasphèmes, que tue, massacre, et des exécrations horribles, que Dieu et la raison défendent de redire, et qui sans horreur ne peuvent être supportés ny répétés, et tels que les Turcs et barbares n'en sçauroient inventer de plus scandaleux, de plus détestables, ny de plus abominables. Le Sr de Helmond, voyant accroître de plus en plus les blasphèmes, (pour les interrompre) demandoit, par quel ordre on fit ces impertinences et menaces d'assassiner; sur quoy il fut répondu, sans hébéter, que c'étoit par ordre de Madame. Ne pouvant croire, qu'une âme qui toujours au dehors avoit témoigné des marques de piété et de dévotion, se laisseroit séduire jusques à souiller son âme d'un meurtre, voire d'un parricide, il faisoit itérative demande, mais la réponse fut conforme à la première, avec menace d'exécuter l'ordre tout à l'heure, si promptement on ne se retiroit; et cette réponse fut donnée par l'instigation d'un conseiller de longue robe, qui se tenoit près de la garde pour l'informer de ce qu'il devoit dire, car ce jour là il y en avoit six aux château de même couleur, pour ne laisser la bonne Dame destituée de leur conseil, au besoin.”

Après avoir évincé du château le seigneur et les domestiques, les soldats rentrèrent peu de jours après à Liège.

La douarière s'y retira aussi.

Le château fut ensuite gardé par les habitants de la seigneurie et par ceux de l'avouerie, sous leurs autorités respectives, conformément aux anciennes ordonnances locales en cette matière.

Le Syndicat (1) nous dépeint cette situation dans le pathos suivant:

(1) p. 50, s.

„Je finiray ces relations par les cris lamentables des pauvres affligés manans et sujets d'alentour de la Rochette, qui portent leurs voix jusques au Ciel, cryans vengeance contre les oppresseurs, pour les foules, forces et violences qu'on leur fait, les obligeant à des servitudes insupportables. Quoy que, de toute ancienneté, pour reconnaissance de la protection qu'ils ont eue des Seigneurs de la Rochette, sans en recognoître d'autre; en ce cas, ils n'ont été obligés qu'à deux corvées par an, c'est-à-dire, deux jours de service coutumiers; si est-ce qu'on les contraint par force maintenant de faire la garde nuict et jour, sans aucune récompense, ou nourriture, laissant mourir de faim leurs femmes et enfans, qui ne subsistent que d'une petite journée, que les maris, qui sont pour la plus part des manouvriers, leur portent journellement. Et met-on à grosses amendes les défailans et sont exécutés, sans forme de justice, jusques à deux, ou trois Rixdallers à la fois, au lieu de quinze blancs deniers de Cologne, que, selon les lois et coutumes locales, ils doivent pour amende. De plus, on laisse mourir de faim et de froyd ceux qui obéissent à leurs commandemens iniques, ne leur assignant de chauffage que du bois qu'ils doivent dérober au S^r de Helmondt, et ne leur donnant point seulement du pain pour sustenter leur vie, pendant qu'ils sont en garde. Après ceux-cy suivent les censiers et autres fidèles locataires de la Rochette, tout noyés de larmes, pour se plaindre des outrages et dommages journaliers, au dessus des menaces continuelles de les chasser hors du bien, non par justice, mais de pure force, sans autre cérémonie, s'ils n'obéissent aux commandemens iniques et tortionnaires, s'ils ne renient leur Seigneur naturel et suivent le parti des usurpateurs. Et s'ils se plaignent du dégast qu'on fait à fourager leurs grains et spolier leurs maisons, la réponse est prompte pour toute réparation: „s'il ne vous agrée point, sortez! Si vous ne payez point ce qu'on vous demande, on prendra et vendra vos bestes.” Voylà la belle justice, que ces bons conseillers (de la douairière) exercent à l'heure! Voilà leurs beaux mots!”

Le 1 mai 1669 les Etats-Généraux firent sommer la douairière de faire évacuer le château endéans les trois semaines. Comme celle-ci n'y déféra pas, ils autorisèrent le procureur-général du Conseil de Brabant à La Haye d'occuper le château par la force

armée, de séquestrer la seigneurie, et de s'en tenir en possession pour le suzerain (les Etats-Généraux), jusqu'à l'aplanissement du différent, au sujet de la juridiction.

Cependant il n'y avait rien à craindre pour la principauté de Liège. A La Haye on ne voulait poser aucun acte, qui pût indisposer le Roi-Soleil. Par contre, on y faisait flèche de tout bois, en fait de conclusion d'alliances, dans le but de tenir la France, avec ses puissants alliés, en échec.

Aux voisins faibles s'offrait ainsi l'occasion favorable, pour aplanir, par la voie diplomatique, les différends qu'ils avaient avec la puissante République.

Sur ces entrefaites, Edmond de Cortenbach crut utile de faire afficher dans l'avouerie le placard suivant, dans le but de rendre impossible la garde du château de La Rochette, par les manants :

„Nous Edmond baron de Courtenbac, etc., Seigneur de Helmond, de La Rochette, etc.; comme il est venu à notre cognoissance, que la Dame Sibille Marie de Plettenberg, en continuant les foules, forces et violences, faictes tant par les envahissements de nostre château de La Rochette à main armée que détentions de tous nos biens, sans aucune forme de justice, et mesmes de forcer et vouloir forcer nos débiteurs et fermiers à luy payer ce que par contrats ou autrement ils nous sont redevables, en qualité de seigneur de La Rochette, si est-il que pour obvier aux attentats susdicts, et afinque les débiteurs, fermiers et autres ne prétendent cause d'ignorance, avons faict publier cette défense, par laquelle protestons bien expressément contre toutes ces forces, foules et violences desia faictes et à faire, et interdisons et défendons bien expressément aussi à tous nos débiteurs, fermiers et autres, qui nous sont redevables, de ne payer, ny déferer à aucun commandement de la susdicte Dame Sibille Marie de Plettenberg, soit à payer aucune rentes ou revenus, soit à faire corvées ou autres services corporels, de faire la garde audit chasteau, ou de passer en armes sur nostre uridiction, à paine de nullité, et de payer autrefois, au regard de premiers, et des autres soubz paine de correction arbitraire et de procéder à l'encontre de contraventeurs criminellement sur leurs corps et biens, jusques à cassation et réparation de toutes ces foules, forces et violences desia faicts ou encores à faire, considéré

aussi que par sentence donnée au conseil de Brabant (1) le 25 de janvier de l'an 1668 in contradictorio judicio, la dicte Dame Sibille Marie de Plettenberg est condempnée de réparer et anéantir tous tels attentats faits et à faire, ee qu'avons bien voulu donner à cognoistre au public afin de se régler en conformité de la contenue de cette. — Donnée en nostre ville de Helmond ce douzième du mois d'juin, l'An 1669.

(Signé) COURTENBAC (2)."

A l'égard de cette affiche l'Information Véritable avait fait les réflexions suivantes:

„Le Seigneur de Helmondts a ce malheur, grandement préjudiciable à sa réputation et à sa condition, que les gens qu'il employe à la conduite de ses affaires ne s'étudient qu'à de certaines fourberies, etc. (3)

„En ce chétif Mandement, sous le nom du Seigneur de Helmondts, en date du 12 Juin de cette année 1669, Messieurs de son Conseil le font parler par Eminence en Souverain, qui défend de passer en armes sur sa juridiction, qui enjoint des peines arbitraires, qui menace de procéder criminellement sur les corps et sur les biens, et qui ajoute à la fin: Donné en notre ville de Helmondts etc., comme si l'on ignorait qu'il n'est que simple Vassal des Hauts-Puissants Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies, qui se garderont bien de partager leur Souveraineté avec l'un de leurs sujets. Ces mêmes Conseillers ou Conducteurs d'affaires font oublier à leur Maître les devoirs de civilité, usités parmy la Noblesse, nonobstant leurs différens ou procès. Car dans le prétendu placard, donné en la Ville de Helmondts, pour tout titre d'honneur que l'on défère à l'Illustre Dame Douairière, on la nomme seulement la Dame Sybille Marie de Plettenberg, comme si elle n'étoit qu'une petite Dame de boutique à Paris. Ils n'ont osé dire qu'elle est la Grand' Tante de leur Maître; car cela eût trop évidemment fait paraître le peu de respect et de reconnaissance envers une si bonne, si généreuse et si libérale Tante (4)".

(1) C.-à-d., au Conseil de Brabant à La Haye.

(2) *Chevalier de HARENNE*: *op. cit.*, p. 184, s.

(3) *Syndicat*, p. 40.

(4) *Ibid.*, p. 41, s.

Dans la réponse qui va suivre on verra que l'auteur du Syndicat soupçonne un prêtre d'être l'auteur de l'Information Véritable. Seulement Edmond de Cortenbach oublie, que d'après les déclarations de la douairière, il l'avait harcelée, non-seulement par lui-même et par des parents et des amis, mais aussi par des prêtres, pour la gagner à la transaction que l'on sait. De même il oublie de nommer les auteurs de la fameuse interprétation qui fut donnée à l'accord connu. Enfin, voici la réponse :

„*Ne sutor ultra crepitam!* Momus voulut trouver à redire aux pantouffles de Vénus, n'ayant su donner atteinte aux gracieuses beautés de sa personne.

„Cet esprit ne se souvient plus de sa condition passée, ni de son être. Allez-vous en demander à vos parents, ce que vous étiez, car vous l'avez oublié. Ils vous diront que, lorsque vous étiez encore corporel et point spirituel (1), vos mains étoient destinées pour manier le manche de la charrue ou quelque chose de plus vile et de plus mécanique encores, et que votre père, par sa sueur et le crédit de bonnes gens, vous a mis la plume en la place, non pour mesdire des gens semblables à ceux qui l'ont assisté, mais pour bien dire la vérité.

„Quand il n'y auroit autre preuve de ce que vous n'étiez qu'un roturier, celle-cy suffirait, de vouloir syndiquer et appeler chétif Mandement des actes qui, depuis trois siècles (2), ont été donnés en cette forme de la Maison de Helmond, l'autorité de laquelle je ne veux vous débiter icy.

„Mais il faut que je vous renvoye auprès la Dame Douairière, qui aura encore souvenance des actions dernières de son Seigneur et mari pendant sa vie, quoiqu'elle aye bien peu de souvenance d'exécuter ses dernières volontés. Toutefois ce seroit vous faire trop d'honneur. Il vaut mieux vous renvoyer auprès des sergents (3), gens de votre sorte, qui vous diront qu'ils n'ont pas seulement publié et affiché les défenses de porter des armes et autres de cette nature, de la part du Seigneur de la Rochette, mais que sur ce sujet ils ont fait même prisonniers les plus

(1) Flandricisme : geestelijk, pour prêtre.

(2) C'est cela ! Après le mépris l'infériorité d'origine, la manie d'une descendance imaginaire !

(3) Les gardes-champêtres, les gardes forestiers, les huissiers des cours d'échevins.

huppés de la contrée, et qu'on a procédé criminellement sur les corps et sur les biens des contraventeurs. Les Maret (1) et les Noirrivaux (2) et autres vous donneront tesmoignage de mon dire; et à Oens (3) vous en trouverez encore des gens, qui (y) ont assisté sans doute, et qui (en) ont entièrement connaissance. Et après que vous aurez pleine information du tort que vous avez de médire et de calomnier, avec tant d'impudence, et de juger de choses qui sont au-dessus de vous, vous aurez, à ce qu'on espère, repentance de votre crime, au moins si vous êtes un esprit capable d'en avoir. Mais il est à craindre que non, et qu'il est désespéré. Car la suite de ses discours met en évidence, que c'est un esprit d'orgueil qui tâche à planter la vaine gloire jusque dans une âme même de quatre vint et dix ans, auquel âge cette sorte de semence d'ordinaire ne prend racine.

„Il y a soixante et dix ans que la Dame Douairière est inhabitante de ces Pais, et tout autant qu'elle a porté le nom de Madame Sybille Marie de Plettenberg, aussi bien dans les actes passés par soy que par ses procureurs, agents et facteurs de ces affaires, soit à Bruxelles, à La Haye en Hollande, à Liège et ailleurs, où qu'il a été nécessaire de mettre sa qualité. Et cet esprit extravagant vient de censurer le Seigneur de Helmond de ne luy avoir donné autre qualité! Ne says-tu pas, grand idiot, qu'il y a bien de la différence, si un chevalier parle, ou un pédant comme toi? *Intererit multum, Davusne loquatur an Heros*. Si les procureurs, agents et facteurs et toy plus de vingt fois dans ce libelle infâme l'avez traitée de Dame simplement: après cela, voudrez-vous prétendre, qu'une personne de condition si relevée et qui, pour le plus, ne la doit traiter qu'en égale, luy donne quelque chose de plus que ne luy appartient, et ce dans un acte sérieux, auquel la civilité, ou bien la flatterie ne doivent trouver aucune place (4). Si peut-être, depuis et pour la prise de la

(1) Pierre des Marets, échevin de Fléron et lieutenant-gouverneur de Franchimont, emprisonné à La Rochette, en 1627. V. *Chevalier de HARENNE*, *op. cit.* p. 164.

(2) Sébastien de Noirrivaux, greffier à la Cour de Fléron, emprisonné à La Rochette en 1623. V. *Ibid.*, p. 157, s. s.

(3) Olne.

(4) L'acte sérieux, c'est le placard du 12 juin 1660. Edmond de Cortenbach s'y intitulait aron, quoiqu'il n'eût pas de droit à ce titre.

Rochette, Madame la Douairière a reçu quelque diplôme de Baronne, (car auparavant il a été inconnu), il falloit au moins nous en donner l'advertance de bonne manière, afin de nous (y) conformer, et point le publier par un libelle diffamatoire et injurieux, qui ne mérite point de foy, et par conséquent n'attirera pas plus de croyance que les autres fourberies, qui s'y trouvent à suffisance (1)."

Les Hollandais n'eurent pas plus de succès avec une démonstration militaire contre La Rochette, qu'Edmond de Cortenbach n'en avait eu avec son placard.

Vers la mi-juillet 1669 trois cents hommes d'infanterie et quatre-vingts hommes de cavalerie, suivis de deux huissiers, se rendirent de Maestricht à La Rochette, mais voyant qu'ils y avaient été devancés par des soldats liégeois, ils rebroussèrent chemin.

La paix n'en fut pas troublée. Le prince-évêque se hâta d'écrire aux Etats-Généraux, que ses envoyés partiraient le 25 de ce mois pour La Haye (2).

Entretemps la garnison liégeoise resta provisoirement à La Rochette.

Les Etats-Généraux, ayant appris que la douairière séjournait à Liège, demandèrent son extradition auprès du prince-évêque; mais celui-ci y fit la sourde oreille.

Toutes ces émotions avaient enfin ébranlé la forte constitution de la douairière. Sentant approcher sa fin, elle consigna ses volontés dernières.

Elle n'avait pas eu à se louer des héritiers de feu son mari. Avait-elle de proches héritiers au comté de La Marck? On n'en voit pas de traces dans les papiers des procès.

Eclairée enfin sur les torts immenses que feu son mari avait causés à la principauté de Liège, à la suite de son procès contre la vente, faite le 23 avril 1626, par le comte de Bucquoy, et se croyant déliée du contrat du 4 décembre 1659, elle céda, par acte de donation du 24 juillet 1669, „à son Altesse sér^{me} de Liège et à son église l'usufruit de tout droict, luy appartenant à titre de la vouerie de Fléron, et aux doyen et chapitre de la cathédrale de

(1) *Le Syndicat*, p. 43, s. 8

(2) L. SYLVIVS: *loc. cit.*, p. 49.

Liège le douaire, luy compétant par son traité de mariage et autres parties, par scédule embas du présent insérées, à charge de faire célébrer chasque année à la cathédrale une messe solemnelle, pour le repos de l'âme de feu son mari et de la sienne, au jour qu'il plaira à Dieu de l'appeler à soy (1)."

Cet acte resta secret, tant que la douairière vécut.

Le 9 octobre 1669 les envoyés du prince-évêque et des Etats-Généraux conclurent l'accord provisoire suivant: pendant les deux premiers mois qui suivront, après cette signature, les deux partis (c.-à-d. le prince-évêque et les Etats-Généraux) tâcheront de s'arranger à l'amiable sur la question de souveraineté, au sujet de La Rochette. Dans le mois le prince-évêque retirera ses gens de guerre du château; les Etats-Généraux s'obligent également à n'y point envoyer de soldats. Si pendant ces deux mois les deux partis ne parviennent pas à s'arranger, un mois après ce terme ils nommeront des arbitres. Entretiens on n'entreprendra rien, de part et d'autre, qui puisse préjudicier, soit aux droits de l'Empire, soit à ceux du prince-évêque, soit à ceux des Etats-Généraux, en la terre de La Rochette, et le prince-évêque restera en possession paisible „des minéraux et tous autres (2)" jusqu'à la décision des arbitres (3).

Sylvius (4) confond donc la suzeraineté avec la souveraineté, quand il avance, que dans cet accord préliminaire la souveraineté des Etats-Généraux sur la seigneurie de La Rochette resta hors de conteste. Au contraire, par cet accord on voulait, avant tout, examiner la question de souveraineté. Dans la suite on verra que les Etats Généraux n'avaient non plus voulu, par cet accord, enrayer l'action du Conseil de Brabant à La Haye.

Ici encore il est nécessaire de se rappeler l'état de la question.

La terre de Fléron appartenait à l'Empire. Le chapitre de N.-D. à Aix-la-Chapelle y possédait les droits seigneuriaux et souverains. De son côté, Jean de Ruysschenberg prétendait, que le chapitre en était, tout au plus, seigneur foncier, qu'en cette qualité

(1) *Pièces justificatives*, n°. 6.

(2) Sur les procès „en matière de houillerie et minéraux" V. la fin du § 4.

(3) LOUVREX, tome IV, p. 181, s.

(4) *Loco cit.*, p. 61.

les Bucquoy lui avaient succédé, tandis que les droits souverains appartenaient au roi d'Espagne, duc de Brabant, comte de Daelhem.

Or, le roi d'Espagne, comme duc de Brabant et comte de Daelhem, n'avait pas reconnu la vente de la terre de Fléron, faite par le jeune Bucquoy au prince-évêque et aux Etats de Liège. Ceux-ci n'en étaient donc pas même seigneur foncier, aux yeux de Jean de Ruysschenberg et à l'avis du Conseil de Brabant à Bruxelles.

Nous ne savons rien des relations politiques entre la douairière de La Rochette et le prince-évêque de Liège, depuis 1638 jusqu'à 1659, si ce n'est, qu'elle ne poursuivait pas les procès sur l'avouerie; mais ce qui est certain, c'est qu'Edmond de Cortenbach niait, lui aussi, tout droit du prince-évêque et des Etats de Liège sur la terre de Fléron.

La seigneurie de La Rochette appartenait également à l'Empire, mais était en même temps fief externe du comté de Daelhem.

De ce lien personnel entre le seigneur de La Rochette et le comte de Daelhem, on avait conclu à la sujétion de La Rochette à la souveraineté du comte de Daelhem; et comme la charge d'avoué était inféodée à La Rochette, on en avait conclu, que l'avouerie de Fléron n'était qu'une dépendance de La Rochette, et qu'ainsi ce territoire appartenait également à la souveraineté de Daelhem.

Le Conseil de Brabant à Bruxelles avait fait sienne cette erreur, mais avait aussi transmis, de droit, toutes ses usurpations de souveraineté au Conseil de Brabant à La Haye, ou plutôt aux Etats-Généraux, en vertu du traité de partage des pays d'Outre-Meuse.

La diplomatie avait donc, à bon droit, écarté l'ingérence du gouvernement de Bruxelles, dans l'accord provisoire du 9 octobre 1669. La question de la souveraineté sur La Rochette et sur le territoire de l'avouerie devait dorénavant être réglée entre les Etats-Généraux et l'Empire; et, à défaut d'ingérence directe de l'Empereur, entre les Etats-Généraux et le possesseur des droits seigneuriaux dans l'avouerie.

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, il est nécessaire de ne pas confondre les négociations diplomatiques entre le gouvernement de Liège et celui de La Haye avec les agissements des deux Conseils de Brabant.

Enfin, les premiers mois s'écoulèrent, et l'accord préliminaire n'aboutit pas, si ce n'est que les soldats liégeois évacuèrent La Rochette. Après leur départ, le château fut de nouveau gardé par les habitants de la seigneurie et de l'avouerie.

Le 26 janvier 1670 la douairière Sibille-Marie de Plettenberg de Schwartzenberg décéda en la ville de Liège.

Le 4 février suivant Edmond de Cortenbach obtint du Conseil de Brabant à La Haye un nouveau mandement en maintenue. Armé de cette pièce, et prétendant que la donation de la douairière ne formait qu'une action personnelle entre lui et les donateurs, il envoya ses domestiques, pour prendre possession du château de La Rochette, mais ils furent repoussés par les factionnaires.

Le 14 de ce mois le Conseil de Brabant à La Haye renouvela ce mandement, et par sentence du même jour il mit l'arrêt sur tous les biens, que le prince-évêque et le chapitre de la cathédrale de Liège possédaient dans les limites de la République des Provinces-Unies. Les revenus de ces biens devaient servir à dédommager Edmond de Cortenbach.

Que faisait entretemps le Conseil de Brabant à Bruxelles?

Le 15 février 1669 (1) le Conseil de Brabant à La Haye avait proposé à celui de Bruxelles de suspendre les procédures, de part et d'autre, jusqu'après examen approfondi du différent; mais celui-ci n'y fit pas même de réponse.

Impatientés par ce silence, les Etats-Généraux s'étaient de nouveau directement mêlés de l'affaire. Ils avaient député deux des leurs, pour s'aboucher avec l'ambassadeur d'Espagne à La Haye, don Esteban de Gamarra, le même qui avait négocié le Traité de Partage de 1661. Celui-ci en avait référé au marquis de Castel Rodrigo, le gouverneur-général des Pays-Bas espagnols. Mais toutes ces démarches étaient restées infructueuses.

Survint l'accord provisoire du 9 octobre de cette année.

Les Etats-Généraux donnèrent alors ordre à leurs deux députés extraordinaires à Bruxelles, van der Tocht et Vrybergen, d'ob-

(1) Pendant, ou peu après la première occupation du château de La Rochette, par les troupes liégeoises.

Les détails suivants sont tirés de la brochure, intitulée: *Deductie concernerende de differen- en van la Rochette*, V. *Avant-Propos*.

tenir du nouveau gouverneur, le connétable de Castille, don Inigo de Velasco, que le Conseil de Brabant à Bruxelles se conformât à l'accord provisoire, précité.

Après de nouvelles démarches de la part des députés extraordinaires, le gouverneur-général, par décret du 24 avril 1670, enjoignit au chancelier du Conseil de Brabant à Bruxelles de surseoir la procédure.

A la demande du chancelier de Liège ce Conseil n'en autorisa pas moins, quelques jours après, la vente des biens meubles d'Edmond de Cortenbach; cette vente se fit à Liège, au mois d'août suivant, par ordre du chancelier en cette ville.

C'était une grande faute de la part du chancelier. Par là il reconnut la juridiction du Conseil de Brabant à Bruxelles sur La Rochette et par conséquent sur l'avouerie. Or, si cette juridiction avait jamais existé de droit, elle aurait été transmise aux Etats-Généraux, en vertu du traité de Partage.

Par résolution du 21 mai 1670, les Etats-Généraux chargèrent leurs députés extraordinaires à Bruxelles, de faire comprendre au gouverneur, que force leur serait de faire des repréailles, si on ne mettait un frein aux empiètements de ceux de Liège, dans le domaine de La Rochette, vu que ces empiètements se faisaient en vertu de sentences d'une cour incompétente, le Conseil de Brabant à Bruxelles.

Par résolution du 7 juin suivant les Etats-Généraux précisèrent leur menace du 21 mai dernier, et cette fois-ci ils la formulèrent d'après un *jus gentium* d'invention récente, en ordonnant à leurs députés à Bruxelles d'avertir les abbés et prélats du Brabant espagnol, que leurs biens, situés sous le ressort des Etats-Généraux, seraient séquestrés, au cas qu'on ne supendît pas à Liège les exécutions contre le Seigneur de Helmond, exécutions autorisées par une cour incompétente.

Les députés retournèrent bientôt à La Haye, sans avoir obtenu une concession quelconque de la part du Conseil de Brabant à Bruxelles.

Le 21 juin 1670 le chancelier de Liverlo, à Liège, défendit aux habitants de l'avouerie de payer quoique ce fût à Edmond de Cortenbach.

Un mois après, les Etats-Généraux chargèrent Sasburg, leur

résident à Bruxelles, de se mettre en communication, au sujet du territoire contesté, avec le nouveau gouverneur, le comte de Montérey. A la suite de ces pourparlers les deux Conseils de Brabant nommèrent des commissaires; mais ceux-ci ne parvinrent pas à un accord.

Les deux Conseils reprirent alors la procédure, chacun à sa manière.

Par sentence du 19 décembre 1670, le Conseil de Brabant à La Haye rejeta l'exception d'incompétence, objectée par ceux de Liège, et remit le seigneur de Helmond dans les conditions du contrat provisoire du 9 octobre 1669.

Ceux de Liège protestèrent; cependant ils auraient dû objecter la même exception d'incompétence contre le Conseil de Brabant à Bruxelles, au lieu de reconnaître la juridiction de cette cour de justice sur La Rochette.

Pendant que chacun des deux Conseils de Brabant faisait des siennes, la diplomatie, qui était parvenue à conclure l'accord provisoire du 9 octobre 1669, avait repris son œuvre, pour aboutir enfin à la *transaction définitive entre le prince-évêque et les Etats-Généraux, au sujet de la Seigneurie de la Rochette*, le 18 août 1671. En voici les conditions:

La seigneurie de La Rochette reste un fief *externe* de Daelhem et devra être relevée, comme auparavant, par devant les Etats-Généraux, les successeurs du duc de Brabant, comte de Daelhem (1).

Les Etats-Généraux cèdent au prince-évêque et aux Etats de Liège „la souveraineté et tous les autres droits, qui pourraient leur appartenir sur la maison, chateau et biens de La Rochette, pour demeurer icelle souveraineté et tous les autres droits, qui en dépendent, propres à l'Empire, avec ainsy et comme est la Terre de Fléron, dite l'Advouerie de Notre Dame d'Aix-la-Chapelle, acquise à sadite Altesse et à son Estat de Liège.”

Par contre, le prince-évêque, le chapitre et les Etats de Liège cèdent aux Etats-Généraux la souveraineté sur le village de Lith (2), dans le Brabant hollandais.

(1) C'était rétablir l'état de choses, comme le recès d'Augsbourg, en date du 26 juin 1548, l'avait créé.

(2) Les Etats Généraux s'étaient déjà emparés de Lith, depuis 1658; V. J. DARIS: *Hist. du Dioc. et de la Princip. de Liège au XVII^{me} siècle*, tome II, p. 37.

L'affaire entre le chapitre cathédral de Liège, comme donataire de feu la douairière Sibille-Marie de Plettenberg, et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond, sera aplanie de la manière suivante :

les sentences et autres mesures, rendues et prises à Bruxelles, ou à La Haye, sont cassées et abolies ;

les deux parties enverront dans le mois leur *intendit* aux Commissaires-Instructeurs à Maestricht ;

les Etats-Généraux et le prince-évêque ainsique le chapitre cathédral de Liège nommeront, de part et d'autre, deux ou trois arbitres ;

si les arbitres ne tombent pas d'accord, les deux hautes parties contractantes nommeront un „surarbitre.”

„Le seigneur de Helmont entrera en la possession et libre jouissance de La Rochette et des biens qui en dépendent, dès le jour de la ratification du présent traité.

„Le seigneur de Helmond, prenant de son Altesse l'investiture de l'avouerie de la terre de Fléron, et lui faisant le serment de fidélité, ainsi et comme feu le seigneur Jean de Ruyschenberg l'a faite au comte de Bucquoy, en l'an 1623, le 3 de mars, et ses devanciers aux doyen et chapitre d'Aix, son Altesse, qui le représente avec son Etat de Liège, lui remettant toute caducité, l'investira de la dite avouerie, afin qu'il jouisse des émoluments d'icelle, sans aucun trouble (1).”

„Le chapitre approuva la convention, le 25 septembre et le 12 octobre, malgré l'opposition de quelques chanoines ; ceux-ci objectaient qu'il fallait l'autorisation du Saint-Siège pour aliéner un bien ecclésiastique, que la compensation donnée par les Provinces-Unies n'en était pas une, que l'échange était préjudiciable à la religion des habitants, et enfin que Lith avait été donné à la cathédrale en expiation du martyre de Saint Lambert. Le chapitre y conserva cependant tous ses biens et rentes (2).”

Sylvius (3) dit, que „les envoyés du prince-évêque furent fort

(1) LOUVREX : IV, p. 184. J. DARIS : *Hist. du Dioc. et de la Princip. de Liège pendant le XVII^e siècle*, t. II, p. 50.

(2) *Ibid.*

(3) *Op. cit.*, p. 164.

remerciés et récompensés, pour avoir rempli leur devoir, avec tant de succès, au plus grand bien de leur maître.”

Une rare fois le Conseil de Brabant à Bruxelles eut encore des vellétés de juridiction sur la seigneurie de La Rochette (1).”

Il paraît qu’Edmond de Cortenbach ne put jamais se résigner à recevoir l’investiture d’avoué du prince-évêque de Liège.

Il mourut vers 1682. De son mariage avec la princesse Cécile-Isabelle de Gonzague de Mantoue il lui restait une fille, Isabelle-Félicité, mariée le 17 avril 1687, dans la chapelle du château d’Ahin, à Albert-Joseph comte d’Arberg de Valengin et du St-Empire, seigneur d’Elsloo, Ottignies, Ahin etc. Celui-ci fit le relief de l’avouerie de Fléron, au nom de sa dame, et prêta le serment de fidélité au prince-évêque, le 18 août 1690 (2).

Le procès entre le chapitre cathédral et les seigneurs de Helmond était encore indécis en 1740. Les arbitres n’étaient jamais d’accord. A différentes reprises les Commissaires-Instructeurs soumièrent le différent aux Commissaires-Déciseurs, mais ces derniers différaient leur sentence d’une année à l’autre.

La difficulté principale que firent les arbitres des seigneurs de Helmond (3) se trouve déjà formulée dans le Syndicat, p. 5 et 6 :

„Par convenance de mariage entre le Segneur Adolph Baron de Cortenbach et Philippotte de Ruyschenberg, en date du 5 janvier 1582, on a mis pour assurance de la dot promise en ce mariage, hypothèque et gage, la Segneurie de la Rochette, avec appendances et dépendances, hauteurs et juridictions, et tous autres revenus annuels, sans aucune réserve, avec condition expresse, „„qu’en cas on demeure en faute de payer la dot susdite, la Segneurie de la Rochette susdite se pourra saisir et être tenue jusques à l’entière satisfaction du promis.””

„Ores, en vertu de cet article il étoit permis à la Maison de Helmondt de se mettre en possession de la segneurie de Rochette,

(1) LOUVREX : IV, p. 267—269.

(2) LOUVREX : *Op. cit.*, p. 185, s.

(3) Des réponses qu’y firent les arbitres du Chapitre il ne se trouve que fort peu dans les dossiers de procédure. Déjà le jurisconsulte Wynants avait qualifié ces exceptions des seigneurs de Helmond de frivoles et non fondées, par devant le Conseil de Brabant à Bruxelles, du vivant de la douairière de Plettenberg.

parce qu'il reste 20,200 livres à payer des arriérés, au-dessus des 4500 livres de l'augmentation de la dot, avec les intérêts, voire même du vivant du seigneur de la Rochette défunct.

„Le même contrat porte „la renontiation limitée sur les biens des trois premiers frères, quittant le monde, avec réserve des autres trois, car il y avoit alors six en nombre vivants;” par ainsi, la succession de deux, des trois derniers, fut égale à celle du seigneur de La Rochette, et par conséquent il ne pouvoit disposer, ni par contrat de mariage, ni par testament, de cette part qui est la tierce part du tout, laquelle ne luy appartenoit point, et ne la tenoit que par souffrance, parce qu'il n'avoit point d'enfans, et que tout son bien devoit d'obligation succéder à la Maison de Helmond, non seulement par le cours ordinaire des successions collatérales, mais par un fidéicommis, inséré bien expressément dans les convenances de mariage susdites, en ces termes : „En cas que le dernier vivant des frères vient à mourir sans enfans, qu'alors tous ces biens succéderaient à Philippotte susdite, Dame de Helmond, et ses hoirs.”

„C'est icy le fondement des prétentions de la Maison de Helmond et la source des différends, émus avec la Dame Sibille Marie de Plettenberg, Douairière de la Rochette. Car, comme représentant le seigneur de la Rochette, son mari, elle étoit obligée de satisfaire le restant de la dot et l'augmentation d'icelle, aussi de liquider avec les héritiers le partage des deux frères, derniers vivants, ne pouvant prétendre douaire de leur part, déjà échu à la Maison de Helmond, qui étoit plus que la tierce du total, ou, au moins, de satisfaire ponctuellement au testament de son seigneur et mari, lequel la dite Dame a signé et confirmé de sa propre main.”

De la part des seigneurs de Helmond les arbitres vinrent toujours aussi à la rescousse avec l'objection suivante contre le contrat de mariage de Jean de Ruysschenberg et Sibille Marie de Plettenberg, du 10 février 1602, et déjà ainsi formulée dans le Syndicat, p. 7 et 8 :

„Dans ce projet de convenances — car autre qualité ne leur appartient pas — il est dit en termes exprès, que les frères et soeur, avec la mère, qui étoit douairière héréditaire de la Rochette, ont ratifié les susdites convenances, comme il étoit du tout nécessaire,

pour leur donner quelque force; mais il ne s'y trouve aucune marque, sinon des mariés et de Henri de Ruysschenberch, chanoine de Liège, (laquelle marque est) fort suspecte; car la Damoiselle Sibille-Marie de Plettenberg étoit alors de religion protestante luthérienne, et les frères du Sr de la Rochette d'Eglise, l'un chevalier de l'Ordre teutonique et l'autre chanoine, de manière qu'il y a peu d'apparence de leur consentement, et tout aussi peu qu'ils auroient été présents à la signature, et moins encore de l'avoir signé eux-mêmes. Mais même, que toutes les formalités requises eussent été observées, et que ce contrat mutilé et défectueux seroit valide, si ne pourrait-il en rien préjudicier à l'antérieur de l'an 1582, fait en faveur de la Maison de Helmondt, par lequel le bien de la Rochette est constitué gage pour la dot, et la succession des deux frères est réservée, et les biens sont rendus fideicommiss, comme ci-dessus il a été démontré plus amplement; et quand même il n'y auroit point de contract, si n'y a-t-il aucune loi, qui défende à une sœur la succession de ses frères."

En 1699 le comte Albert-Joseph d'Arberg écrivit aux arbitres de bien vouloir faire attention, entre autres, aux points suivants:

„que la douairière Plettenberg étoit obligée de payer les dettes de son mari;

„que celui-cy étoit redevable à feu Edmond de Cortenbach, baron de Helmondt, au regard de la dot des parents, de 30,000 fl. bb.;

„que le mari a vendu pendant son mariage avec la Dame cédante une rente de 29 muids d'épautre, pour la somme de 2966 rixdalers;

„une prairie pour 462 fl. bb.;

„une rente de 2000 fl. du Rhin, de Franfort, pour 2800 écus;

„une rente de 260 rixdalers pour 5200 écus;

„la terre de Holtorf, pour une grosse somme d'argent;

„que la Douairière devoit toutes ces sommes au seigneur de Helmondt.

„que le chapitre cathédral lui doit, pour les corvées, chapons et autres droits dans l'avouerie, depuis l'an 1670, et par ainsy pour 28 ans, la somme de 50,400 fl., monnaie de Liège, et le tiers des amendes depuis 1670 jusques 1683, estimé à 100 fl. l'an, fait 1300 fl.;

„De même les rentes et revenus de La Rochette, depuis que ceux de Liège sont entrés par force dans le château."

Le chapitre cathédral fit répondre en 1701 aux Commissaires-Instructeurs „que pendant l'occupation de La Rochette par les troupes liégeoises il n'avait rien reçu des biens de La Rochette, mais que vers ce temps il avait subi de grandes pertes, par les arrêts dont Edmond de Cortenbach avait frappé tous les biens du chapitre, situés sous le ressort des Etats-Généraux :

„Que le chapitre avait droit aux revenus de La Rochette, perçus pendant neuf ans par Edmond de Cortenbach, et évalués par celui-ci à 2000 à 3000 rixdalers par an, dans une estimation, présentée par luy, en 1662, au Conseil de Brabant à Bruxelles.”

Aux détails ci-dessus relatés se bornent nos renseignements sur le procès en question.

Pour compléter l'histoire de Jean de Ruyschenberg, il reste encore à résumer un épilogue de ses dispositions testamentaires.

Dans le contrat de mariage, passé à Setterich le 15 février 1628, entre Alexandre de Cortenbach et Anne-Marie de Ruyschenberg, le colonel Jean de Ruyschenberg, seigneur de La Rochette, avait fait insérer, entre autres que, si de ce mariage il ne naîtrait que des filles, les parents pourraient déterminer la somme à payer à ces filles par les enfants, nés du premier mariage d'Alexandre de Cortenbach. Cette somme serait affectée, jusqu'à remboursement, sur l'héritage, qui écherrait à Alexandre de Cortenbach, après la mort et de la part de Jean de Ruyschenberg. Peu après, celui-ci avait fait la même stipulation dans son testament.

De son premier mariage Alexandre de Cortenbach ne laissa qu'un héritier, Edmond. Celui-ci n'avait qu'une fille, mariée, après la mort du père, à Albert-Joseph d'Arberg.

Alexandre de Cortenbach laissa de son second mariage trois filles : Marie-Agnès, Marie-Françoise et Anne-Marie, mariées respectivement à Ludger de Winckelhausen (1), à Henri-Guillaume de Leerodt et à Jean-Edmond de Walpot.

Entre Albert-Joseph d'Arberg et les descendants et représentants des trois tantes de sa femme il se fit un accord, qui fut sanctionné par une condamnation volontaire du 2 juillet 1705, par devant le Conseil de Brabant à La Haye. La sentence fait men-

(1) Seigneur de Meerloo—Tienray. V. M. J. JANSSEN : *Publ. etc. du Duché de Limb.*, t. XXXII, p. 233.

tion de divers procès, qui avaient roulé, entre les deux parties, sur le testament d'Alexandre de Cortenbach, sur celui du colonel Adrien de Cortenbach et sur celui de Jean de Ruyschenberg et de Sibille-Marie de Plettenberg.

En vertu de cette sentence Albert-Joseph d'Arberg dut payer aux représentants de ses trois tantes la somme globale de 48,000 rixdalers de Hollande, le rixdaler à deux florins, dix sous.

Dans la même sentence il lui fut octroyé la permission de percevoir l'amortisation de ces censes de la seigneurie de Helmond, qui avaient servi de caution, pendant le procès.

Le six octobre de la même année le Conseil de Brabant à La Haye, faisant fonction de Cour féodale pour le Brabant et pour les Pays d'Outre-Meuse, lui donna octroi de pouvoir vendre, ou hypothéquer ses biens, situés au Brabant hollandais, ou sous la cour féodale de Daelhem, dans la partie hollandaise du Partage, „et tout cela seulement, pour autant que cela concerne le droit des Hauts et Puissants Seigneurs les Etats-Généraux, comme représentant le duc de Brabant.”

Le 11 août 1706 Albert-Joseph d'Arberg obtint un octroi analogue du Conseil de Brabant à Bruxelles, au sujet de la cense de „Snawenbergh,” sous Fouron-le-Comte.

Probablement pour rassurer ses créanciers, Albert-Joseph d'Arberg s'était fait donner, le 1 janvier 1706, une déclaration de la justice de Helmond, attestant que cette seigneurie ne formait pas de fidéicommiss (1).

(1) *Pièces justificatives*, n°. 7.

TABLE GÉNÉALOGIQUE.

Guillaume de Ruysschenberg × Marie-Marguerite de Gulpen.		Philippe de Ruysschenberg × Adolphe de Cortenbach.		Jean de Ruysschenberg × Sibille-Marie de Plettenberg.	
1 ^{ères} noccs d'Adolphine de Cortenbach.	} Adolphine de Cortenbach × Jean-Guillaume de Hatzfeldt.	} Alexandre de Cortenbach × Marie de Vehlen.	}	}	}
	} Secondes noccs d'Adolphine de Cortenbach × Jean-Adam de Flantz.	} Secondes noccs d'Alexandre de Cortenbach × Anne-Marie de Ruysschenberg, veuve Wittenhorst.	}	}	}
Guillaume-Henri de Hatzfeldt, Jean de Hatzfeldt. Les Hatzfeldt de- vinrent, dans la suite, seigneurs de Meer- loo—Tienray.		Gauthier-François de Hoensbroeck, seigneur de Geulle.		Isabelle-Félicité de Cortenbach × Albert-Joseph d'Arberg de Valengin, seigneur d'Elsloo.	
Anne-Marie de Ruysschenberg, avec veuve Wittenhorst.		Marie-Agnès × Ludger de Winckelhausen, seigneur de Meerloo-Tienray.		Marie-Françoise × Henri-Guillaume de Leerodt.	
d'Alexandre de Cortenbach, marié, en secondes noccs, avec veuve Wittenhorst.		Anne-Marie × Philippe-Christophe de Loë de Wissen, seigneur de Mheer.		Anne-Marie × Jean-Edmond de Walpot.	
Descendance				Philippe-Guillaume de Walpot, seigneur de Königsfeldt et de Kessenich, + avant 1705.	

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

1.

Codicille de Jean de Ruyschenberg et de Sibille-Marie de Plettenberg.

— 19 Octobre 1637. —

(Original, sur papier).

Nous Jean de Ruyschembergh, Seigneur de La Rochette, Overbach, Oelne etc., Hault et Héréditaire Vowé de Fléron, Maréchal héréditaire de la duché de Limborg, Colonel etc. Comme ainsy il soit que le bon Dieu Nous a laissé veoir nos plus vieux jours, en eage que sommes de huictante quatre ans, et toutesfois, (grâces infinies au mesme bon Dieu), en bon sens et jugement, ayant par charges louables servy les empereurs et Roy, prédécesseurs du Roy nostre Syre, et parmy ce, souffert en toutes occasions souffrantes (1) plussieurs paines et travaulx, et nous engagé, avecque grande partie de nos biens pour leur Service, voires pour le maintien de la jurisdiction du Roy, comme Ducque de Brabant, et la nostre, dans la terre et Vowerye de Fléron, enduré force de ruses et coustagieux procès contre plusieurs et diverses fortes parties, et pour légitime et juridicque défense, y employé tant du nostre que du particulier de Madame Sybilla Maria de Plettenbergh zùm Schwartenberch, Nostre très chère espeuse, bien quatre vingt mille florins, sans que Nous puissions jusques à oers veoir fruct ou exécution des sentences optenues, et moings la fin, ou repos, au regard desdits procès et affaires, tel que lesdits nos vieux jours bien requirrent. L'unicq hoir de nostre corps, Egmont de Ruissembergh, engendré avecque nostre dicte espeuse, estant trespasé, et n'ayant aultre que Monsieur Alexandre Baron de Cortenbach, Seigneur de Helmont et ses enffans, avecque les

(1) S'offrant.

enffans de feux Monsieur Guilheume de Haetzfeldt, de son vivant, Seigneur de Wysviller, procréés avecque Dame Adolpha de Cortenbach, nostre Niepce, comme les plus proches de sang, et par ainsy les plus habille à succéder, mesme en vertu de fidéicommis, par nos prédécesseurs ordonné, et des conditions et devises pourparlées et stipulées, par diverse contracts et convenances de mariage: Sy avions, passé quelques ans, usant l'octroyé sur ce optenu, fait nostre testament, présent le pasteur de Bermen, Sire Nicollas Clocker, et tesmoings, en date du vingte troiziesme de féburier, mil siex cent vingte huict, par lequel avions dénommé et institué lesdits Seigneur de Helmont et ses enffans, et lesdits Dame Adolpha de Cortenbach et les enffans de Wysviller, Nos héritiers, chascun selon les parts et portions, y plus amplement mentionnées; leurs ayants ensuicte, et pour plus ferme corroboration de ce, *titulo donatio-nis, aut mortis causa*, cédé et transporté, pardevant justices et loix compétentes, lesdites parts et portions, selon les acts en estans, lesquels par meure délibération et constante volonté avons confirmé et laudé, laudons et confirmons, par cestes, en tous leurs points, avecque le dit Nostre Testament, comme sy leur contenu fust icy inserré, par lequel testament, avons laissé à Sr licentié Joossé de Kerckhoven, ou bien à sa femme Constantia de Ruijschenbergh, mille Rixdallers une fois, par forme de légat. Mais comme iceulx mary et femme, en lieu de nous porter convenable respect et bienveillance et de chercher nostre repos en nostres vieux jours et le promouvoir à possible, pour les bienfaits, de nous et de feuë Madame Anna de Ruyssemberch, de son vivant, Abesse de Ruremonde, receus; entre aultre, en ce qu'avons agnu ou accepté icelle Constantia pour notre fille naturelle ou bastarde, et la tenu et nourry en nostre maison, aussy la collocqué en mariage avecque ledit Kerchoven, à présent Conseiller du Roy, et la doté honorablement avecque deux mille Phlippes, oultre ses accoustremens, meubles et ledit légat, doté telle que plussieurs nobles ne donnent plus grande à leurs filles légitimes en ce pays et en celluy de Jullers. Item que pour optenir par ledit Kerchoven ledit estat de Conseiller au pays de Gueldres, nous avons escript à son Altesse la Sér^{me} Isabelle Infante, de glorieuse mémoire, et aux principaux ministres, en suppliant que ledit estat, lors vacquant, luy pourroit estre conféré, pour mercède et en récompense de nos services: icelluy Kerchoven,

avecque sadicte femme toutes fois, dès quelcques ans encha, n'ont butté à aultre, ainsy qu'esprovions, non sans grand regret, par les malheureux succès, que de nous affliger, en ces nos vieulx jours, par procès et procédures, tantoest pour ses prétendues exorbitantes vacations et journées à La Haye et à Bruxelles, faits ausquels il s'est ingéré, et lesquels il a fait monter, pour l'espace de huict à neuff mois, à sept ou huict mille florins, tantost pour avoir augmentation de sadite dote, auquelle il a esté déclaré non fondé, ny recevable, par sentence de la Cour Souveraine de Brabant; et depuis, afin de prendre alimentation pour ses enfans, et par tels procès, vexations et procédures aultres, s'estant, pour plus augmenter ses prétendues vacations à notre charge, tant oublié que d'affirmer, par serement formel, fait en Cour, journées qu'il at aussy porté et affirmé, par serment, à charges des aultres parties, et de faire parainsy pour une et la mesme choese sermens faulx au contraire, sellon les acts en estants, (*absit injuria* et Dieu luy en pardonne,) que mesme il s'est laissé employer à sollicitter le déplacement de ladicte dame Anna de Ruyszenberch, nostre sœur, (que Dieu ayet en gloire,) de son estat d'Abbesse, sur raisons faulses ou sinistres, avecque irréparable intérêt et despect d'elle et de nous, et de tous ceulx qui sont de nostre nom, famille et alliance: Sy avons, pour tels et plusieurs aultres indignités et ingrattitudes, nous mouvantes, révoqué, abolly et cassé ledit légat de mille Rixdaller à son proffit, ou des siens, fait et laissé par ledit nostre testament, comme le révocquons et cassons par ceste, déclarant lesdits Kerchoven et Constance indigne et inhabils, voires les privant et excluant de ce et de tout. Et quant ce que luy, ou sadicte femme, avecque les siens, pourroient oncques prétendre dudit légat ens ou de Nos biens, meubles ou imeubles, par quel droix, tiltre, ou couleur de droix que ce soit, sy voullons qu'à tel effect ceste serve de nostre codicil, ou d'aultre nostre dernière volonté avecque ledit testament, auquel, pour auttant et non plus avant, avons dérogué, demeurants toutes aultres clauses et points d'icelluy en leur force et vigueur. En vérité et corroboration de quoy avons par nostre propre main signé et de nos armes cachetté la présente. Fait à la Rochette, le diex neuffième d'octobre mil siex cents trente sept.

(Signé) *Jehan de Ruissenbergh.*

(1). (Signé) *Sibilla Maria de Plettenberch.*

(*Endossement:*) A ce jourd'luy 19^e du mois d'octobre 1637 est comparu pardevant nous Jehan Hardy et Niset Mathy, eschevins d'Oelne, et moy Adam Hannot, comme greffier dudit Oelne, que comme notaire de brabant, et lesdits eschevins comme tesmoings, en propre personne, Très noble et Généreux S^r Messire Jean de Ruissenberg, S^r de la Rochet etc., liquel treuvant en fort bon sens et jugement et en bonne disposition selon son eage, nous a dit et déclaré, que cy dedans, au blancq de ceste, est contenu et escript certain son codicille ou dernière volonté, laquelle il veult et ordonne qu'en tous ses points soit observé et exécuté, comme il at icelluy codicil soubsigné et cachetté de sa main et armoiries propres. En vérité de quoy nous a ledit S^r comparant requis de luy en bailler acte pour valider à luy et ses successeurs ou hérithiers, soit comme pardevant justice, ou comme pardevant notaire et tesmoings fait, sy avons veu et ledit S^r comparant a soubsigné aussy la présente sienne déclaration avecq nous. Fait à la Rochette, le jour, mois et l'an que dessus.

(2). (Signé) *Johan von Ruissenbergh.*

(Signé) *Jehan Hardy.* (Signé) *Niset Mathy.*

Et moi *Adam Hannot*, comme greffier de ladicte Courte d'Oelne, et aultrement comme notaire de bb, sur cecy avecq lesdits comme eschevins, et au besoing, comme tesmoings requis, *subscriptus.*

(3).

2.

Protestation de Sibille-Marie de Plettenberg contre le testament de Jean de Ruysschenberg.

— 12 Sept. 1640. —

(Copie, et probablement traduction de l'allemand.)

En l'an de notre Seigneur 1640, au 12^e jour du mois de septembre, est comparue pardevant moy Notaire et des tesmoings

(1) et (2) place du cachet de Jean de Ruysschenberg: d'argent à trois corbeaux de sable, tournées à droite et posées en fasce, sur une fasce de sable, sur le casque couronné un levrier d'argent, à sinistre, au collier de sable.

(3) Place du cachet du notaire Adam Hannot.

embas dénommez, noble et généreuse Dame, Madame Sibille-Marie de Plettenbergh, vefve de feu noble et généreux Jehan de Ruyssembergh, d'heureuse mémoire, en son temps seigneur de la Rochette, Olne etc., at assuré et déclaré, comme par cette elle assure et déclare, qu'elle se veut tenir à la tenure et contenu des convenances de son mariage, lesquelle elle déclarante et le susdit seigneur de Rochette, en l'an 1602, au 20^e jour (1) du mois de février, en présence de ambedeux parties et plus prochains amis, sont arrestez et conclus, et des ambedeux parties, comme aussy des plus prochains amis, ont été soubsignez, à la coustume et usance du Pays, pour autant que les mesmes convenances n'y contreviennent point, et que nullement elle se veut soubmettre à un certain testament, conceu par feu son mari et par icelluy et icelle soubsigné, sans notaire, ou bien, tesmoins; déclarant soub serment, en mes mains, que quand il at été stipulé, qu'elle n'at point entendu la tenure, ny contenue de tel testament, ny compris la propre entende, signament pour autant que touche une particulière clause, par laquelle elle devroit déschoir de l'usufruit des biens de la Rochette et autres, gisants dans la Duché de Brabant (2), et qu'en semblable cas ses plus prochains amis devoient appréhender la possession, quand elle négligeroit la poursuite de tous les procès, sans pouvoir faire aucun accord sur iceux; de quoy elle n'at eu aucune entente, ny connaissance; d'y comprendre en nulle fason la maison de La Rochette, dont l'usufruit des mesmes biens luy sont promis libres, sans aucune restriction, en ses convenances de mariage, sans obligation de rendre aucun compte. Item, que aussy en ce testament seroient trois des principaux articles des suscriptes convenances, (par lesquels seroient promis et appropriez aux héritiers nommez et d'icelle la propriété de la moitié des biens qui auroient été acquis, stante eorum matrimonio,) sont cassez et annullez entièrement; sur quoy déclarant que, si en icelluy elle auroit entendu droitement ce que cy dessus est escrit, elle n'eust soubscrit semblable préjudiciable testament; constituant la soubescrite dame déclarante tous porteurs de cette, pour en son nom et de

(1) Cette date est fautive; il faut lire: le 10 février.

(2) Toujours la manie de faire d'une terre d'empire un territoire du duc de Brabant.

sa part comparoir devant tous seigneurs qu'il appartiendra et serat nécessaire, pour illecq cecy déclarer et réitérer et renouveler, *sub obligatione rati*, et demandant ultérieurement de moy, Notaire, faire un act de cecy, ou plus, *in forma*. Fait et passé à Aix, à la maison du suscrit, en présence de honorable Jean Philippe et Gaspar Henra comme tesmoins etc. etc *signatum: Paulus Huyn*, Not. publ.

3.

*Accord entre la douairière Sibille-Marie de Plettenberg
et le colonel Jean-Adam de Flantz.*

— 4 Nov. 1650. —

(Copie, et probablement traduction de l'Allemand.)

Connu soit à un chacun, qu'en vertu des présentes, qu'aujourd'huy, date soubescritte, entre Illustre Dame, Madame Sibille Marie de Plettenbergh, vefve de Reussembergh à la Rochette et Ouverback, comme aussy illustre seigneur Jean Adam Flans d'Aldenrath, colonel et gouverneur de Kayzerswert, et pour soy et conjunctement au nom de sa compagne, Madame Adolphe Baronne de Cortenbach à Helmont, s'est conclu et arresté un ferme et stable accord, au regard du droit d'usufruit, compétent à laditte dame Sibille Marie de Plettenbergh dans les biens de Juilliers, lesquels tous et ensemble sont, par vertu de cette, cédez et transportez audit Sr colonel de Flans et à Madame sa compagne, nommément à raison de la maison et cense d'Ouverbach, terres d'Aldenhoven, terres d'Andorpff, la demy cense et terre à Dachweiler, la cense et terre de Kallradt, avec six journaux de terre, situez à Setterich, avecq toutes les appendices et appartenances, droits, juridictions, moulins, fermes et rentes rédimibles, droits et forests, pêche, accense, chapons, pouilles, jardins, fructiers, préz, pasturages, avec toutes charges et immunitez, sans rien excepter, ainsy et comme laditte dame de Rochette at le tout possédé et jouy jusqu'au présent, par forme d'usufruit; à la réserve toutefois que cette année tous les revenus desdits biens, avec tous les arriérez canons

et debtes restantes, lesquels elle at auprès des fermiers, suivent à laditte Dame Sibille Marie de Plettembergh; réciproquement, s'il y eust quelque chargè et contribution restante à payer sur lesdits biens, qu'elle les acquitterat et prendrat à soy. Encore il est aussy accordé, qu'à raison de cession présente d'usufruit et de la dote apportée, montante à six mils et cinque cents patacons, si que la moitié parte des traies mils patacons semblables, la susditte dame et vefve aurat et retiendrat héritablement les deniers de la maison et biens de Holtorff, desquels sont esté appliquez six mils patacons sur la ville d'Aix et quatre mils semblables patacons sur la ville de Cologne, pour annuel intérêt; outre quoy, ledit Sr Colonel de Flans, tant pour soy que pour Madame sa compagne, renonce absolument, au profit de la susditte Dame de Rochette, à sa parte et prétension, droit et action qu'il at à la Maison et héritage, situez en la rue de Borscheit, à Aix; de plus, le susdit Sr Colonel de Flans at compté réellement, en espèces de ducats, à la préditte Dame Sibille Marie de Plettembergh cinque cents patacons, et de mesme contexte promis de payer deux cents patacons semblables, après la révolution d'un an; Il est aussy accordé et devisé ultérieurement, que ledit Sr Colonel de Flans payerat annuellement, tant et si longuement que Dieu laisserat la vie à la préditte Dame Sibille Marie de Plettembergh, dix muyds de seigle, dix muyds d'orge et dix muyds de froment, mesure d'Aldenhove, pour l'entretenace de la famille d'icelle Dame, comme aussy un foudre de vin, une fois pour tout, au cas il vienne à être bonne vendange, en un an ou deux; la Dame de Rochette a réciproquement accordé, que le conseiller Kerckhoffen, pendant la vie d'icelle, demurerat dans la perception de cent et soixante florins braibants, affectez sur le mont de piété en Bruxelles, desquels il jouit annuellement, à suite d'un accord, fait à raison des prétentions qu'il avoit, provenantes de Constantine, sa compagne, et que ledit Sr Colonel de Flans ne deverat être chargè pour la moitié parte. Après quoy, ledit Sr Colonel de Flans at promis et accordé, pour plus ample corroboration de cetuy apointement, que tant Madame sa femme que son cher fils Guillaume-Henry Baron de Hatzfeldt, Sr de Weisweiler, deveront approuver la présente transaction et ne pétendre cy après, à raison d'icelluy, ny autrement, aucune chose de laditte dame de la Rochette; et en cas inespéré, que Monsieur

Emund Baron de Cortembach, Sr de Helmont, ou donc ses héritiers légitimes, viendroient à molester, cy en après, la préditte Dame de Rochette, ou ses héritiers, à raison du présent accord, ledit Sr Colonel la deffendra, à ses despens, et par toutes voyes, et contre un chacun, *sub obligatione bonorum*; au moien de quoy toutes prétensions, qui ont été et pouroient être, de part et d'autre, sont et doivent demeurer, maintenant et pour tousjours, assoupies et accordées, le tout sans fraude et malice, etc. etc. A Aix, ce quatrième jour du mois de novembre, an mil six cents cinquante, etc.

4.

Accord entre Sibille-Marie de Plettenberg, douairière de La Rochette, et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmont.

— 10 Novembre 1659. —

(Copie).

Premièrement, pour cession de tout le bien de La Rochette, avec appendance et dépendances, chargé et non chargé, tant de procès qu'autres choses, Monsieur le Baron (1) at accordé de donner onze mille pattacons et pension vitale de la valeur de trois cent pattacons, hors ce qui sera cy desoubs spécifié:

1°. Une demeure honeste et libre pour Elle et sa famille, cleffs des portes première et deuxiesme, et en cas de mésentendu, une honeste demeure à Liège.

2°. Vinte cinq muids des deux Broucx; cinq et demy de Libert de Bouxhemont; cent vinte cinq pattacons, rente du mont de piété à Liège; quarante pattacons hors de la cense d'embas; dix pattacons hors de la cense d'enhaut; douze pattacons hors des bois de tailles, et en cas de non solution, les trouver en la cense d'embas; trente pattacons du Bancq de *Sprimont*; seize pattacons du Banq de *Louvigny*.

3°. La moitié du jardin de la cuisine; la moitié des poiriers et moitié des cerisiers; dix arbres pomiers.

(1) Edmond de Cortenbach.

4°. Entretien de deux vaches, hyver et esté.

5°. Du bois pour chauffer la personne de madame.

6°. Item tous les arriérez.

7°. Item les canons écheuz et à échoir, jusques à pleine et entière solution desdits deniers, à compter au logis de Jaspas Devaux, en la ville de Liège.

Parmy quoy madame céderat à tout le bien de La Rochette et son usufruit, avec ses appendances et dépendances, chargés et non chargés, tant de procès qu'autres choses, de tout quoy ladite dame demeurerat entièrement libre.

Et de mesme Monsieur le Baron, au dessus des obligations ou charges susdittes, céderat à tout ce qu'il pourra prétendre de la ditte Dame horsmis le bien de la Rochette, comme est cy dessus dit.

Pour cession dudit bien de la Rochette, monsieur le Baron donnerat onze mille pattacons, sur lesquels trouvera bon: 1° le capital de Harzé, sçavoir deux mille trois cent trente trois pattacons et demy, 2° la rédemption de l'engagère de la Seigneurie d'Olne: sept cent cinquante pattacons; 3° capital de la pension d'Olne: huit cent pattacons

Ce à quoy madame a consenty, comme elle consente, parmy qu'elle demeurerat entièrement libre de toutes charges et prétensions, comme dit est, et sera obligée de donner les meubles qu'elle a trouvé à la Rochette, mons^r le Baron de donner la main assistente pour luy faire payer les arriérages, promettant, de part et d'autre, de tenir le présent contract ferme, à la bonne foy. Fait à la Rochette, jour et an que dessus, et estoit signé: *Sibilla-Maria de Plettenbergh*, et enbas: Baron de *Cortenbach*.

Dat de voors. copie, tegens haer origineel, berustende inde handt vanden Welgeboren Heere Baron van Cortenbach, Helmondt etc., op desen vyfden Xbris 1659, opt huys van Rochette gecollationeerd, van woordt tot woordt accordeert, wordt, ten verzoeke van partijen, bij ons ondergeschreven betuyght, op date als voors. Signatum: *Willem van Langenacker. Imsteraedt zu Mehr. B. Hessel.* Per copiam (signé) *Mich Schapen*, not. pub.

Accord définitif au sujet de La Rochette, fait entre Sibille-Marie de Plettenberg et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond.

— 4 Décembre 1659 —

(copie).

Om te voorcomen alle disputeren ende geschillen, die soudén mogen ontstaen tusschen de Hoogh Edele ende Welgeboren Vrouwe *Sibilla-Maria van Plettenberch tot Swartsenberch*, Vrouwe Douariere tot *Rochette* ende Wed. van loffl. memorien Heer Jan van Ruyschenbergh, heere tot *Rochette* sal^r, off haere erffgenaemen, ten eenre, ende den Hoogh Edelen ende Welgeboren Heere *Edmond* Baron van *Cortenbach* ende *Helmond* etc., ter andere sijden, parthien, uyt oorsake der naer te noemene rechten ende pretensien, de welcke de selve duariere sustineert haer te competeren ende haer, off haere erffgenaemen te moeten worden voldaeu, alleer sij luyden den huysse, Heerlicheyt, goederen ende gerechtigheden van *Rochette* soudén behoeven te quitteren, te weten: den helft van den houwelijcxen penninck, ter somme van derthien duysent Rijcxdaelders, bij haer ingebrocht, mitsgaders de helft van twee duysent Rijcxdaelders, bij den voors. Heere van *Rochette* van haere vrouwe moeder gevoerdert ende ontfangen; item ter oorsaecke vande renten ende goederen bij den Heere ende vrouwe van *Rochette*, staende houwelijck, geacquireert ende geconquesteert, t' sij op den bergh van *Bermherticheijt* tot *Brussel*, op den bergh tot *Luijck*, item op t' dorp *Olne*, off elders; daerenboven ter oorsaecke der helft van *XVII* (honderd?) ende acht gld. bb., luijcx gelt, bij den voors. Heere ende Vrouwe van *Rochette* bekeert tot afflossinge eender erfelijcke rente, daermede was belast den bos genoempt *Bois des Dames*; noch van wegen negen duijsent Rinsgld. dewelcke die voors. Heere ende Vrouwe van *Rochette* uyt derselve goederen hebben voldaeu aen den Welgebooren Heere *Alexander* Baron van *Cortenbach* ende *Helmond* sal^r, tot voldoeningen vanden houwelijcxen penninck van wijlen vrouwe *Philippe* van *Ruijschenberch*, vrouwe tot *Helmont*, sijne moeder,

achtervolgens de quitantie daarvan sijnde; allnoch ter sake van reparatien ende verbeteringen, van nieuwen bouw (1), aen het hujs van Rochette off elders gedaen, ende alles wat deshalven aen de wel gemelte vrouwe soude mogen competeren; eensamentlijck van t' geene haere Wel Eedt, tot laste van den voors. Heere van Helmont, opde vercochte vasellen, clenodien ende juweelen, inde beleegeringinge van Gullick, (alle tot eene merckelycke groote somme sich bedragende,) off uijt eenigen anderen hoofde soude mogen pretenderen: soo is dat de voorgemelde Vrouwe Douariere van Rochette, ten eenre, ende den voorn. Heere Edmond Baron van Cortenbach etc., naervolgens den testamente van wijlen den voors. Heere van Rochette, gerechten ende gerecht totten eigendom der Heerlickheijt ende Huijse van Rochette, appendentien ende dependentien van dien, ten andere sijden, verklaerende, dat haere Hooch Eedele op den thiensten der voorleden Maent novembris, opt Casteel van Rochette, in 't minnelijck hebben getransigeert ende geaccordeert, in manieren; immers in substantie, als volght: te weeten, dat de voors. Vrouwe Sibilla Marie van Plettenberch, met reijpe deliberatie van raede, alle de voorverhaelde renten ende goederen, rechten ende pretentien, sonder reserve, aen den welgemelden Heere Baron van Cortenbach, haere Neve, reëlijck soude cederen. overgeven ende transporteren, gelijk oock de selve Vrouwe aenden selven soude overgeven ende transporteren haer recht van tochte, possessie ende gebruijck, dewelcke haer Hooch Eed. was hebbende aen ende totte voors Heerlicheijt ende Huijse van Rochette, hooven, bosschen, pachten, renten, chijnsen, rechten ende gerechticheden, met alle jurisdictie ende Heerlicheijt ende wat daer aen ende toe is gehoorende, behalven het geene hier onder vermelt wordt, om bij den voors. Heere aenveerdt ende gebruijckt te worden als sijn ander eijgen goet; dat oock de Vrouwe Douariere alle Registers, Documenten ende bescheijden, totten voors. huijse, Heerlicheijt, rechten ende gerechticheden specterende, immers in haer macht sijnde, oock de meubelen, bij haer tot Rochette, inden jaere seshienhondert elff, gevonden, soude overleveren; waertegens die voors. heere Baron

(1) *Neubeaume* (Neue Bauten) V. *Cher. de HARENNE: op. cit.*, p. 32.

van Cortenbach aende voors. sijne vrouwe Moeye soude voldoen ende betalen eene somme van elf duijsent pattacons, in vueghen als volght, te weeten: soudén aen denselven overgeven ende transporterén den eigendom der renten ende capitalen, eertijds beseth op Hauzée die welke bij haer Ed. ontfangen sijn geweest van den Prince van Barbançon ende respective van de gravinne van Huys, ter somme van drijentwintigh hondert ende drijendertigh pattacons ende een quart, salvo justo; item den eigendom van capitale penningen, daerméde van wegen den Coninck van Spaignien het pandtschap der Heerlicheijt Olne is afgelost geweest, ter somme van achthien hondert gld capitael, swaer gelt, doende seven hondert vijftigh pattacons; item den eigendom van de rente met het capitael, geacquyreert op 't voors. dorp van Olne, ter somme van acht hondert pattacons; ende daer beneffens soude die voors. heere Baron, tot behoiff van sijne vrouwe Moeije, ten huijse van Jaspár de Veaux (Deveaux), binnen de stadt Luijck, in gereede penningen tellen de somme off waerde van seven duijsent een hondert ende seshien pattacons ende drij quartern, maeckende met de voors. drij capitaelen de somme van elf duijsent pattacons; ende dat, naer tijde van dese voldoeninge, de voors. vrouwe Douariere aen den voors. heere Baron soude cederen den huijse ende heerlicheijt van Rochette, mette appenditien ende dependetien, ende 't geene voor verhaelt, met laest ende ontlast, soo van processen als andersints, mitsgaders (behalven hier onder wordt gereserveert off vermelt), de renten, pachten ende chinsen, naer daete der betaelingé van de voors. seven duijsent een hondert seshien pattacons ende drij quartern, te vervallen ende te verschijnen, blijvende alle de geene, daer te voerens gevallen ende verschenen, tot behoefve der voors. Vrouwe Douariere; ende daerenboven soude de voors. Vrouwe Douariere haer leven gedurende hebben ende genieten drij hondert pattacons jaerlijcx, off der selver waerde, uytte goederen van Rochette, met heerlijke wooninge voor Haere Hooched^t ende haer familie op den Castele van Rochette off, ingevallé van onderlinge misverstandt, binnen de stadt Luijck, de helft van den moeshoeff inden boomgaert gelegen, ende andere saecken, onder naerder aengeruert; ende alsoo die voors. Heere Baron op den ses en twintichsten der voors. maendt november aenden voors. Gaspar

de Vaux, in contante ende wel gestelde penningen, tot behoef der voors. vrouwe Douariere, de voors. sevenduijsent een hondert seshien pattacons ende drie quarten ten volle hadde voldaan, volgens sijne bekentenis ende handschrift daarvan gegeven, als nu aen de voors. Vrouwe douariere bij den voors. Heere Baron overgelevert, ende dat oock die selve Heere Baron aen deselve Vrouwe inde erflijckheijt mits desen cedeert ende transporteert de voorgenoemde capitaelen ende renten van Harzée ende Olne, mitsgaders van het afgelost pandtschap van Olne voors., maeckende te samen de somme van elff duijsent pattacons, allen dewelcke de meergemelte Vrouwe mits desen bekent ontfangen te hebben ende aen haer te sijn voldaan; ende dat tot dijen die voors. heere Baron aen haere Ed^t, haer leven gedurende oock, mits desen, laet de voors. wooninge op den Casteel van Rochette, die helft in den moeshoff, ende andere saecken en de plaetsen, gelijk alles breeder te sien, bij besonder acte (1) tusschen de hooghemelte partijen heden, date deser, opgerecht, wedersijds geteekent ende besegelt; een samen cedeert de voors. drij hondert Rijcxsdaelers jaerlijcx lijffpensioen, off de weerde van dijen, in vueghen als oock bij die besondere acte (1) is blijckende, daertoe mits desen relaes gemaect wordt, renunciierende oock die selve op t' geene sijne hoocheijt tot laste der voors. Vrouwe, ter saecke haerder administratie van den huijsen ende goederen van Rochette off andersints soude mogen pretenderen, mede declarerende gheen recht te pretenderen, ten laste der voors. Vrouwe Douariere, op haer huys binnen Aecken gelegen, ende neemt aen t' sijnen laste te betaelen de beden off contributien, beginnenden Octobri lestleden, ten opsien van de goederen van den huijse van Rochette, onder Daelhem gelegen: soo ist dat de selve Vrouwe douariere, geassisteert bij den hoogwaardigen Heere Deken des vrijen keijserlijcken stiffs Aecken, heer Willem van Langenacker, mitsgaders bij den hoogedel ende welgeboren heere, Heere Johan Adolff vrijhere van Imstenraedt, Heere van Mheer etc., allen het geene voors. is, in t' lange overwogen hebbende, met deliberatie van raede als

(1) Cet acte particulier doit être l'acte du 10 novembre 1659, qui fut ratifié le 4 décembre de la même année. Le procès, qui s'ensuivit, ne parle que de ces deux contrats, qui ne formaient plus qu'un seul acte après le 4 décembre 1659.

voore, aen den wel gemelten heere Emond Baron van Cortenbach etc. inder erfelijkheid ende reëlijk heeft gecedeert ende getransporteert, cedeert ende transporteert, mits desen, alle haer recht ende gerechtigheijt totte renten ende goederen, als voore, op den bergh van bermherticheijt tot Brusel, Luijck off elders geacquireert ende geconquesteert, ende alle voordere rechten ende pretensien, vore gespecificeert ende t' geen de Vrouwe Douariere voers., tot laste van den wel gemelten Heere Baron, naerder off voordersoude mogen pretenderen, gelijk oock de selve Vrouwe Douariere, geassisteert als voore, cedeert ende transporteert mits desen aenden voors. Heere Baron haer recht van tochte, possessie ende gebruijck vanden voors. huijse ende Heerlicheijt van Rochette, hoven, bosschen, pachten, renten ende chijnsen, met alle appendentien ende dependentien, behalven t' geene bij de voorn. particuliere acten is geserveert ende uijtgedrukt, met last ende onlast derselver gecedeerde goederen soo van processen als opcommende lasten van contributien ende andersints, mitsgaders soodanighe pachten, renten ende chijnsen, naer date der voors. voldoeninge van de voors. seven duijsent een hondert seshien pattacons, drij quarten, vervallen, alsoe ende gelijk eene particuliere acte, daer van op heden mede gemaakt, onderteeckent ende besegelt, is medebrengeende, blijvende die daer te voerens verscheenen ende vervallen pachten, renten ende chijnssen, der huijse van Rochette toestaende, t' samen met die posten in, t' voors. particulier Acte begrepen, tot behoeff der voors. Douarière; om dewelcke, tot haer Ed^s behoeff ende te doen innen ende ontfangen, die wel gemelte heere Baron sal gehouden sijn de behulpsaeme handt te bieden; beloovende insgelijcx de voors. Vrouwe, mits desen aen den voors. heere, onder sijn behoerlijck recepisse, over te leveren de voors. Registers, Documenten ende bescheeden, mits conditie dat die voors. Heere de voors. vrouwe transportante sal affdraegen, soo sulcx te doen mits desen belooft, alle processen ende actiën ter oorsake van voors. huijse, heerlicheijt, goederen, rechten ende gerechtigheden alreede gemoveert, off die, ter dier oorsake, alnoch soudon mogen gemoveert worden; sal oock die voors. Vrouwe, sooals voore is verhaelt, overleveren de meubelen, bij haer in den jaer XVI^e ende elft tot Rochette gevonden. Allen dewelcke, soo de voorgenoemde vrouwe douarière, geassisteert met de voor-

gemelte hooghweerdige ende hooghEd. heeren Deken ende Baron van Mheer, als die voors. heere Baron van Cortenbach ende Helmont, hebben beloofd ende belooven, mits desen, onder verbin-
tenis van haere persoonen ende goederen, present ende toekomende, behoorlijk naer te commen ende te voldoen, renuntieren weder-
sijds aen alle exceptien, privilegien ende andere benificien van recht, die haer in desen soudén mogen te stade commen, ende aen den regel, leerende dat generaele renuntiatie niet en valideert, ten sij dat speciale voorgaet; consenterende partijen ten wedsijden in realisatie en approbatie, oock vernieuwinge deses, voor alle ende ijdere hoven, heeren, Bancken ende gerichtén, daer haere goederen mogen gelegen sijn off bevonden worden, soo gereede als ongereede, oock in condemnatie volontaire voor den Raede van Brabant, off elders daer sulcx mochte van noode wesen ende aen partijen respective sal goet duncken. Des t' oirconde hebben wij ondergeschreven dese met onsen eijgen naam geteekent ende met ons Adelijk Pitschaft bevesticht ende beneffens ons, t' onsen versoecke, de voors. hooghw. ende hoogEd. heeren Assistenten; hebbende ijder van partijen, tot haere naerichtinge, hier van een gelijk lujdende Acte naer haer genomen. Alsoo gedaen op t' Casteel van Rochette desen vierden dagh decembris, Anno seshien hondert negen ende vijftig. Ende was onderteekent: *Sibilla Maria van Plettenberg, Cortenbach, Willem van Langenacker, Imstenraedt*, staende neffens ijder *signatum* een cachet van wapene gedruckt in rooden spaenschen lacke.

Per copiam, (signé) *J. J. Roumans*, not. publ.

6.

Donation faite par Sibille-Marie de Plettenberg, douairière de La Rochette, en faveur du prince-évêque et du chapitre de la Cathédrale de Liège.

— 24 Juillet 1669. —

(Copie.)

L'an de grâce mil six cents soixante neuff, du mois de Juillet le vingte quatrième jour, pardevant moy le public Notaire Royal et Tabellion publique, résident en la Cité de Liège, sousigné,

et en présence des tesmoins, cy embas denommez, comparurent en propres personnes Noble et Illustre dame, Madame Sibille Marie de Plettenbergh de Swaertzembergh, relite de feu Noble et Généreux Seigneur Jean de Ruysenbergh, en son temps, Seigneur d'Oulne et à la Rochette, d'une, et Illustre et Révérend Seigneur Lambert de Liverlo, chanoine de l'Eglise Cathédrale de Liège et Chancelier de son Altesse Sér^{me}, d'autre parte, laquelle première comparante, pour très haultes et très bonnes considérations, à cela mouvantes, et particulièrement pour le repos de l'âme de feu led^t Seigneur son Marit et de la sienne, lorsqu'il plairat à Dieu de l'appeler à soy, at donné et cédé irrévocablement, comme par cette elle donne et cède, dès à présent, à son Altesse Sér^{me} de Liège et son Eglise l'usufruit de tout droict, luy appartenant à tiltre de la Vouerie de Fléron, et aux Très Révérends, très Illustres et Généreux Seigneurs Doyen et Chapitre de saditte Eglise Cathédrale de Liège le douaire, luy compétant par son Traicté de Mariage et autres parties, par scédule embas du présent insérées, à charge de faire célébrer, chasque année, par lesdits Seigneurs Doyen et Chapitre de la Cathédrale, une messe solennelle pour le repos de l'âme de sondit feu Seigneur Marit et de la sienne, au jour qu'il plairat à Dieu de l'appeler à soy, voulant que cette présente cession et donation ayt lieu, soit à tiltre de donation entre les vieffs, soit par cause de morte; et affin que laditte donation subsiste irrévocablement, par toutes les voyes et formes les mailleures que faire se peult, laditte Dame ferat remettre tous les lettrages, tiltres, documents, concernant les biens et droicts de la présente donation, tels qu'elle at en sa puissance; laquelle donation et cession ledit Seigneur Chancellier at pour et nom de saditte Altesse Sér^{me} et saditte Eglise accepté; bien entendu que par la présente donation n'est d'intention et ne veult faire le moindre préjudice que ce soit à tous tels droicts que peuvent compéter aux représentants des Nobles et Illustres Dames de Leerodt et Winckelhousen, ny à Madame de Walpot, en vertu du testament de feu le seigneur son Marit. Et pour le prémissinuer, intérimier, renouveler et réaliser, pardevant toutes Courtes et Justices, tant allodiales, feudales que censales, où besoing serat, at laditte Dame, première comparante, constitué tous porteurs de cette et chascun d'eulx, soy *solum et in solidum*, sur quoy etc.

Ce fait et passé en la Chambre embas, au Cloistre des Pauvres Clarisses, scize au quartier des Rns Pères Confesseurs à Liège, les ans, mois et jours que dessus. Présents illecq Nobles et honorez seigneurs Conrard de Blisia, dit van der Heyden, et Erasme Foullon, jà Bourgemaistres de la Cité de Liège, et le seigneur Remy de Chauxfontaine, Capitaine Major, comme tesmoins, au prémis requis et spécialement appelez, qui ont signé la minutte, avec ladite Dame comparante et Seigneur Liverlo, comme s'ensuit: *Sibilla Maria de Plettenbergh, L. de Liverlo, Conr. van der Heyden à Blisia, E. Foullon, R. de Chauxfontaine*. Lieux du cachet de laditte Dame, en lacque vermeille. Estoit soubsigné: Et moy *Georges Cartiels*, Notaire admis par le Souverain Conseil de Brabant et de la Vénérable Court de Liège, au prémis requis, in fidem. (Estoit signé:) *Pollain*, Notaire, et Secrétaire du très illustre Chapitre de Liège, *per copiam*.

S'ensuivent les parties de la scédule, cy-dessus mentionnée.

1°. La moitié de quatre vingt mils florins, fort monnoye, employez pour Monsieur de la Rochette, hors de ses biens et de ladite Dame, sa chère compagne, au différent de la Haulte Vouerie, prétendue à la terre de Fléron, ditte la Vouerie d'Aix.

2°. La moitié de deux mils pattacons, que feu Madame, mère de laditte Dame Douairière, at compté audit feu seigneur de la Rochette, en augmentation de la dote d'icelle Dame; desquels deux mils pattacons la moitié at esté reforny ou satisfait par ceux de Overbach.

3°. Item la moitié de mil sept cents huict pattacons et vingte deux pattars, provenants de la rédemption du bois des Dames.

4°. Item la moitié de neuff mils florins de Rhin, dote de Helmont (1), ensuite des lettres

5°. Item les méliorations des bastiments de la Rochette, ensuite des estimes faites (2).

6°. Item la moitié de deux mils philippes, dote de Constance, fille naturelle de Ruyssenbergh.

(1) La dot de Philippine de Ruysschenberg.

(2) Le 4 août 1665 des commissaires, envoyés par le Conseil de Brabant à Bruxelles, avaient reçu à La Rochette la déposition de plusieurs témoins sur la restauration de ce château.

7°. Item la moitié de six mils et cinque cents pattacons, suivant les convenances de mariage, réservez pour douaire au survivant.

8°. Item huict cents vingt quatre pattacons pour la réparation du pont de Chaisnée (1).

9°. Item le droict acquis à la reddition du compte des fruicts pour neuf ans, que le seigneur Baron de Helmont at possédé la Maison de la Rochette et biens en dépendants; hors desquels fruicts viendrait à déduire onse mils pattacons, partie comptez, et partie tenus à compte pour les rédemptions non appliquez, comme le tout apparoisterat par le procès décidé, et liquidation intentée à Bruxelles.

10°. Item quatre cents pattacons que ladite Dame retient hors desdits fruicts pour la fondation d'une chapelle à Forest.

11°. Item laditte Dame at cédé la prétention qu'elle at, à raison de sa vaselle et jouvaux, coupez et distribuez pour le paiement de la garnison de Juilliers, lors qu'elle fust assiégée par les Estats-Généraux des provinces Unies.

Estoit signé etc. (comme ci-dessus.) Per copiam (signé) J. VAN BUREN, not. publ.

(1) «Laquelle ditte ruine, ou cheute, estoit arrivée et causée par une impétuosité et ruine d'eaux.» Ainsi déclarèrent, sous serment, à La Rochette, après „inspection oculaire”, le 13 Février 1653: «Tossaint Gomsé, prieur de Beaufays, Robert Geurlet, Pasteur de Chaynay, N. de Chauxfontaine, Olchon, Thomas Mareq, Henry le Mignon, Lejeusne, Evérard Collette et Jean Georlet.” Cependant, c'est probablement la réparation faite en 1652, qui se trouve ici mise à la charge du seigneur de Helmond, les dégâts de 1653 ayant été moins grands. En effet, deux arches du pont avaient été rompues le 27 juillet 1652. Déjà le lendemain du désastre la douairière de La Rochette avait pris ses mesures pour une prompte réparation. Aussi avait-elle averti le seigneur de Helmond, Edmond de Cortenbach. Celui-ci répondit le 19 Août 1652, que, pour prévenir un plus grand désastre, il fallait incontinent réparer le pont «selon les coutumes ordinaires du pays, usitées en semblables occurences, auxquelles je me conformeray très volontiers.” Les travaux furent commencés le 27 Août suivant, et étaient finis à la fin de Septembre de la même année.

[3] Les dépenses pour l'endiguement, pour les matériaux du pont et pour les journées des ouvriers s'élevaient à 2001 florin, 9 1/2 patars. «Maistre Henry Mignon, avec ses maçons, at eu pour la manufction, suivant l'accord, fait avecq luy le 1^{er} d'aoust, 1300 d. Somma sumarum 3301—9 1/2 pat.”

Déclaration de la justice de Helmond, que la seigneurie de ce nom ne forme pas de fidéicommis.

1 janvier 1706.

Wij Gysbert van Deutecom ende Matthijs vander Laeck, schepenen der Stadt Helmond, doen condt ende certificeren bij dese, dat wij ter instantie van Zijne Excellentie den Hooged. Geb^{en} Heere *Albert-Joseph* grave van *Arbergh* van Vallangin, van t' Roomsche Rijk, Heere deser Stadt Helmond etc., etc., hebben gevisiteert de protocollen deser stadts secretarje, ende dat wij niet in de selve hebben connen vinden, dat de Heerlijkheijdt van Helmond, ende de goederen aen de selve gehoorende, met Fidecommis zijn gevinculeert, noch vanden Heere *Joan* Baron van *Cortenbach*, noch van *Adolph*, sijnen soone, noch van *Alexander*, soone deses, noch van *Emond*, vader van Vrouwe *Isabella*, geboren Baronesse van *Cortenbach*, als nu in houwelijck hebbende den Heere Grave van *Arbergh*, onsen jegenwoordigen Grondtheere, gelijk wij schepenen in gemelte Protocollen niet hebben connen vinden, dat onse Hooggemelte Heere de Heerlijkheijdt van Helmond, noch eenige goederen, daer aen gehoorende, met eenighe penningen heeft bezwaert. Ten minste blijkt niet, dat Zijne Excellentie daer van eenige Brieven van Realisatie heeft gepasseert ter Secretarje alhier. Ende verclaeren wij schepenen laetstelyck, te hebben geëxamineert het register van Zijne Excellentie, houdende de incompsten, die Zijne Excellentie van de Heerlijkheijdt van Helmond geniet jaerlijcx, bestaende in twee dwanck-, windt- ende eenen watermolen, thienden, chijnsen, leenen, acht hoeven tot *Helmond*, *Beeck*, *Nunen*, ende *Mierloo*; item noch verscheijde beemden ende weijden ende andere accidentalien. Bevon den, dat de selve beloop, boven 's landts lasten, eene somme van over de vijf duijsent gulden jaerlijcx. Ende geven wij schepenen voor redenen van welwetentheijt, als in den text. Ter Oorconde hebben wij schepenen voornoemt onse propre schependoms zegelen hier onder doen drucken, ende door onsen Secretaris laeten teekenen, Op Heden Eersten Januarij Zeventien=Hondert Ses.

(signé) J. VAN RIJP.

Original, sur papier. Cachet détérioré.

Notes et éclaircissements.

En fixant trop notre attention sur l'abus que le Conseil de Brabant à Bruxelles faisait du simple lien féodal, nous avons perdu de vue plus d'une fois la distinction entre simple seigneurie foncière et seigneurie avec droits souverains.

Le territoire de Fléron ne formait non-seulement une seigneurie foncière, (avec patronage d'églises, dîmes, censes, chapons, droit de chasse etc.) mais même une seigneurie avec droits souverains: la haute, moyenne et basse justice, le droit de milice locale etc.

Les seigneurs de La Rochette reconnaissaient le chapitre de N.-D. d'Aix et, depuis le 21 mai 1621, les Bucquoy comme les seigneurs fonciers du territoire de Fléron, mais attribuaient les droits souverains au duc de Brabant, comte de Daelhem, en se basant sur le lien féodal entre ce comté et la seigneurie de La Rochette.

Quant-au prince-évêque et États de Liège qui, en 1616, acquirent par achat la terre impériale de Fléron, Jean de Ruysschenberg et Edmond de Cortenbach ne les reconnurent pas même comme seigneurs fonciers.

En conséquence il faut lire

- p. 19: les droits souverains, *au lieu de*: les droits seigneuriaux
et souverains;
p. 26: les droits souverains, " " " droits seigneuriaux;
p. 27: (*deux fois*), les droits
seigneuriaux, " " " les droits seigneuriaux
et souverains.

Il est dit, p. 36, que Josse van Kerckhoven fut débouté de toutes ses demandes. Cependant la teneur du codicile de Jean de de Ruyschenberg n'exclut pas la possibilité, que Constance de Ruyschenberg n'ait obtenu une pension alimentaire, par sentence judiciaire. Dans ce cas, la douairière de Plettenberg ne lui aurait pas fait de largesse; *v.* p. 40.

ERRATA.

- P. 26, se trouve: grande ouverture, *lisez*: toute grande ouverte.
P. 31, note 3, se trouve: Buysschenberg, „ Ruyschenberg.
P. 35, se trouve: la Cardinal-Infant, „ le etc.
P. 40, se trouve: 20 février, „ 10 février.
P. 61, se trouve: garnisan, „ garnison.
P. 62, se trouve: la capitale-même, „ la capitale elle-même.
-

TABLE DES MATIERES.



	Avant-Propos	1
§ 1.	Contrats de mariage entre les familles Ruysschenberg, Cortenbach et Plettenberg	5
§ 2.	La carrière civile et militaire de Jean de Ruysschenberg. — Le siège de Juliers	8
§ 3.	L'avouerie.	11
§ 4.	Les seigneurs de La Rochette, avoués de Fléron.	17
§ 5.	Jean de Ruysschenberg, seigneur de La Rochette et avoué de Fléron	24
§ 6.	Dispositions testamentaires et mort de Jean de Ruysschenberg	29
§ 7.	Les dispositions testamentaires de Jean de Ruysschenberg contestées. Accord entre la douairière Sibille-Marie de Plettenberg et Jean-Adam de Flantz.	39
§ 8.	Accord entre la douairière Sibille-Marie de Plettenberg et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond	43
§ 9.	Procès entre la douairière de Plettenberg et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond.	48
§ 10.	Le procès entre la douairière Sibille-Marie de Plettenberg et Edmond de Cortenbach, seigneur de Helmond, poursuivi, dans le même temps, par devant deux cours rivales et également incompétentes.	53

§ 11. Les Etats-Généraux de la République des Provinces-Unies se mêlent du procès Cortenbach-Plettenberg.	
Opposition du prince-évêque de Liège	58
Table généalogique	82
Pièces justificatives	83
Notes et éclaircissements	102

UCSB LIBRARY

X-19321



